



**PROJET D'APPUI AU SECTEUR ÉLEVAGE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
DES ANIMAUX VILLAGEOIS
AU BURKINA FASO**

MISSION D'ÉVALUATION

par

**L. LETENNEUR
D. RICHARD**

Février 1994



CIRAD-EMVT
Département d'élevage
et de médecine vétérinaire
du CIRAD
10, rue Pierre Curie
94704 — Maisons-Alfort Cedex

AUTEUR : L. LETENNEUR
D. RICHARD

ACCES AU DOCUMENT :
- à consulter au Centre de Documentation
du Ministère de la Coopération
- au service Documentation du CIRAD-EMVT

ORGANISME AUTEUR :
CIRAD-EMVT

ETUDE FINANCEE PAR :
FRANCE, MINISTERE DE LA COOPERATION
FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION

REFERENCE DU CONTRAT
Convention no.280/91/02
Lettre de commande no.21/RUR du 3.11.1993

AU PROFIT DE :
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES
BURKINA FASO

TITRE :
PROJET D'APPUI AU SECTEUR ELEVAGE
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES ANIMAUX VILLAGEOIS
AU BURKINA FASO (PDAV)

TYPE D'APPROCHE : MISSION D'EVALUATION

DATE ET LIEU DE PUBLICATION : FEVRIER 1994, MAISONS-ALFORT

PAYS OU REGIONS CONCERNES : BURKINA FASO

MOTS-CLES : Evaluation - Privatisation - Aviculture - Petits ruminants -
Burkina Faso.

RESUME : Le projet de développement de l'aviculture villageoise, démarré en 1978, est devenu en 1989 le projet de développement des animaux villageois (PDAV). Il a pour objectif le développement des volailles, des petits ruminants et des porcs sur l'ensemble du territoire du Burkina Faso. Ses activités portaient, fin 1992, sur 15 provinces du pays et ont été étendues à 12 autres en 1993. L'action du PDAV s'est traduite par l'émergence d'une véritable filière commerciale adaptée au marché intérieur et à l'exportation des volailles villageoises. Les activités principales sont la formation et l'encadrement de vulgarisateurs volontaires villageois et l'approvisionnement de ces derniers en intrants, essentiellement en vaccin contre la maladie de Newcastle et en antiparasitaires. Une proportion de 18 p.100 de volailles des provinces encadrées est touchée par les actions des VVV, beaucoup moins pour les petits ruminants. Ce rapport dresse un bilan technique et économique de l'impact du PDAV. Actuellement, les pouvoirs publics souhaitent étendre l'activité du PDAV en secteur villageois, sur l'ensemble du pays, aux petits ruminants et aux porcs. Cette extension considérable devra s'adapter à l'évolution des structures ministérielles et appuyer le mouvement de privatisation du secteur agricole productif. C'est pourquoi il est proposé, dès fin 1995, de constituer une structure d'approvisionnement de type privé. Les actions de formation et d'encadrement devraient pouvoir, à moyen terme, trouver un financement autonome au travers de cette structure.

SYNTHESE DE L'EVALUATION ET DES RECOMMANDATIONS

Les termes de références fixaient deux objectifs majeurs à la mission :

- **évaluer le PDAV ;**

- **étudier de façon plus particulière** les premiers résultats de la nouvelle implantation dans **le secteur périurbain de Bobo-Dioulasso** afin d'orienter les activités futures du PDAV.

Ce rapport définitif tient compte des remarques formulées après la remise du rapport provisoire, tant de la part des responsables du PDAV que du ministère de la Coopération.

Les propositions des experts à l'égard des nombreuses propositions et rapports (et tout particulièrement celui du Dr BURON), ont été clarifiées.

Cette évaluation se situe à une époque particulièrement favorable :

- un changement de direction au PDAV et un renouvellement de l'assistant technique principal viennent d'intervenir : c'est une période propice aux bilans, aux réformes et à la réflexion pour une nouvelle organisation.

- le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales veut s'engager résolument dans une politique de privatisation des professionnels de l'élevage et dans une réorganisation interne devant permettre une optimisation de l'activité de ses services.

- la date de clôture de la convention actuelle laisse le temps suffisant pour adapter le forme de coopération avec le PDAV.

- la dévaluation du F CFA n'était pas encore intervenue lors de la réalisation de cette mission. Son impact n'a pu être évalué sur place, mais les consultants ont essayé, sans reprendre l'ensemble du rapport, d'en tenir compte dans leurs calculs prévisionnels de marges et dans leurs recommandations.

Le ministère de la Coopération a apporté un soutien continu et important à ce projet : 21,6 millions de FF au total pendant près de 16 années. La convention actuelle de 6,65 millions de FF prévue pour 3 ans doit s'achever le 31/12/95.

C'est donc fort logiquement que **le but essentiel fixé aux consultants était de proposer " les voies possibles pour la cession de ses activités à une structure administrative pour la formation et la vulgarisation, et à une structure privée pour la diffusion des intrants".**

Le projet de développement de l'élevage villageois a démarré en 1978 avec, pour objectif, la protection sanitaire des volailles par l'organisation de campagnes de vaccination payantes et la vente d'intrants vétérinaires aux éleveurs dans la région nord-soudanienne.

La méthodologie originale, basée sur la mise en place d'un réseau chargé de la distribution des intrants vétérinaires et la réalisation des vaccinations par des vaccinateurs villageois volontaires, **a sans aucun doute fait le succès et la renommée du projet.**

- **succès**, car la production de volailles villageoises, était estimée à près de 12 000 tonnes en 1990 et permettait des exportations de 2 100 tonnes et ce, avec un système à très faible utilisation d'intrants importés.

- **renommée :**

* auprès des paysans de la zone d'intervention du PDAV et surtout auprès des autres qui souhaitent la venue du PDAV ;

* auprès du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales car il souhaite confier au PDAV l'encadrement de l'ensemble des élevages villageois de volailles, porcs et petits ruminants ;

* hors du Burkina Faso, l'expérience du PDAV est considérée comme l'une des méthodes les plus efficaces pour la vaccination des volailles et la distribution des produits vétérinaires destinés au petit élevage en secteur paysannal.

Le PDAV a connu très schématiquement deux étapes particulièrement importantes dans son évolution :

- en 1989, les activités du projet ont été étendues aux petits ruminants. Le projet de développement de l'aviculture villageoise est devenu le projet de développement des animaux villageois.

- en 1992, la zone d'intervention est étendue à l'ensemble du pays. L'activité porcine est rattachée au PDAV. De plus, une orientation nouvelle est donnée au PDAV : son action doit favoriser l'émergence du secteur privé.

Actuellement, le PDAV intervient dans 27 provinces sur 30. Fin 1989, son activité se limitait à 14 provinces situées, pour la plupart, en zone nord-soudanienne. L'extension se réalise dans toute la mesure du possible en étroite collaboration avec le secteur privé.

C'est un changement complet de niveau d'intervention et d'orientation qui est demandé au PDAV depuis 1992 : Le Projet se voit confier plus de la moitié de la production animale du Burkina Faso dans un cadre de privatisation où il doit jouer un rôle moteur.

EVALUATION DU PDAV

Caractéristiques majeures

Pour procéder à l'évaluation du PDAV, dans un souci d'homogénéité, les consultants ont jugé opportun de garder le découpage, en quatre grandes zones, adopté par l'étude sectorielle élevage et l'étude de privatisation des professionnels de l'élevage.

L'ACTIVITE

L'activité globale, fin 1992, peut être résumée par les quelques chiffres suivants :

- 44 p.100 des petits ruminants et 49 p.100 des volailles étaient présents dans la zone d'action du PDAV ;
- sur ces effectifs, 18,1 p.100 des volailles et 1,4 p.100 des petits ruminants étaient déparasités ;
- 76 p.100 de l'activité est située en zone nord-soudanienne ;
- la vente des vaccins représente près de la moitié du chiffre d'affaires du PDAV et 60 p.100 de celui des VVV.

Ces chiffres moyens recoupent une très forte hétérogénéité entre provinces, ZEE à l'intérieur d'une même province et plus encore entre VVV. Cette hétérogénéité reste l'un des problèmes majeurs du PDAV qu'il devra s'efforcer d'atténuer au cours des deux prochaines années.

LA FORMATION

Depuis sa création, l'effort de formation réalisé par le PDAV a été très important : 2 036 VVV ont été formés, les divers stages ont regroupé plus de 3 000 participants. Malheureusement, le nombre d'abandons est considérable : près de 80 p.100. Le contenu des formations est essentiellement technique, la partie gestion et développement de l'aptitude à la vente n'est pratiquement pas abordée.

Le rapport fait également état des techniques de sensibilisation et d'animations réalisés auprès des villageois. Toutefois, il semble que le plus souvent les VVV continuent à solliciter la demande d'intervention des éleveurs.

Les compléments de formation des agents du PDAV ont, en revanche, été limités. Les responsables des ZEE ne bénéficient pas de stages spécifiques. Or, ils représentent, pour les VVV, les contacts les plus proches.

Sans remettre en cause l'intérêt de la formation, il faut souligner que son impact sur l'activité du PDAV doit être considérablement améliorée. L'orientation vers une étroite collaboration avec le secteur privé et le dynamisme de la nouvelle direction devraient accroître rapidement l'efficacité de l'intervention du PDAV.

LES PREMIERES COLLABORATIONS AVEC LE SECTEUR PRIVE

Une première évaluation des expériences de collaboration avec les cabinets vétérinaires privés a été réalisée dans les secteurs urbains et périurbains de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et le cabinet de Puytenga.

Le PDAV assure temporairement un support financier qui devrait disparaître dès la mise en place du projet de privatisation des professionnels de l'élevage. Les risques financiers acceptés par le PDAV doivent être réduits au niveau de quelques cabinets. Il y a une réelle demande de collaboration, concrétisée par des contrats entre cabinets privés et le PDAV.

L'intérêt de la collaboration avec le PDAV est évidente, pour les privés, en dehors des zones urbaines et périurbaines proches :

- constitution et élargissement de leur clientèle grâce aux VVV,
- formation des VVV,
- actions de sensibilisation auprès des villageois,
- contribution du PDAV à l'actualisation des connaissances des vétérinaires dans le domaine des animaux villageois,
- facilité d'approvisionnement en vaccins et produits vétérinaires adaptés.

Cette analyse est partagée par divers responsables du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales qui souhaitent que les efforts du PDAV se concentrent en secteur villageois et favorisent l'émergence du secteur privé.

L'EXTENSION GEOGRAPHIQUE

Elle s'est accélérée considérablement depuis 1992 et s'appuie sur le secteur privé.

GESTION ET ORGANISATION

Un réel effort de gestion, d'organisation et de motivation du personnel est entrepris actuellement.

LA NOUVELLE ORIENTATION PROPOSÉE POUR LE PDAV

CONCLUSION

La méthodologie utilisée par le PDAV, pour l'amélioration de la protection sanitaire des animaux villageois, est originale et positive.

Le principal impact de l'activité, après 15 années, reste limité à la zone nord-soudanienne et concerne essentiellement le secteur avicole. De 1987 à 1991, le nombre de vaccinations est resté stagnant, peu d'innovations ont vu le jour dans les domaines technique, de l'encadrement ou de la politique commerciale, en aviculture. En revanche, le PDAV en 1989 a étendu son activité aux petits ruminants. L'impact au niveau du déparasitage reste modeste : 1 à 2 p.100 dans les zones d'intervention.

Il faut reconnaître qu'un nouvel élan est actuellement donné au PDAV, sous l'impulsion du son nouveau directeur, le Dr DEMBELE. Les records de vaccination seront battus en 1993, un effort considérable est entrepris pour améliorer la gestion, l'organisation, le rendement du personnel, la qualité de l'encadrement et les résultats du PDAV. La collaboration avec le secteur vétérinaire privé est bien engagée. En quelques mois, le PDAV a retrouvé une réelle image de marque dynamique qui doit lui permettre au cours des deux prochaines années, de procéder à de profonds changements.

LA NOUVELLE ORIENTATION PROPOSEE POUR LE PDAV

Les objectifs assignés au PDAV, à court et moyen termes, par le ministère de l'Agriculture sont clairs :

- soutien au développement des animaux villageois sur l'ensemble du territoire,
- appui à la privatisation,
- privatisation de la fonction approvisionnement du PDAV.

La privatisation des professionnels de l'élevage et d'une partie des activités du PDAV est l'élément central de l'évolution de cette structure. Les propositions d'orientation devront tenir compte, en premier lieu, des contraintes économiques de cette privatisation. Elles supposent une analyse prévisionnelle du marché et de la rentabilité des agents de la filière de l'élevage villageois qui dépasse les termes de référence de cette mission. Toutefois, les consultants ont réalisé une approche qui devra être approfondie, mais suffisante pour proposer une alternative à l'évolution proposée dans l'excellente " Note de synthèse sur l'état du PDAV " du Dr BURON.

L'ESTIMATION DU MARCHE DU PDAV

Cette orientation a permis aux experts d'estimer un nouveau marché régionalisé à objectifs 1995 et 2000 :

- 2 300 000 vaccinations volailles en 1995, 5 000 000 en 2000 (en 1993, le nombre de vaccinations sera supérieur à 2 000 000) ;
- 345 000 déparasitages de petits ruminants en 1995 et 1 200 000 en 2000.

Les objectifs de taux de pénétration du marché pour le marché à 23,5 p.100 pour les vaccinations volailles (les meilleurs ZEE dépassent actuellement 30 p.100) et 8,5 p.100 pour les petits ruminants. La mission a manqué d'éléments pour procéder à une estimation réaliste du marché lié au secteur porcin.

L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION

Deux approches sont possibles dans l'évolution du PDAV :

L'une apparaît parfaitement logique en première analyse. Elle consiste à arrêter complètement courant 1995, l'activité dans les régions ayant bénéficié d'un appui du projet depuis longtemps. Parallèlement, de nouveaux secteurs indépendants les uns des autres seraient ouverts, toute structure centrale devenant inutile.

Cette proposition ne tient pas compte de :

- l'évolution récente du fonctionnement du PDAV ;
- la mise en place du secteur privé qui se fait et se fera, en priorité, dans les régions à fort potentiel d'activité pour les vétérinaires : c'est à dire dans la zone sud-soudanienne. Or, la zone d'activité la plus ancienne du PDAV est la zone nord-soudanienne ;
- la nécessité de pouvoir s'appuyer sur une structure d'approvisionnement adaptée aux besoins du PDAV et rentable. Or, la rentabilité de cette structure dépend de son chiffre d'affaires. Cette structure devra, à terme, évoluer vers une ou plusieurs organisations polyvalentes de type privé, capables de prendre en charge l'ensemble des dépenses liées à son activité dans la filière.

C'est pourquoi les consultants proposent une seconde voie pour l'évolution du PDAV qui comporte les étapes suivantes :

- Entre 1994 et 1995 :

* équilibre du budget de la fonction approvisionnement basé sur la réforme du système de distribution, l'arrêt de quelques ventes à pertes, une négociation avec les fournisseurs favorisant la compétition et un accroissement des ventes ;

* poursuite des réformes organisationnelles.

- Fin 1995 :

* pour la fonction approvisionnement, création d'une Société mixte d'Intérêt agricole (SMIA), ou si possible de type SICA. Cette société sera chargée de l'approvisionnement en vaccins et produits vétérinaires et de leur distribution aux vétérinaires privés travaillant en liaison avec le PDAV, et à une structure de type actuel (dans l'attente d'un relais privé).

Cette structure aura une fonction importation, elle aura également la possibilité d'évoluer en structure d'approvisionnement en intrants alimentaires et matériel d'élevage destinés aux animaux villageois. La fonction approvisionnement sera donc privatisée à court terme et supportera les charges de distribution ;

* pour la fonction formation, sensibilisation des nouveaux secteurs, appui technique, qui ne peut être prise en charge dès 1995, le PDAV devrait poursuivre cette activité avec l'aide du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales et de divers bailleurs de fonds.

Cette dernière fonction pourrait être coordonnée par deux cellules :

- une cellule technique et d'appui à la vulgarisation comprenant en particulier trois spécialistes Burkinabé, un spécialiste volailles, un spécialiste petits ruminants, un spécialiste en production porcine.

Cette cellule, en coopération avec des organismes spécialisés en recherche et développement en élevage tropical, serait chargée du suivi d'un réseau d'exploitation et des actions de recherche-développement. Elle devra à la fois apporter les référentiels techniques qui manquent actuellement au PDAV et être

capable de mesurer l'impact de la privatisation sur la développement de l'élevage villageois. Cette fonction transversale pourrait être animée par un coopérant spécialiste de l'élevage villageois et par le directeur du PDAV ;

- une cellule formation et communication, chargée de la mise en forme des supports de formation et de vulgarisation, du suivi des VVV en liaison avec les privés, de l'organisation de stages spécialisés pour les vétérinaires et de la sensibilisation des producteurs.

Ce dispositif transférera progressivement, entre 1995 et 2000, ces fonctions techniques et de sensibilisation aux agents privés de la filière "élevage villageois".

SOMMAIRE

Page

Remerciements	1
---------------------	---

PREMIERE PARTIE

EVALUATION DU PDAV - LE BILAN

Rappel historique et cadre institutionnel	7
Cadre de l'évaluation	7
1. Bilan de la fonction approvisionnement	9
1.1. Analyse des résultats de la fourniture d'intrants destinés aux volailles et aux petits ruminants	9
1.1.1. Importance relative de la zone d'action du PDAV ..	
1.1.2. Volume d'activité du PDAV dans ses régions d'intervention. Evaluation du taux de couverture du marché	12
1.1.3. Chiffre d'affaires du PDAV dans sa zone d'intervention	21
1.2. Analyse de la chaîne de distribution	30
1.2.1. La force de vente des VVV	30
1.2.2. Le soutien des structures administratives	32
2. Bilan des actions de formation et de vulgarisation	34
2.1. Les effectifs	34
2.2. Analyse des méthodes et du contenu de la formation ...	35
2.2.1. Les VVV	35
2.2.2. La formation des agents du service de l'Elevage ..	38
2.3. Vulgarisation	38
2.4. Bilan des premières expériences de privatisation	39
3. Résultats techniques	41
3.1. Approche générale	41
3.2. Paramètres zootechniques	42
4. Bilan des extensions	44
4.1. Extensions géographiques	44
4.2. Diversification au secteur périurbain	44
4.3. Diversification aux petits ruminants et aux porcs	47
4.3.1. Petits ruminants	47
4.3.2. Porcs	47

5. Bilan de la gestion du PDAV	48
5.1. Analyse rapide des moyens	48
5.1.1. Les investissements	48
5.1.2. Le personnel	48
5.2. Analyse des méthodes de gestion	49
5.2.1. Situation en février 1992	49
5.2.2. La situation actuelle	50
5.3. Recommandations	50

DEUXIEME PARTIE

L'EVOLUTION DU PDAV

BREVE ANALYSE DU NOUVEAU CONTEXTE ECONOMIQUE

1. Objectifs généraux souhaités par le ministère de l'Agric- culture et des Ressources animales	58
2. Analyse de l'évolution possible des activités du PDAV	58
2.1. Définition des activités nouvelles du PDAV	59
2.1.1. Cellule technique et d'appui à la vulgarisation ..	59
2.1.2. Cellule de formation et de communication	61
2.2. Prévisions d'activités pour la période 1995-2000	63
3. Proposition d'organisation et définition des méthodes d'action à court et moyen termes de la fonction approvi- sionnement du PDAV	69
3.1. Organisation à court terme (jusqu'à fin 1995)	70
3.2. Organisation à moyen terme (1995/2000)	70
ANNEXES	79
1. Récompenses aux meilleurs VVV (campagne 1993)	81
2. Etat du matériel au 12 juillet 1993	83
3. Personnel de l'Etat - Personnel contractuel	87
4. Bilan des formations	89
5. Projet de convention entre le PDAV et le Cabinet	93
6. Liste des intrants	97
7. Approche de la rentabilité de la société chargée de l'approvisionnement	99
8. Termes de référence	103
Inventaire des études et des enquêtes	107

REMERCIEMENTS

Les consultants remercient :

- les éleveurs du PDAV qui les ont accueillis ;
- les vaccinateurs volontaires villageois (VVV), qui ont accepté de leur faire part de leurs espoirs et de leurs craintes de l'évolution possible du PDAV prenant en compte l'émergence du secteur vétérinaire privé ;
- les personnels du service de l'Elevage travaillant en liaison avec les vaccinateurs volontaires villageois ;
- les vétérinaires privés qui, sous forme contractuelle, s'associent à l'action du PDAV ;
- les divers directeurs du département en charge de la santé ou des productions animales, le Dr Barry Sitta et le Dr Nercy pour leur accueil et leurs conseils ;
- le secrétaire général de l'Agriculture qui a bien voulu leur faire part de l'orientation que les autorités du Burkina Faso souhaitaient donner au PDAV.

Enfin, ils ne sauraient oublier la collaboration sans faille et la qualité de l'accueil du personnel du PDAV et tout particulièrement de son directeur, le Dr Dembelé, qui s'est efforcé tout au cours de la mission, de leur apporter un maximum d'éléments leur permettant de réaliser, dans les meilleures conditions, cette mission d'évaluation.

Quelles que soient leurs remarques, leurs réserves, leurs critiques d'ordre technique ou organisationnel, les consultants tiennent d'abord à souligner l'originalité de la méthodologie et le succès incontestable de l'action du PDAV.

Actuellement, les effectifs présents dans les provinces où intervient le PDAV sont voisins de 50 p.100 de l'effectif total pour les volailles et de 44 p.100 pour les petits ruminants. L'action du PDAV, en assurant une couverture sanitaire à un coût raisonnable, a permis de garantir un volume d'offres régulier et a favorisé l'émergence d'un circuit commercial privé actif. Une véritable filière avicole villageoise, avec une part importante de la production exportée, a été créée. La qualité des volailles villageoises produites répond à la demande locale et aux exigences de l'exportation en direction des pays côtiers. Cette qualité, comparée à la production industrielle performante leur donne, sur ces marchés, une plus-value à la vente.

Ce succès se traduit concrètement par une production essentiellement villageoise estimée en 1990 à près de 12 000 t de viande et abats. Les exportations en vif représentaient plus de 2 100 t. La consommation de volailles était de 1 700 t dans les grandes villes, 1 200 t dans les centres secondaires et 7 000 t en secteur rural. Par habitant, elle était ainsi répartie de façon indicative : 2 kg et 15 oeufs dans les grandes villes, 1 kg et 8 oeufs dans les centres secondaires. La croissance de la demande urbaine serait de 5,5 p.100 depuis vingt ans.

Les actions entreprises dans le secteur des petits ruminants sont très limitées. Mais l'approche mérite une analyse sérieuse. Quant au secteur porcin, les interventions du PDAV sont à peu près inexistantes.

Le PDAV a pu obtenir ce résultat dans un secteur traditionnellement délaissé par les services officiels en charge de la protection sanitaire du cheptel ou de la vulgarisation, en appliquant une méthode originale de formation et d'animation de vaccinateurs volontaires villageois choisis par les éleveurs. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles le PDAV est parfaitement accepté dans ces zones d'intervention et réclamé dans les autres zones. Ces résultats ont donné au PDAV, aux plans national (tant auprès des éleveurs que des pouvoirs publics) et international une excellente image de marque.

Les autorités du Burkina Faso, et en particulier le Secrétariat général du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales, souhaitent étendre l'action du PDAV à l'ensemble du pays pour les petits ruminants, les porcs et les volailles. Dans ce contexte, le PDAV aurait à intervenir sur une production voisine de la moitié de celle du sous-secteur élevage. Cette extension considérable des activités et leur diversification devront s'intégrer dans le programme de privatisation des professionnels de l'élevage et en particulier des vétérinaires. Il va de soi que les services de l'élevage seront associés à ce nouveau rôle du PDAV.

Une autre approche d'évolution, présentée dans les termes de référence de la mission d'évaluation des consultants, privilégiait une réorientation des activités vers "l'amélioration de l'élevage périurbain et la transformation agro-alimentaire". Les activités nouvelles autour de Bobo-Dioulasso incluant le secteur bovin devraient servir d'exemple concret pour juger de l'intérêt d'attribuer cette fonction au PDAV.

PREMIERE PARTIE

-

EVALUATION DU PDAV

LE BILAN

RAPPEL HISTORIQUE ET CADRE INSTITUTIONNEL

Le Projet de Développement de l'Aviculture villageoise (PDAV), créé en 1978, a eu comme objectif essentiel la protection sanitaire des volailles au moyen de l'organisation de vaccinations payantes et la fourniture d'intrants aux éleveurs (antibiotiques, déparasitants, vitamines,...) ou de matériels spécifiques. Le PDAV a su créer un réseau de distribution et conseil adapté. Son activité s'est concentrée autour de quatre domaines complémentaires spécialisés : formation, vulgarisation, vente des intrants et recherche appliquée. En 1989, l'action du PDAV s'étendait à 14 provinces sur les 30 que compte le Burkina Faso.

En 1989, avec la diversification au secteur des petits ruminants, le PDAV est devenu le "Projet de développement des animaux villageois". Le sigle PDAV a pu être maintenu et l'image de marque préservée.

En 1992, l'extension à l'ensemble du pays de la zone d'action et l'ouverture des attributions du PDAV au secteur porcin ont été demandées par les autorités de tutelle. Ces autorités compétentes ont confirmé cette décision aux consultants. Le PDAV se voit donc confier, avec l'appui des services de l'Elevage et dans un contexte de privatisation encouragé des professionnels de l'élevage, le développement de près de la moitié de l'élevage du Burkina Faso.

Avant la suppression du ministère délégué chargé des Ressources animales, le PDAV était directement rattaché au Secrétariat général. Actuellement, le PDAV reste sous l'autorité directe du Secrétariat général du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales qui gère une quarantaine de directions.

CADRE DE L'EVALUATION

L'étude sectorielle élevage avait axé son analyse autour de quatre grands ensembles géographiques présentant une certaine homogénéité sociologique, pédo-climatique, agronomique et économique. Ces quatre zones étaient les suivantes :

- la zone sahélienne,
- la zone sud-sahélienne,
- la zone nord-soudanienne,
- la zone sud-soudanienne.

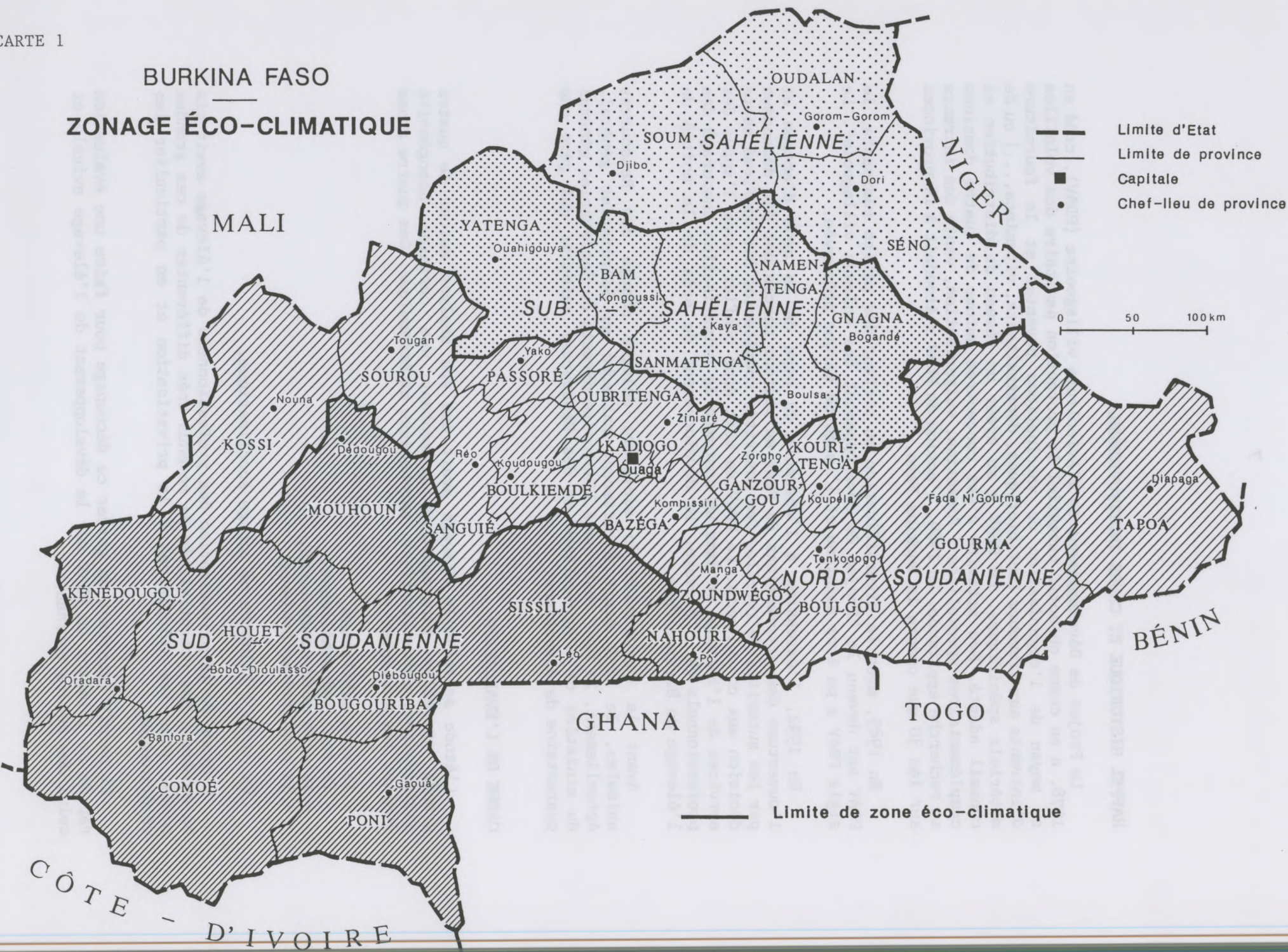
La carte 1 illustre ce zonage écoclimatique.

L'étude de la privatisation des professionnels de l'élevage avait mis en évidence des potentialités de revenus très différentes de ces grandes zones, pour les volontaires à la privatisation et en particulier les vétérinaires.

Il paraît important de garder ce découpage pour faire une évaluation rapide de l'impact du PDAV sur le développement de l'élevage avicole et celui des petits ruminants.

BURKINA FASO

ZONAGE ÉCO-CLIMATIQUE



1. BILAN DE LA FONCTION APPROVISIONNEMENT

1.1. Analyse des résultats de la fourniture d'intrants destinés aux volailles et aux petits ruminants

1.1.1. Importance relative de la zone d'action du PDAV

Le tableau 1 résume les effectifs du cheptel concerné par l'activité actuelle ou future du PDAV fin 1992, d'après les estimations de la cellule statistiques animales du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales. Ce tableau présente également les effectifs présents dans les provinces où intervient le PDAV.

Tableau 1 - Effectifs du cheptel dans les quatre zones considérées (1992)

EFFECTIFS REGIONALISES 92						PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDA			
CRPA & ZONES	PORCS	OVINS	CAPRINS	TOTAL PR	VOLAILLES	EFFECTIFS		% PAR ZONE	
						TOTAL PR	VOLAILLES	TOTAL PR	VOLAILLE
SAHEL	1 000	619 600	1 441 900	2 061 500	931 600	0	0	0,00%	0,00%
SUB-SAHEL	32 100	1 422 700	1 870 700	3 293 400	0	1 538 000	1 507 600	46,70%	47,78%
NORD-SOUDANIENNE	328 600	2 535 000	2 732 200	5 267 200	8 561 400	3 524 800	6 147 000	66,92%	71,80%
SUD-SOUDANIENNE	167 800	776 900	815 100	1 592 000	5 039 800	359 900	990 700	22,61%	19,66%
TOTAL GENERAL	529 500	5 354 200	6 859 900	12 214 100	17 688 100	5 422 700	8 645 300	44,40%	48,88%

En zone sahélienne, le PDAV n'a pas, pour l'instant, de structure d'intervention. Son action se limite à la fourniture de médicaments et de quelques conseils à partir de son siège de Ouagadougou.

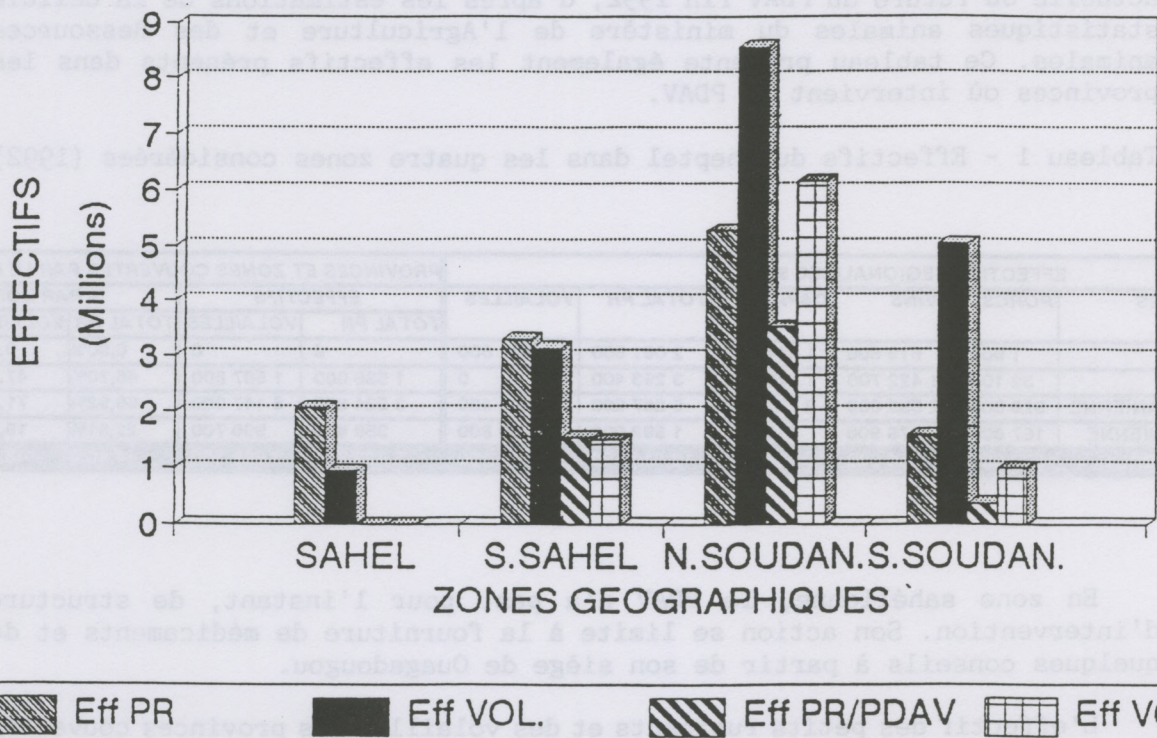
L'effectif des petits ruminants et des volailles des provinces couvertes par l'activité du PDAV en zone sud-sahélienne est voisin de la moitié des effectifs de cette zone.

Pour la région nord-soudanienne, le plus ancien périmètre d'action, l'impact potentiel du PDAV pourrait atteindre 72 p.100 de l'effectif des volailles, 67 p.100 pour les petits ruminants et 34 p.100 pour les porcs.

En 1991, le PDAV a décidé d'étendre son activité à la zone sud-soudanienne. L'effectif des petits ruminants et des volailles des provinces nouvellement concernées par l'activité du PDAV est voisin de 20 p.100 des effectifs de la zone.

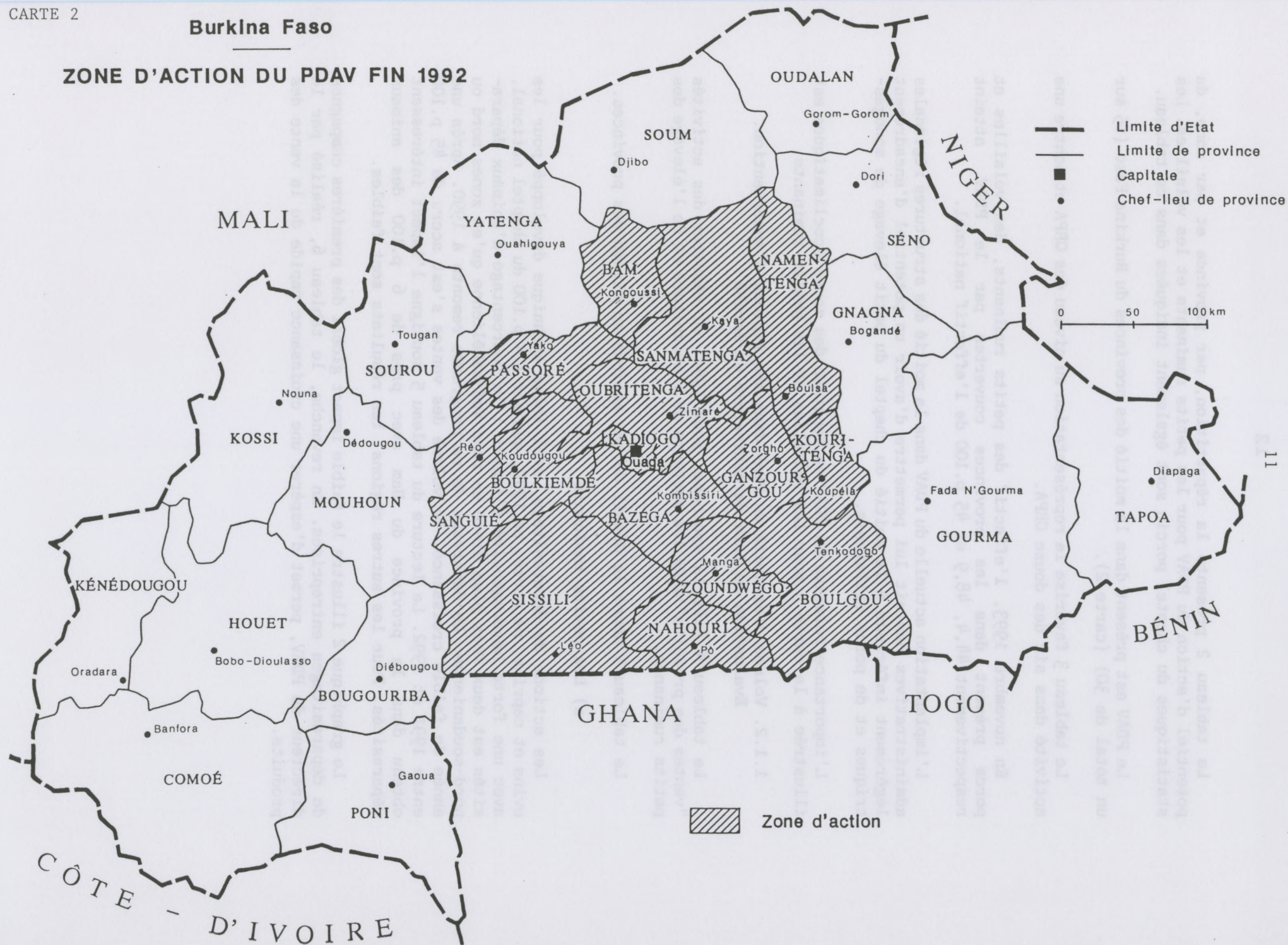
Le graphique 1 illustre l'impact potentiel du PDAV dans les quatre grandes zones géographiques précédemment définies.

Graphique 1 - Effectifs totaux 1992 (petits ruminants et volailles)
Effectifs potentiels PDAV 1992



Burkina Faso

ZONE D'ACTION DU PDAV FIN 1992



Le tableau 2 présente la répartition, par province et par zone, du potentiel d'action du PDAV pour les petits ruminants et les volailles. Les statistiques du cheptel porcin sont également indiquées dans ce tableau.

Le PDAV est présent dans la moitié des provinces du Burkina Faso (15 sur un total de 30) (carte 2).

Le tableau 3 favorise la représentation au niveau des CRPA et montre une activité dans six des douze CRPA.

En novembre 1993, l'effectif des petits ruminants, des volailles et porcs présent dans les provinces couvertes par le PDAV, atteint respectivement 44,4, 48,9 et 45 p.100 de l'effectif national.

L'implantation actuelle du PDAV dans la moitié des structures régionales administratives devrait lui permettre d'avoir un potentiel d'encadrement légèrement inférieur à la moitié du cheptel du petit élevage de monogastriques et de porcs villageois.

L'importance relative du PDAV en fonction des zones écoclimatiques est illustrée à la carte 3 pour les volailles et les petits ruminants.

1.1.2. Volume d'activité du PDAV dans ses régions d'intervention. Evaluation du taux de couverture du marché

Le tableau 4 fait la synthèse, pour 1992, du résultat des activités "ventes des produits" dans les secteurs de l'aviculture et de l'élevage des petits ruminants.

Le tableau 5 donne le détail de ces actions au niveau des provinces.

a) Les petits ruminants

Les actions de déparasitage, seul thème technique développé pour les ovins et caprins, ne porte, en 1992, que sur 1,4 p.100 du cheptel national, avec une forte hétérogénéité d'impact : le pourcentage d'animaux déparasités est deux fois plus élevé en zone sud-sahélienne qu'en zones nord ou nord-soudanienne. Le démarrage de ce programme remonte à 1990. Après une année de faible croissance, le volume des ventes s'est accru de 45 p.100 entre 1991 et 1992. La lecture du tableau 5 souligne l'impact intéressant obtenu dans la province du Bam avec près de 6 p.100 des animaux déparasités. Pour les autres régions, les résultats sont faibles.

Le graphique 2 illustre le faible impact global des premières campagnes de déparasitages entreprises. En revanche, le tableau 6, réalisé par le directeur du PDAV, permet d'espérer une croissance rapide de la vente des produits.

Tableau 2 - Potentiel d'actions du PDAV pour les petits ruminants et volailles

EFFECTIFS REGIONALISES								PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV			
	CRPA & ZONES	PROVINCES	PORCS	OVINS	CAPRINS	TOTAL PR	VOLAILLES	EFFECTIFS		% PAR ZONE	
								TOTAL PR	VOLAILLES	TOTAL PR	VOLAILLES
111	SAHEL	LOUDALAN	0	120 200	233 700	353 900	102 300				
112	SAHEL	SENO	400	306 000	785 000	1 091 000	527 700				
113	SAHEL	SOUM	600	193 400	423 200	616 600	301 600				
120	SAHEL		1 000	619 600	1 441 900	2 061 500	931 600			0,00%	0,00%
211	CENTRE NORD	BAM	5 300	150 800	208 900	359 700	290 800	359 700	290 800		
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	4 300	196 700	244 500	441 200	452 300	441 200	452 300		
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	11 800	337 600	399 500	737 100	764 500	737 100	764 500		
221	EST	GNAGNA	3 200	227 300	403 800	631 200	656 900				
231	NORD	YATENGA	7 500	510 300	613 800	1 124 200	990 800				
240	SUB-SAHEL		32 100	1 422 700	1 870 700	3 293 400	3 155 300	1 538 000	1 507 600	46,70%	47,78%
311	CENTRE	GANZOURGOU	5 300	325 600	323 100	648 700	721 500	648 700	721 500		
312	CENTRE	KADIOGO	16 000	38 200	33 400	71 600	215 400	71 600	215 400		
313	CENTRE	OUBRITENGA	29 800	212 000	265 000	477 000	721 500	477 000	721 500		
321	CENTRE EST	BOULGOU	17 100	249 200	166 900	416 100	732 300	416 100	732 300		
322	CENTRE EST	KOURITENGA	10 600	171 800	172 300	343 900	549 200	343 900	549 200		
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	65 100	183 500	246 600	430 100	883 000	430 100	883 000		
332	CENTRE OUEST	SANQUIE	44 900	127 800	119 500	247 300	560 000	247 300	560 000		
341	CENTRE SUD	BEZEGA	22 400	196 700	228 300	425 000	883 000	425 000	883 000		
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	5 300	82 000	77 500	159 500	237 000	159 500	396 500		
351	EST	GOURMA	17 100	273 200	347 900	621 100	646 200				
352	EST	TAPOA	18 200	86 300	135 700	222 000	452 300				
361	MOUHOUN	KOSSI	28 800	226 200	171 200	397 400	775 400				
361	MOUHOUN	SOUROU	23 500	224 000	277 900	501 900	700 000				
371	NORD	PASSORE	24 500	138 700	166 900	305 600	484 600	305 600	484 600		
380	NORD-SOUDANIEENNE		328 600	2 535 000	2 732 200	5 267 200	8 561 400	3 524 800	8 147 000	66,92%	71,80%
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	37 400	119 100	145 300	264 400	484 600				
412	BOUGOURIBA	PONI	31 000	73 200	140 000	213 200	1 066 100				
421	CENTRE OUEST	SISSILI	13 900	127 800	138 700	264 500	581 500	264 500	581 500		
431	CENTRE SUD	NAHOURI	7 500	44 800	50 600	95 400	409 200	95 400	409 200		
441	COMOE	COMOE	8 600	89 600	74 300	163 900	624 600				
451	HAUTS BASSINS	HOUE	37 400	151 900	124 900	276 800	893 800				
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	1 000	41 500	29 100	70 600	269 300				
461	MOUHOUN	MOUHOUN	31 000	129 000	114 200	243 200	710 700				
470	SUD-SOUDANIEENNE		167 800	776 900	815 100	1 592 000	5 039 800	359 900	990 700	22,61%	19,66%
500	TOTAL GENERAL		529 500	5 354 200	6 859 900	12 214 100	17 688 100	5 422 700	8 645 300	44,40%	48,88%

Tableau 3 - Répartition de l'activité potentielle du PDAV par CRPA et par province

	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS REGIONALISES					PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV			
			PORCS	OVINS	CAPRINS	TOTAL PR	VOLAILLES	EFFECTIFS		% PAR ZONE	
								TOTAL PR	VOLAILLES	TOTAL PR	VOLAILLES
111	SAHEL	LOUDALAN	0	120 200	233 700	353 900	102 300				
112	SAHEL	SENO	400	306 000	785 000	1 091 000	527 700				
113	SAHEL	SOUH	600	193 400	423 200	616 600	301 600				
120	SAHEL		1 000	619 600	1 441 900	2 081 500	931 600			0,00%	0,00%
211	CENTRE NORD	BAM	5 300	150 800	208 900	359 700	290 800	359 700	290 800		
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	4 300	196 700	244 500	441 200	452 300	441 200	452 300		
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	11 800	337 600	399 500	737 100	764 500	737 100	764 500		
	T.CENTRE NORD		21 400	685 100	852 900	1 538 000	1 507 600	1 538 000	1 507 600		
221	EST	GNAGNA	3 200	227 300	403 900	631 200	656 900				
231	NORD	YATENGA	7 500	510 300	613 900	1 124 200	990 800				
240	SUB-SAHEL		32 100	1 422 700	1 870 700	3 293 400	3 155 300	1 538 000	1 507 600	46,70%	47,78%
311	CENTRE	GANZOURGOU	5 300	325 600	323 100	648 700	721 500	648 700	721 500		
312	CENTRE	KADIOGO	16 000	38 200	33 400	71 600	215 400	71 600	215 400		
313	CENTRE	OUBRITENGA	29 800	212 000	265 000	477 000	721 500	477 000	721 500		
	T.CENTRE		51 100	575 800	621 500	1 197 300	1 658 400	1 197 300	1 658 400		
321	CENTRE EST	BOULGOU	17 100	249 200	166 900	416 100	732 300	416 100	732 300		
322	CENTRE EST	KOURITENGA	10 600	171 600	172 300	343 900	549 200	343 900	549 200		
	T. CENTRE EST		27 700	420 800	339 200	760 000	1 281 500	760 000	1 281 500		
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	65 100	183 500	246 600	430 100	883 000	430 100	883 000		
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	44 900	127 800	119 500	247 300	560 000	247 300	560 000		
	T. CENTRE OUEST		110 000	311 300	366 100	677 400	1 443 000	677 400	1 443 000		
341	CENTRE SUD	BEZEGA	22 400	196 700	228 300	425 000	883 000	425 000	883 000		
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	5 300	82 000	77 500	159 500	237 000	159 500	396 500		
	T. CENTRE SUD		27 700	278 700	305 800	584 500	1 120 000	584 500	1 279 500		
351	EST	GOURMA	17 100	273 200	347 900	621 100	646 200				
352	EST	TAPOA	18 200	86 300	135 700	222 000	452 300				
361	MOUHOUN	KOSSI	28 800	226 200	171 200	397 400	775 400				
361	MOUHOUN	SOUROU	23 500	224 000	277 900	501 900	700 000				
371	NORD	PASSORE	24 500	138 700	166 900	305 600	484 600	305 600	484 600		
380	NORD-SOUDANIEHNE		328 600	2 535 000	2 732 200	5 267 200	8 561 400	3 524 800	6 147 000	66,92%	71,80%
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	37 400	119 100	145 300	264 400	484 600				
412	BOUGOURIBA	PONI	31 000	73 200	140 000	213 200	1 066 100				
421	CENTRE OUEST	SISSILI	13 900	127 800	136 700	264 500	581 500	264 500	581 500		
431	CENTRE SUD	NAHOURI	7 500	44 800	50 600	95 400	409 200	95 400	409 200		
441	COMOE	COMOE	8 600	89 600	74 300	163 900	624 600				
451	HAUTS BASSINS	HOUET	37 400	151 900	124 900	276 800	893 800				
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	1 000	41 500	29 100	70 600	269 300				
461	MOUHOUN	MOUHOUN	31 000	129 000	114 200	243 200	710 700				
470	SUD-SOUDANIEHNE		167 800	776 900	815 100	1 592 000	5 039 800	359 900	990 700	22,61%	19,86%
500	TOTAL GENERAL		529 500	5 354 200	6 859 900	12 214 100	17 688 100	5 422 700	8 645 300	44,40%	48,88%

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONES ÉCOLOGIQUES

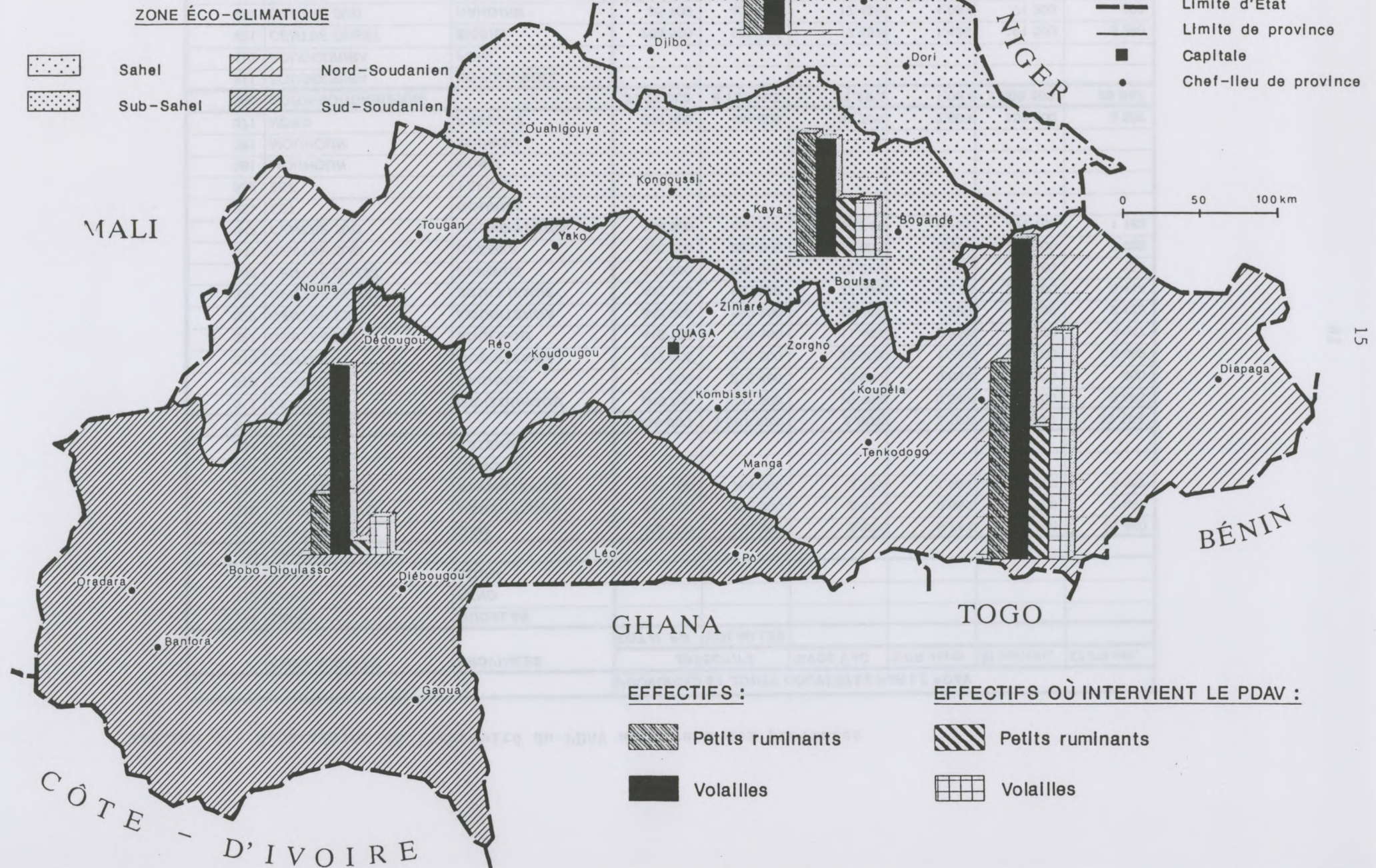


Tableau 5 - Répartition de l'activité du PDAV au niveau des provinces

			PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV					
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS		%VOL VAC	%PR verm	Ef.vol.vac.	Ef.PR ver.
			TOTAL PR	VOLAILLES				
111	SAHEL	OUDALAN						
112	SAHEL	SENO						
113	SAHEL	SOUH						
120	SAHEL							
211	CENTRE NORD	BAM	359 700	290 800	5,33%	5,74%	15 500	20 640
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	441 200	452 300	9,34%	0,68%	41 200	2 997
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	737 100	764 500	3,76%	1,30%	27 700	9 557
221	EST	GNAGNA						
231	NORD	YATENGA						
240	SUB-SAHEL		1 538 000	1 507 800	5,60%	2,16%	84 400	33 194
311	CENTRE	GANZOURGOU	648 700	721 500	19,49%	0,54%	140 600	3 485
312	CENTRE	KADIOGO	71 600	215 400	23,63%	0,63%	50 900	450
313	CENTRE	OUBRITENGA	477 000	721 500	25,65%	1,26%	185 100	5 989
321	CENTRE EST	BOULGOU	416 100	732 300	11,40%	0,73%	83 500	3 047
322	CENTRE EST	KOURITENGA	343 900	549 200	16,46%	1,78%	90 400	6 125
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	430 100	883 000	27,00%	1,27%	238 400	5 444
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	247 300	560 000	12,21%	0,06%	68 400	154
341	CENTRE SUD	BAZEGA	425 000	883 000	20,00%	0,94%	176 600	3 988
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	159 500	396 500	30,54%	0,73%	121 100	1 163
351	EST	GOURMA						
352	EST	TAPOA						
361	MOUHOUN	KOSSI						
361	MOUHOUN	SOUROU						
371	NORD	PASSORE	305 600	484 600	31,70%	2,68%	153 600	8 202
380	NORD-SOUDANIEENNE		3 524 800	6 147 000	21,29%	1,08%	1 308 600	38 047
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA						
412	BOUGOURIBA	PONI						
421	CENTRE OUEST	SISSILI	264 500	581 500	17,45%	1,43%	101 500	3 789
431	CENTRE SUD	NAHOURI	95 400	409 200	17,42%	1,03%	71 300	983
441	COMOE	COMOE						
451	HAUTS BASSINS	HOUET						
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU						
461	MOUHOUN	MOUHOUN						
470	SUD-SOUDANIEENNE		359 900	990 700	17,44%	1,33%	172 800	4 772
500	TOTAL GENERAL		5 422 700	8 645 300	18,11%	1,40%	1 565 800	76 013

Tableau 4 - Synthèse de l'activité du PDAV

EFFECTIFS REGIONALISES			PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV						
ZONES	TOTAL PR	VOLAILLES	EFFECTIFS		CA du PDAV	%VOL VAC	%PR verm	Ef.vol.vac.	Ef.PR.verm
			TOTAL PR	VOLAILLES	TOTAL				
SAHEL	2 061 500	931 600							
SUB-SAHEL	3 293 400	3 155 300	1 538 000	1 507 600	5 581 290	5,60%	2,16%	84 400	33 194
NORD-SOUDANIEENNE	5 267 200	8 561 400	3 524 800	6 147 000	31 862 690	21,29%	1,08%	1 308 600	38 047
SUD-SOUDANIEENNE	1 592 000	5 039 800	359 900	990 700	4 560 140	17,44%	1,33%	172 800	4 772
TOTAL GENERAL	12 214 100	17 688 100	5 422 700	8 645 300	41 984 120	18,11%	1,40%	1 565 800	76 013

p.100 PR verm. = p.100 de petits ruminants vermifugés

p.100 vol.vac. = p.100 de volailles vaccinées

Ef.PR verm. = effectif de volailles vacciné

Ef.PR verm. = effectif des petits ruminants vermifugés.

b) L'aviculture

Cette activité, conduite dès l'origine du PDAV, comprend un ensemble d'actions portant sur les conditions d'élevage (bâtiment, conduite ...), l'alimentation et la protection sanitaire.

L'analyse technique détaillée du contenu de ces actions est réalisée dans un autre chapitre.

Le tableau 6 résume parfaitement l'évolution des activités vaccinales depuis 1979, et celle des opérations de déparasitage des volailles et des pintades (ventes de VPV et de VSP¹).

c) Les activités vaccinales

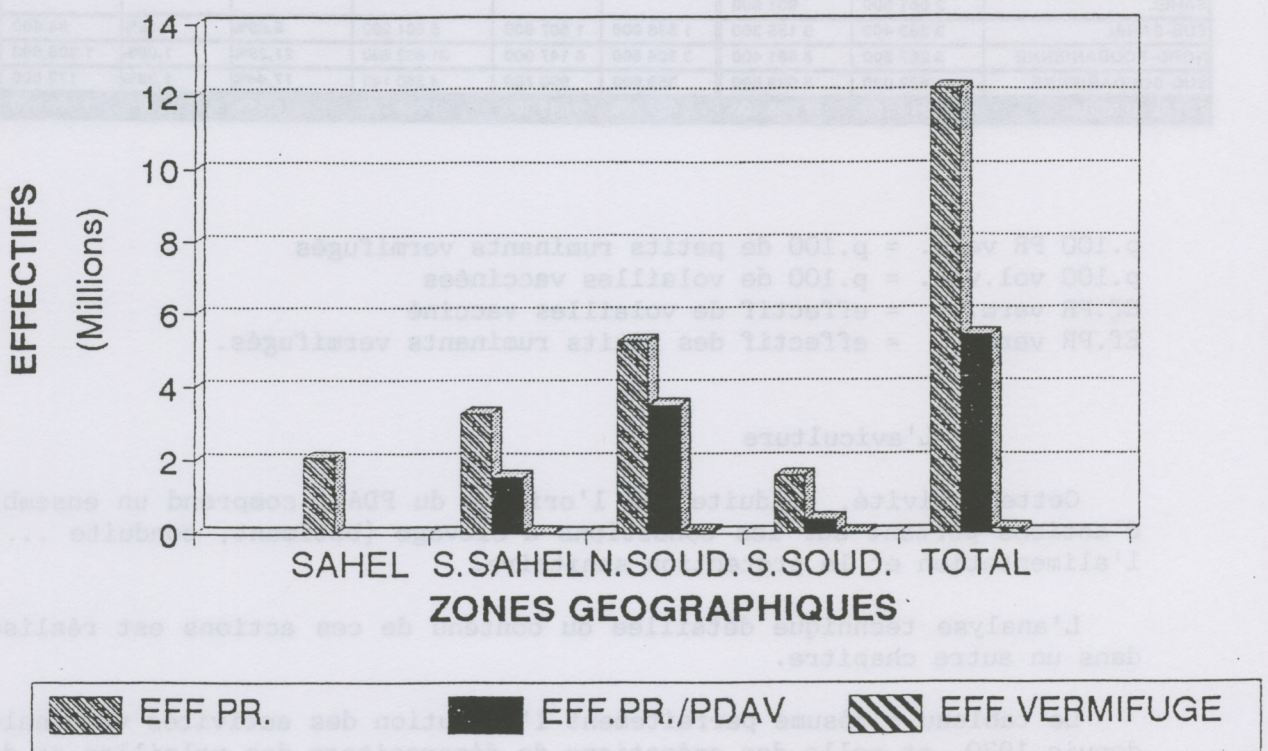
La croissance des actions de vaccination a connu deux arrêts brutaux : en 1984 et 1987, à la suite de deux sécheresses graves qui ont agi à la fois sur les vaccinations et l'achat de produits de déparasitage.

La reprise de la croissance du nombre de vaccinations ne s'est opérée qu'en 1991. Les prévisions pour la campagne 1993 se révèlent très bonnes : la barre des 2 millions de doses devrait être atteinte, faisant passer le taux à près de 23 p.100.

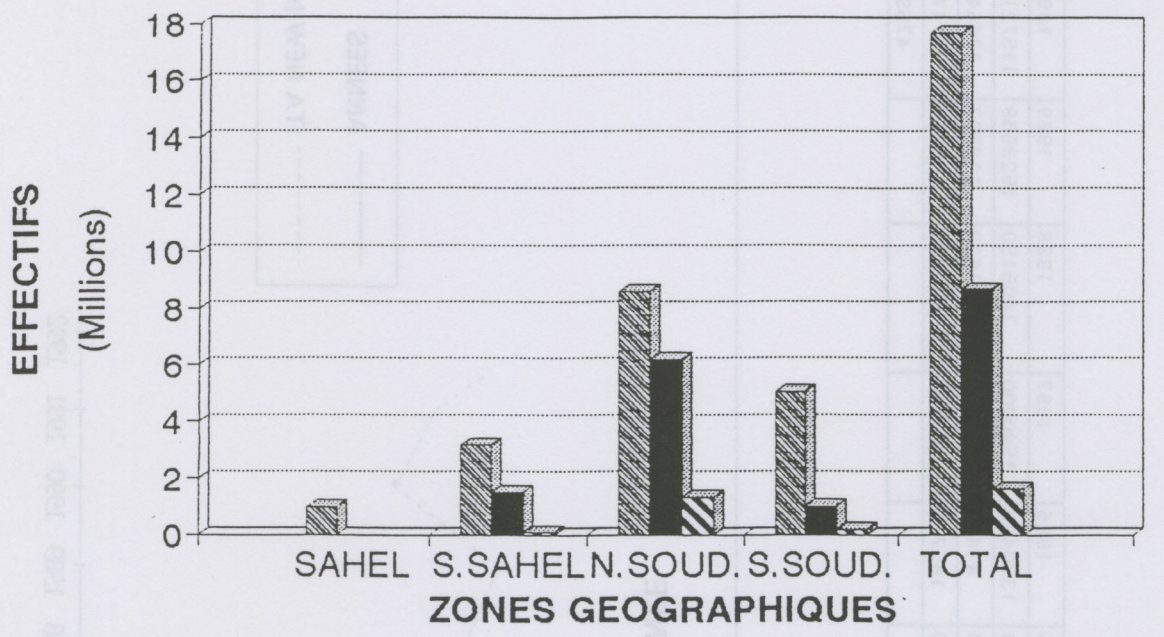
Globalement, en 1992, les vaccinations dépassent 18 p.100 de l'effectif estimé. Les écarts interzones et intrazones présentés aux tableaux 4 et 5 restent importants. Le graphique 3 donne une bonne image des différences de niveau d'intervention au niveau des zones écologiques retenues.

¹VPV = vermifuge polyvalent volailles - VSP = vermifuge spécial pintades

Graphique 2 - Activités PDAV 1992 petits ruminants - Déparasitage



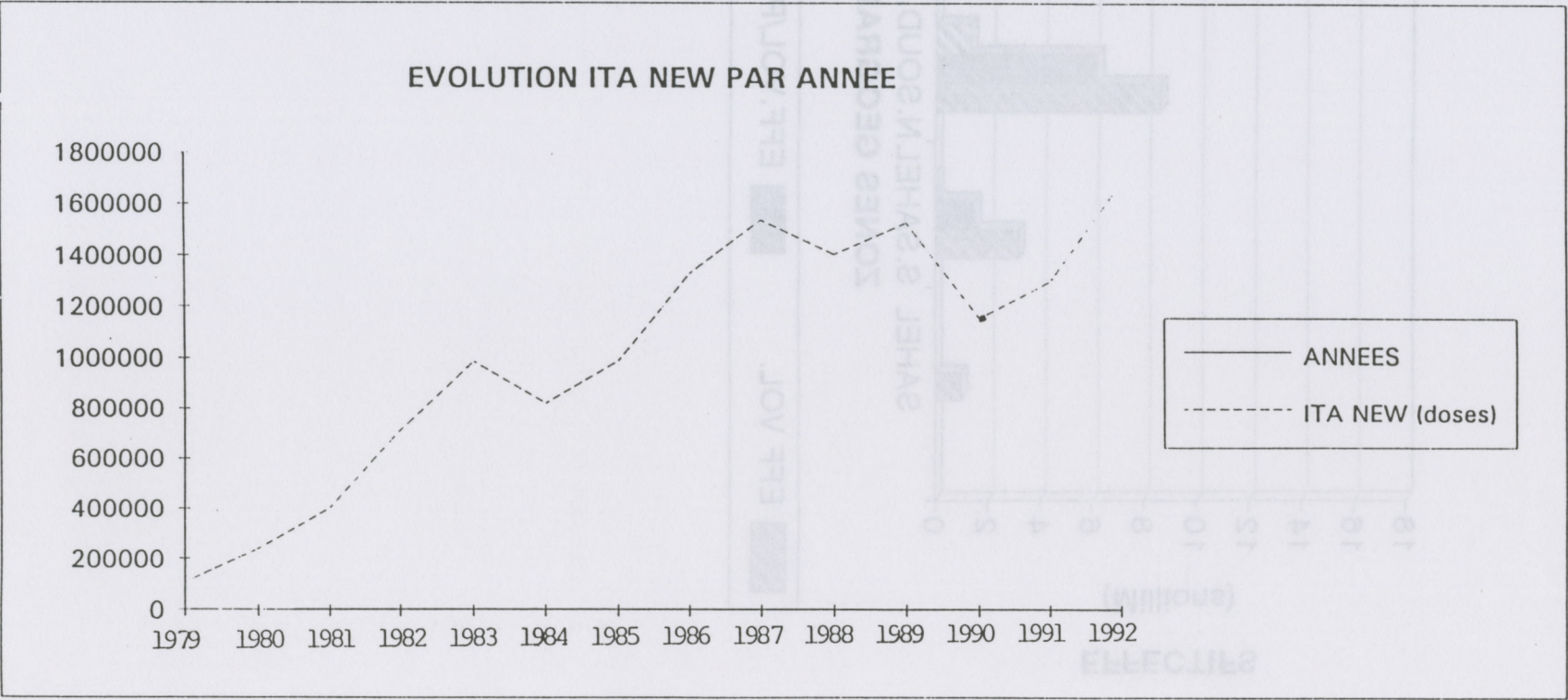
Graphique 3 - Activités vaccinales du PDAV en 1992



EFF VOL. EFF.VOL/PDAV EFF VACCINE

Tableau 6 - Evolution de l'utilisation des produits par année

ANNEES	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
ITA NEW (doses)	105767	237790	403238	712659	986300	820200	990200	1330446	1540000	1405150	1528559	1157218	1300800	1683900
VPV (comp .)					103900	96100	86200	81400	127939	81620	118507	134640	126800	146341
VSP (comp.)					100600	94900	76300	165700	154163	167425	143984	217470	204600	257703
PANACUR (comp.)												47595	53672	78013



(Source PDAV)

Des taux de vaccination, allant de 25 à plus de 30 p.100, sont atteints dans les provinces du Zoundweogo, de l'Oubritenga et du Boulkiemdé. Toutefois, dans le CRPA du Centre-Nord, en zone sud-sahélienne, ces taux restent faibles, allant de 4 à 9 p.100.

d) Les actions de déparasitage

Une bonne synthèse des résultats des ventes de vermifuge polyvalent volailles (VPV) et de vermifuge spécial pintades (VSP) a été réalisée par le Dr Buron.

Le graphique 4, extrait de la "Note de synthèse sur l'état du PDAV" indique des difficultés importantes pour se maintenir sur un marché qui se voulait prometteur pour le vermifuge polyvalent volailles. L'objectif de vente n'est réalisé qu'à 10 p.100 (l'utilisation du VPV était recommandée en association avec la vaccination contre la maladie de Newcastle).

Le graphique 5, de même source, illustre la plus grande facilité de vente de vermifuge curatif, utilisé pour lutter contre la trichomonose de la pintade.

La vente de VPV n'a un impact significatif que dans trois provinces par rapport à l'effectif des volailles.

Le tableau 7 résume, pour 1992, l'activité régionalisée de vente de vermifuge pour le secteur avicole.

La vente de suldiméprim destinée aux jeunes pintadeaux n'a été lancée qu'en 1992.

1.1.3. Le chiffre d'affaires du PDAV dans sa zone d'intervention

a) Analyse régionalisée du chiffre d'affaires

Le tableau 8 résume, pour l'année 1992, le chiffre d'affaires du PDAV dans les zones et les diverses provinces où il intervient. Soixante-seize p.100 des chiffres d'affaires sont réalisés en zone nord-soudanienne, 13 p.100 en zone sud-sahélienne et 11 p.100 en zone sud-soudanienne. Cette hétérogénéité est liée à l'historique de l'implantation du PDAV.

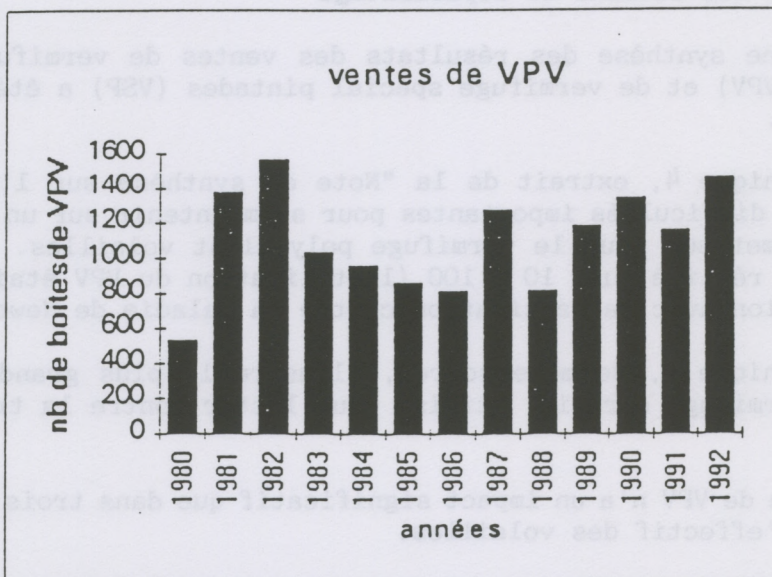
Le même tableau sépare le chiffre d'affaires lié à l'activité du secteur avicole (80 p.100) des actions de déparasitage des petits ruminants (20 p.100). Il fait également ressortir une grande diversité au niveau de la province. Le graphique 6 représente ces écarts importants.

Le chiffre d'affaires ramené à la tête de volaille varie de 1 à 11,5 F CFA et de 0,6 F CFA à 6,3 F CFA par ovin ou caprin dans les diverses provinces.

Aussi bien pour les activités nouvelles que traditionnelles, le PDAV se caractérise essentiellement par une très grande diversité dans les résultats obtenus.

Une analyse détaillée du chiffre d'affaires ramené aux zones d'encadrement d'élevage (ZEE) a été réalisée par le Dr Buron. Elle est reportée au graphique 7.

Graphique 4 - Vente de vermifuge polyvalent volailles (VPV)
(d'après Buron, 1993)



Graphique 5 - Ventes de vermifuge spécial pintades (VSP)
(d'après Buron, 1993)

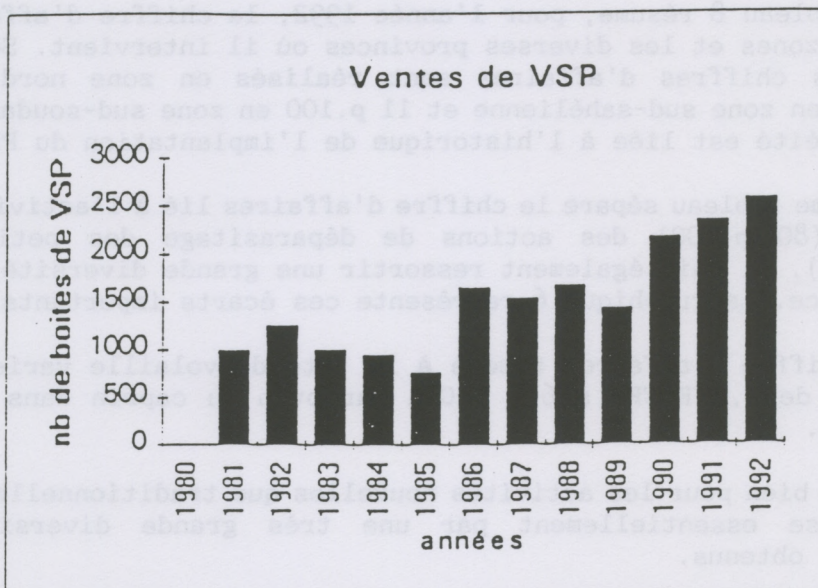


Tableau 7 - Ventes de vermifuges pour le secteur avicole

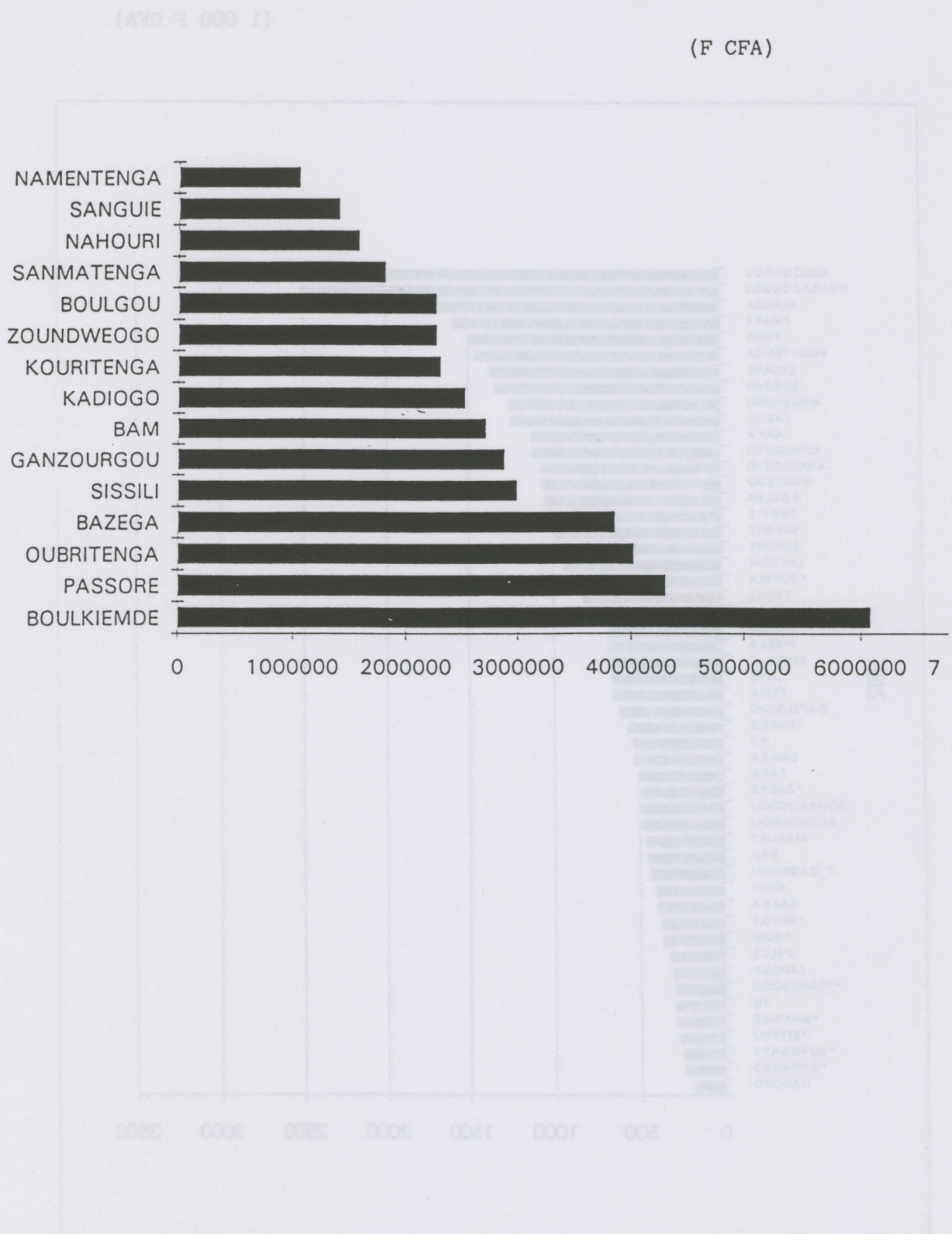
	CRPA & ZONES	PROVINCES	PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV				
			EFFECTIFS		VENTE	VENTE	% VENTE
			TOTAL PR	VOLAILLES	VPV	VSP	VPV
111	SAHEL	LOUDALAN					
112	SAHEL	SENO					
113	SAHEL	SOUM					
120	SAHEL						
211	CENTRE NORD	BAM	359 700	290 800	1400	820	0,48%
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	441 200	452 300	1005	1300	0,22%
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	737 100	764 500	2500	8300	0,33%
221	EST	GNAGNA					
231	NORD	YATENGA					
240	SUB-SAHEL		1 538 000	1 507 800	4 905	10 420	0,33%
311	CENTRE	GANZOURGOU	648 700	721 500	3500	9000	0,49%
312	CENTRE	KADIOGO	71 600	215 400	12141	9260	5,64%
313	CENTRE	OUBRITENGA	477 000	721 500	4963	19816	0,69%
321	CENTRE EST	BOULGOU	416 100	732 300	13737	10358	1,88%
322	CENTRE EST	KOURITENGA	343 900	549 200	1109	2126	0,20%
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	430 100	883 000	33833	73336	3,83%
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	247 300	560 000	7500	13200	1,34%
341	CENTRE SUD	BAZEGA	425 000	883 000	13125	17761	1,49%
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	159 500	396 500	5500	10600	1,39%
351	EST	GOJORMA					
352	EST	TAPOA					
361	MOUHOUN	KOSSI					
361	MOUHOUN	SOUROU					
371	NORD	PASSORE	305 600	484 600	12928	33926	7,00%
380	NORD-SOUDANAIENNE		3 524 800	6 147 000	108 336	199 383	3,24%
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA					
412	BOUGOURIBA	PONI					
421	CENTRE OUEST	SISSILI	264 500	581 500	18200	23600	3,13%
431	CENTRE SUD	NAHOURI	95 400	409 200	5200	18100	1,27%
441	COMOE	COMOE					
451	HAUTS BASSINS	HOUE					
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU					
461	MOUHOUN	MOUHOUN					
470	SUD-SOUDANAIENNE		359 900	990 700	23400	41700	4,21%
500	TOTAL GENERAL		5 422 700	8 645 300	136 641	251 503	2,91%

Tableau 8 - Chiffre d'affaires du PDAV en 1992

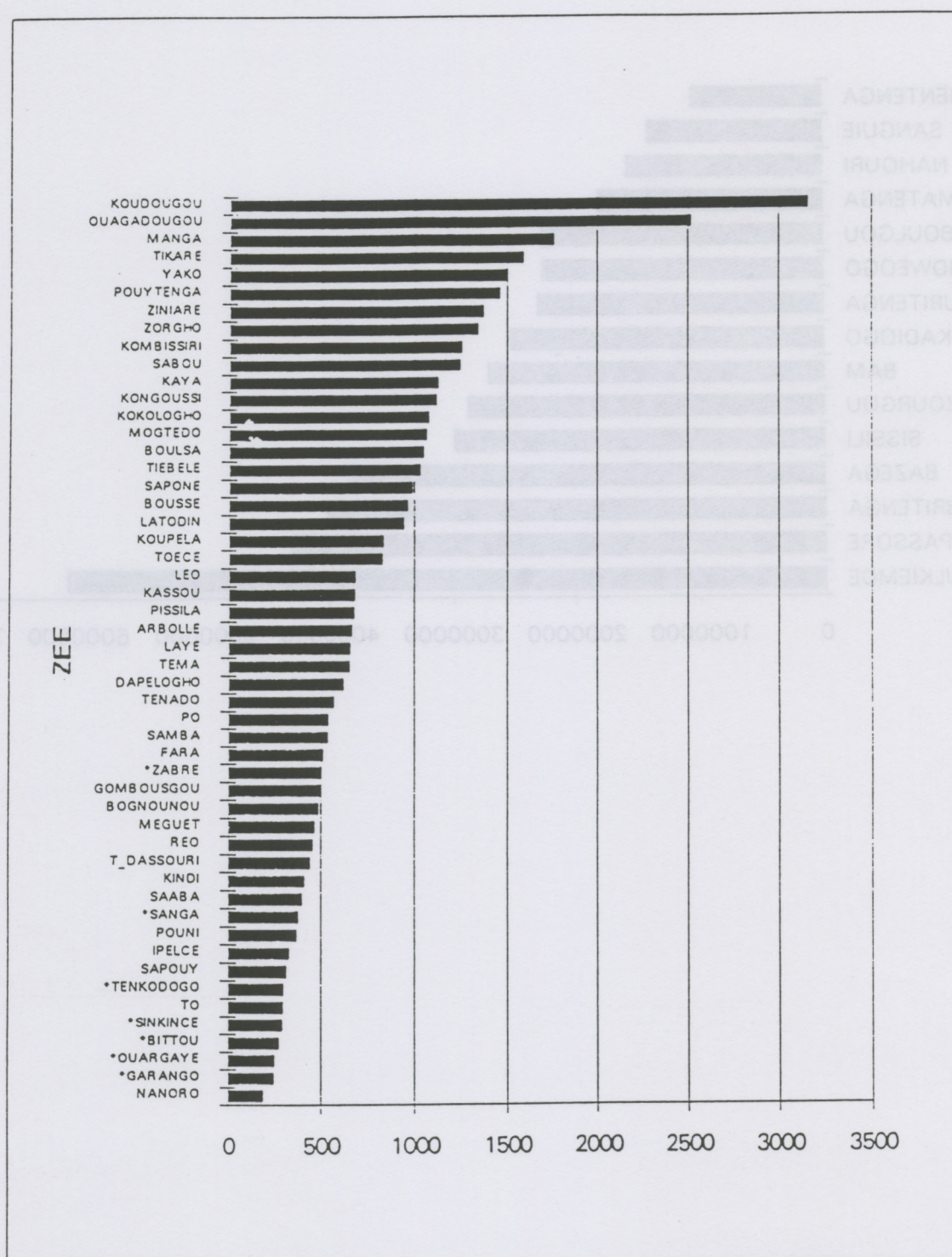
(F CFA)

			PROVINCES ET ZONES COUVERTE PAR LE PDAV							
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS		CA du PDAV TOTAL	NBR VER PR	C.A PR	CA VOL	CA/TETE PR	CA/TETE VOL
			TOTAL PR	VOLAILLES						
111	SAHEL	OUDALAN								
112	SAHEL	SENO								
113	SAHEL	SOUM								
120	SAHEL									
211	CENTRE NORD	BAM	359 700	290 800	2 708 400	20640	2 270 400	438 000	6,31	1,51
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	441 200	452 300	1 049 420	2997	329 670	719 750	0,75	1,59
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	737 100	764 500	1 803 470	9557	1 051 270	752 200	1,43	0,98
221	EST	GNAGNA								
231	NORD	YATENGA								
240	SUB-SAHEL		1 538 000	1 507 800	5 561 290	33 194	3 651 340	1 909 950	2,37	1,27
311	CENTRE	GANZOURGOU	648 700	721 500	2 875 140	3485	383 350	2 491 790	0,59	3,45
312	CENTRE	KADIOGO	71 600	215 400	2 520 575	450	49 500	2 471 075	0,69	11,47
313	CENTRE	OUBRITENGA	477 000	721 500	4 018 610	5989	658 790	3 359 820	1,38	4,66
321	CENTRE EST	BOULGOU	416 100	732 300	2 257 415	3047	335 170	1 922 245	0,81	2,62
322	CENTRE EST	KOURITENGA	343 900	549 200	2 297 925	6125	673 750	1 624 175	1,96	2,96
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	430 100	883 000	6 082 120	5444	598 840	5 483 280	1,39	6,21
332	CENTRE OUEST	SANQUIE	247 300	560 000	1 396 670	154	16 940	1 379 730	0,07	2,46
341	CENTRE SUD	BAZEGA	425 000	883 000	3 846 970	3988	438 680	3 408 290	1,03	3,86
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	159 500	396 500	2 261 330	1163	127 930	2 133 400	0,80	9,00
351	EST	GOURMA								
352	EST	TAPOA								
361	MOUHOUN	KOSSI								
361	MOUHOUN	SOUROU								
371	NORD	PASSORE	305 600	484 600	4 305 935	8202	902 220	3 403 715	2,95	7,02
380	NORD-SOUDANIENNE		3 524 800	6 147 000	31 862 690	38 047	4 185 170	27 677 520	1,19	4,50
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA								
412	BOUGOURIBA	PONI								
421	CENTRE OUEST	SISSILI	264 500	581 500	2 985 560	3789	416 790	2 568 770	1,58	4,42
431	CENTRE SUD	NAHOURI	95 400	409 200	1 574 580	983	108 130	1 466 450	1,13	3,58
441	COMOE	COMOE								
451	HAUTS BASSINS	HOUE								
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU								
461	MOUHOUN	MOUHOUN								
470	SUD-SOUDANIENNE		359 900	990 700	4 560 140	4 772	524 920	4 035 220	1,46	4,07
500	TOTAL GENERAL		5 422 700	8 645 300	41 984 120	76 013	8 361 430	33 622 690	1,54	3,89

Graphique 6 - Chiffres d'affaires au niveau des provinces



Graphique 7 - Chiffres d'affaires 1992 des zones d'encadrement de l'élevage
(1 000 F CFA)



b) Analyse du chiffre d'affaires par produit

La gamme des produits commercialisés par le PDAV est limitée. Au tableau 9 sont présentés à la fois les volumes des principaux produits commercialisés, leur prix de revient au PDAV, les prix de vente aux VVV et aux partenaires ainsi que les prix de vente de détail. La vente des vaccins représente encore plus de la moitié du chiffre d'affaires du PDAV et près de 60 p.100 des ventes des vaccinateurs volontaires villageois.

La vente des déparasitants des petits ruminants atteint 16 p.100. Elle est supérieure à la vente des VSP et VPV.

Le chiffre d'affaires réalisé pour le VPV est non seulement faible mais sur chaque comprimé, et afin d'en promouvoir la vente, le PDAV a décidé de le vendre à perte, à 10 p.100 au-dessous de son prix de revient.

D'un strict point de vue commercial et de gestion, les consultants ne voient aucun intérêt à maintenir dans la gamme un produit au niveau de vente stagnant, générant une perte.

c) Analyse du chiffre d'affaires par VVV

Le tableau 10 indique le chiffre d'affaires moyen du PDAV par VVV actif et par zone d'encadrement de l'élevage. Pour l'ensemble du Burkina Faso, ce chiffre est légèrement inférieur à 110 000 F CFA. Avec des variations importantes d'une province à l'autre : 80 000 à 300 000 F CFA. La province de Kodiago, siège du PDAV, doit être écartée de cette analyse. Les VVV de la zone sud-sahélienne réalise le meilleur chiffre d'affaires moyen : près de 180 000 F CFA. Le potentiel d'intervention moyen au niveau de cette zone est élevé. Les effectifs des provinces ramenés au VVV sont les suivants : 50 000 volailles et 25 000 petits ruminants.

En zone nord-soudanienne, le chiffre d'affaires du PDAV par VVV est voisin de 105 000 F CFA. Le potentiel d'intervention moyen n'est plus que de 11 500 volailles et de 20 000 petits ruminants. Enfin, pour la zone sud-soudanienne, ce chiffre d'affaires est très voisin de 100 000 F CFA pour un potentiel d'intervention de 21 500 volailles et de 7 800 petits ruminants.

Une meilleure politique de répartition géographique des VVV est sans doute souhaitable pour leur permettre d'atteindre un chiffre d'affaires significatif. Mais le comportement individuel de chacun d'eux est le premier facteur de variation. Ce qui pose le problème de sélection des VVV et de l'obligation de résultat. La trop grande hétérogénéité demande l'élaboration d'une véritable politique d'animation commerciale des VVV.

Le tableau 11 indique la répartition du chiffre d'affaires par produit au niveau du PDAV, ainsi que l'évolution 1991/92.

La vente des vaccins, bien qu'en progression légère, devient inférieure à la moitié des ventes. Les déparasitants volailles stagnent.

En revanche, l'accroissement de la vente des déparasitants des petits ruminants est considérable (plus de 50 p.100) et ce produit se hisse à la troisième place de la gamme avec près de 17 p.100 du chiffre d'affaires total. Il rejoint pratiquement le chiffre d'affaires cumulé des déparasitants volailles.

Tableau 9 - Chiffres d'affaires du PDAV et des VVV répartis par produits pour 1992

PRODUITS	QUANTITES (unités)		PRIX UNITAIRE (F.CFA)			CHIFFRE D'AFFAIRES DU PDAV. (F.CFA)			C.A. VENTES DETAIL. (F.CFA)	
	VENTES VVV	T.VENTES DETAIL	REVIENT PDAV	VENTES AUX VVV	VENTES ELEVEUR	ACHAT	VENTES AUX VVV	TOTAL VENTES AUX DETAIL	DES VVV	TOTAL
ITA NEW	15658	16 839	738	1 400	2 000	12 427 182	21 921 200	23 574 600	31316000	33 678 000
VPV	136641	146 341	1 660	1 500	2 000	2 429 261	2 049 615	2 195 115	2926820	2 926 820
VSP	251503	257 703	1 336	1 500	2 000	3 442 912	3 772 545	3 865 545	5154060	5 154 060
OXYFURAN	3358	3 378	597	750	850	2 016 666	2 518 500	2 533 500	2854300	2 871 300
ERYCOLCINE	323	338	632	750	850	213 616	242 250	253 500	274550	287 300
TUPOU	647	897	699	1 300	1 500	627 003	841 100	1 166 100	970500	1 345 500
SULDIMEPRIM	1139	1 144	545	750	850	623 480	854 250	858 000	968150	972 400
BIASTRONGLE	76013	78 013	67	110	120	5 226 871	8 361 430	8 581 430	9121560	9 361 560
DIVERS								0		
TOTAL 1						27 006 991	40 560 890	49 717 858	53 585 940	56 596 940
TOTAL								49 717 858		

Tableau 10 - Chiffre d'affaires moyen du PDAV par VVV actif et par zone d'encadrement de l'élevage
(F CFA)

			PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV								
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS		CA du PDAV	ZEE	VVV.actifs	RECYCL	CA/ZEE	CA/VVV	CA/VVV.REC
			TOTAL PR	VOLAILLES	TOTAL						
111	SAHEL	OU DALAN									
112	SAHEL	SENO									
113	SAHEL	SOU M									
120	SAHEL										
211	CENTRE NORD	BAM	359 700	290 800	2 708 400	2	9	10	1 354 200	300 933	270 840
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	441 200	452 300	1 049 420	1	10	8	1 049 420	104 942	131 178
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	737 100	764 500	1 803 470	2	12	14	901 735	150 289	128 819
221	EST	GNAGNA									
231	NORD	YATENGA									
240	SUB-SAHEL		1 538 000	1 507 600	5 561 290	5	31	32	1 112 258	179 396	173 790
311	CENTRE	GANZOURGOU	648 700	721 500	2 875 140	3	29	27	958 380	99 143	106 487
312	CENTRE	KADIOGO	71 600	215 400	2 520 575	1	5	5	2 520 575	504 115	504 115
313	CENTRE	OUBRITENGA	477 000	721 500	4 018 610	5	43	51	803 722	93 456	78 796
321	CENTRE EST	BOULGOU	416 100	732 300	2 257 415	7	26	34	322 488	86 824	66 395
322	CENTRE EST	KOURITENGA	343 900	549 200	2 297 925	2	17	13	1 148 963	135 172	176 763
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	430 100	883 000	6 082 120	5	64	55	1 216 424	95 033	110 584
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	247 300	560 000	1 398 670	3	17	17	465 557	82 157	82 157
341	CENTRE SUD	BAZEGA	425 000	883 000	3 848 970	5	48	62	769 394	80 145	62 048
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	159 500	396 500	2 261 330	2	27	22	1 130 685	83 753	102 788
351	EST	GOURMA									
352	EST	TAPOA									
361	MOUHOUN	KOSSI									
361	MOUHOUN	SOUROU									
371	NORD	PASSORE	305 600	484 600	4 305 935	5	29	33	861 187	148 481	130 483
380	NORD-SOUDANIE NNE		3 524 800	6 147 000	31 862 680	38	305	318	838 482	104 468	98 883
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA									
412	BOUGOURIBA	PONI									
421	CENTRE OUEST	SISSILI	284 500	581 500	2 985 560	6	30	37	497 593	99 519	80 691
431	CENTRE SUD	NAHOURI	95 400	409 200	1 574 580	2	16	17	787 290	98 411	92 622
441	COMOE	COMOE									
451	HAUTS BASSINS	HOUET									
452	HAUTS BASSINS	KENEDOU GOU									
461	MOUHOUN	MOUHOUN									
470	SUD-SOUDANIE NNE		359 900	990 700	4 560 140	8	46	54	570 018	89 133	84 447
500	TOTAL GENERAL		5 422 700	8 645 300	41 984 120	51	382	405	823 218	109 906	103 664

Tableau 11 - Analyse du chiffre d'affaires par produit au niveau du PDAV

(en millions de F CFA)

PRODUITS	CA		REPARTITION		EVOLUTION
	90/91	91/92	90/91	91/92	90/91;91/92
ITA-NEW	16 803	17 020	43,37%	40,46%	1,29%
DEPARASITANT VOL	6 370	6 451	16,44%	15,34%	1,27%
DEPARASITANT PR	3 898	5 967	10,06%	14,19%	53,08%
ANTIBIO	3 298	3 539	8,51%	8,41%	7,31%
VITAMINES & OLIGO	124	614	0,32%	1,46%	395,16%
MATERIEL	1 776	1 752	4,58%	4,17%	-1,35%
DIVERS	100	270	0,26%	0,64%	170,00%
TOTAL	38 739	42 064	100,00%	100,00%	8,58%

1.2. Analyse de la chaîne de distribution

1.2.1. La force de vente des VVV

Le dispositif de base d'encadrement rapproché et de vente des produits vétérinaires est constitué par les vaccinateurs volontaires villageois.

Ceux-ci reçoivent une formation de départ et des recyclages périodiques dont l'évaluation est réalisée au chapitre 2.

Le nombre de VVV dits actifs était estimé fin 1992 à 380 sur un total recensé de 715. Compte tenu de l'extension du périmètre de l'activité du PDAV, ce chiffre serait actuellement voisin de 470.

L'érosion du nombre de ces VVV est considérable : il serait de l'ordre de 75 p.100. Ce qui pose deux problèmes :

- un problème financier pour le coût réel de la formation ;
- une nécessité de revoir le mode de suivi et de motivation des VVV et sans doute le mode de sélection. La fonction de VVV doit servir l'image du PDAV ; un abandon trop élevé des collaborateurs de terrain risque de ternir l'image de sérieux et de dynamisme que le PDAV entend conserver.

L'analyse de l'activité VVV est réalisée chaque année par la direction du PDAV. Elle sert de base à l'attribution de récompenses aux meilleurs VVV. Le docteur Buron a fait ressortir la grande hétérogénéité de leur activité en 1992. Elle est résumée au tableau 12.

Tableau 12 - Diversité de l'activité des VVV pour l'année 1992

Répartition des VVV	Vente ITA-NEW (nombre de flacons)	MARGE (F CFA)
1er Quartile	0 à 2	moins de 1 800
2e Quartile	2 à 9	1 800 à 6 800
3e Quartile	9 à 26	6 800 à 18 800
4e Quartile	26 à 166	18 800 à 229 800

La nouvelle activité concernant le déparasitage des petits ruminants démarre avec une diversité encore plus importante : 271 VVV n'ont vendu aucun comprimé, 99 en ont vendu plus de 100 et 15 plus de 1 000.

Ce récapitulatif montre que la moitié des VVV n'ont pas atteint un revenu mensuel de 550 F CFA. Leur activité est tout à fait marginale. A juste titre, ils ne peuvent être considérés comme des VVV actifs. Il apparaît logique, soit d'agrandir la zone d'action des VVV proches, soit de procéder à leur remplacement dans la mesure où leur potentiel d'activité est suffisant.

Les VVV ont réalisé en 1992 une marge brute de 13 025 000 F CFA, soit une moyenne de 31 800 F CFA par VVV actif et par an (la marge des VVV passifs ou très faiblement actifs est de l'ordre de 950 000 F CFA, soit 2 600 F CFA par VVV/an).

Le mode d'attribution des récompenses permet à la fois une reconnaissance publique du dynamisme des meilleurs VVV, un encouragement matériel qui peut être important (bicyclette et accessoires divers). Les mêmes VVV bénéficient souvent de récompenses.

De plus, les cérémonies organisées avec le concours des pouvoirs publics pour décerner les prix font l'objet de rassemblements importants et ont des retombées publicitaires intéressantes pour le PDAV.

Ce système, qu'il convient de garder, permet en fait d'encourager une certaine élite. Il conviendrait sans doute d'améliorer le mode de calcul qui régit ce dispositif et de tenir compte du potentiel théorique de part de marché à réaliser au niveau des ZEE ou ZERA. Cette proposition permettrait de fixer des objectifs de début de campagne et de juger des résultats réalisés.

De plus, le mode de récompense devrait être indexé sur la progression du résultat.

L'annexe 1 donne le détail des récompenses qui se sont élevées à 3 359 639 F CFA, soit 8 p.100 du chiffre d'affaires du PDAV (auquel il convient d'ajouter les frais de remise) et plus de 25 p.100 des marges brutes des VVV.

Les résultats globaux de l'activité des VVV sur l'exercice 1992 ont été analysés en détail par le Dr Buron. Ils révèlent une hétérogénéité considérable entre les vaccinateurs. Le Dr Buron a classé les VVV en quatre quartiles en fonction de l'activité des ventes d'Ita-New et des fourchettes de marges.

Si l'on se reporte à la vente des vermifuges des petits ruminants, 70 p.100 des VVV après deux ans de démarrage n'ont vendu aucun comprimé.

Pour préparer le PDAV à ses futures tâches, le renforcement des actions d'amélioration actuelles du système de gestion devrait être complété par un complément de formation à deux niveaux :

- un stage de courte durée de gestion d'entreprise permettant au directeur du PDAV d'acquérir les compléments utiles pour informatiser le mode de gestion, améliorer la comptabilité générale, contrôler la comptabilité analytique adaptée, et établir un véritable tableau de bord pour la gestion de son entreprise ;
- le niveau de formation du comptable apparaît insuffisant pour mettre en place et utiliser au mieux le système de comptabilité générale et analytique adapté aux besoins de gestion rigoureuse du PDAV.

1.2.2. Le soutien des structures administratives

a) Les chefs de zones d'élevage (ZEE ou ZERA)

Les chefs de zones sont censés pouvoir apporter leur appui à 5 ou 8 vulgarisateurs selon l'importance de leur zone. Ils représentent les éléments les plus proches des VVV. Ils sont censés jouer le rôle de responsables de l'approvisionnement, des ventes et de l'encadrement technique de base. Le PDAV, conscient de leur importance dans le dispositif, les a particulièrement soutenus et encouragés. Il leur attribue une allocation fixe de 10 000 F CFA par mois.

L'analyse des résultats des ZEE fait ressortir d'énormes hétérogénéités des résultats : 18 ZEE réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 500 000 F CFA. L'allocation fixée représente pour ce groupe près de 40 p.100 du chiffre d'affaires alors qu'elle n'est que de 4 p.100 pour les meilleurs. Il va de soi que du point de vue gestion, la poursuite de cet avantage doit disparaître. Il convient d'indexer la rémunération sous forme d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires.

Il est mis à leur disposition des frigidaires à pétrole qui ne servent que de façon très partielle au stockage des médicaments. La liste de ce matériel fait l'objet de l'annexe 2. De toute évidence, l'allocation fixe de pétrole pour le fonctionnement doit être revue (40 litres par mois, ce qui représente environ 76 800 F CFA par frigidaire, soit 3 072 000 F CFA pour les 40 frigidaires à pétrole. Six frigidaires électriques ont pu être attribués dans les villes disposant de cette source d'énergie.

De plus, les chefs de ZEE se voient allouer un encouragement de 5 F CFA par comprimé de déparasitants (380 000 F CFA). Le développement rapide des ventes est sans doute lié à cette mesure incitative dans certaines régions.

Bien que les encouragements financiers soient importants (tout à fait hors de rapport avec les résultats obtenus pour la moitié d'entre eux), l'hétérogénéité du résultat oblige le PDAV, quel que soit son devenir, à

revoir cette politique dans les délais les plus courts. L'augmentation du prix des produits, résultant de la dévaluation du F CFA, va obliger la force de vente du PDAV à se mobiliser pour maintenir sa fonction. Le PDAV doit pouvoir s'appuyer sur un champ de distribution dynamique.

Les chefs de service provinciaux de l'élevage, responsables des chefs de zones, reçoivent des récompenses plus honorifiques pour les meilleurs d'entre eux et 2 F CFA par déparasitant ovin. Il serait sans doute bon de les intéresser davantage aux résultats de leur province.

b) La force de vente propre du PDAV

En accord avec la direction du PDAV, une répartition analytique du personnel a été effectuée. Les actions de vulgarisation, d'animation, de distribution et d'approvisionnement s'interfèrent. En revanche, les actions de formation et de recyclage, axées sur des problèmes techniques, s'identifient facilement. Cette organisation peut apparaître logique, le rôle du PDAV étant technico-commercial.

La liste et la répartition du personnel affecté à temps plein ou à temps partiel à la fonction approvisionnement fait l'objet de l'annexe 3. La direction du PDAV s'implique pour près de 40 p.100 de son temps dans ce circuit d'approvisionnement. Toutefois, cette activité, dans l'optique générale du PDAV, apparaît comme l'élément d'un ensemble dont l'objectif prioritaire est le développement de l'élevage villageois et non comme une branche devant trouver rapidement son équilibre financier grâce à une organisation commerciale performante et à une gestion rigoureuse.

Le personnel du PDAV n'a pas reçu de formation commerciale. Les visites mensuelles auprès des ZEE ont pour objectif prioritaire le contrôle des stocks, le réapprovisionnement, l'encaissement des ventes et le versement des primes. La formation et le recyclage des VVV sont essentiellement axés sur les problèmes techniques.

L'animation et le suivi ainsi que la formation à la vente mériteraient d'être revus, quel que soit le devenir de la fonction approvisionnement du PDAV.

La formation commerciale de l'équipe chargée de l'approvisionnement et de l'adaptation de la politique salariale devrait se traduire par le redressement de la marge nette d'exploitation en 1994. Cette orientation nécessite la poursuite de l'amélioration de la gestion, la mise en place d'une véritable comptabilité analytique et l'élaboration d'un tableau de bord suffisamment simple pour en dresser chaque semaine un bilan provisoire à rectifier en fin de mois.

L'analyse mensuelle et les commentaires de ce tableau par la direction du PDAV et "l'équipe approvisionnement" doivent constituer la base de l'animation commerciale de la force de vente du PDAV (direction, collaborateurs, chauffeurs). Des décisions sont à prendre à court terme pour :

- diminuer l'hétérogénéité considérable des activités entre ZEE ;
- fixer les objectifs de campagnes permettant de limiter les pertes des ZEE d'environ la moitié ;
- définir une véritable stratégie commerciale pour l'année en cours.

Une grande mobilisation de cette force de vente est actuellement urgente.

La dévaluation du F CFA va se traduire par une augmentation importante des prix. Par conséquent, le contexte ne sera pas facile.

La privatisation de la médecine vétérinaire a besoin, pour se rentabiliser, d'élargir son activité au petit élevage. Les vétérinaires privés pourront poursuivre l'activité du PDAV si elle leur permet d'accroître leur marge. Ils utiliseront le réseau existant (PDAV, VVV, quelques chefs de ZERA) si celui-ci est performant et rentable. La fonction approvisionnement ne pourra subsister que dans la mesure où les éleveurs et le circuit privé de distribution augmenteront leurs marges.

2. BILAN DES ACTIONS DE FORMATION ET DE VULGARISATION

2.1. Les effectifs

Le PDAV a réalisé un effort de formation considérable. Deux mille trente-six VVV ont été formés entre 1979 et le mois d'octobre 1993. Parmi ceux-ci, 1 810 sont originaires des provinces où le PDAV intervient. De plus, les recyclages ont regroupé plus de 3 000 participants. Le bilan de ces formations est résumé au tableau 13. L'annexe 4 donne le détail des formations par province entre 1988 et 1993. Six cent quatre-vingt-huit vaccinateurs ont été formés dont 171 hors de la zone d'action du projet. Le tableau 14 rapproche les chiffres d'affaires réalisés, les formations au cours de ces cinq dernières années et le nombre de VVV actifs.

Tableau 13 - Bilan des formations entre 1979 et 1993

ACTIVITES DE FORMATION							
FORMATION DES VACCINATEURS VILLAGEOIS					RECYCLAGE	SENSIBILISATION	
ANNEES	EFF.TOTAL FORMES	ZONE PDAV EFF. FORMES	HORS ZONE EFF. FORMES	PROVINCE	VVV ZONE PDAV	AVEC PROLECT.	ORALE
1979	236	236					
1980	197	197			179		
1981	164	164					
1982	183	183					
1983	122	122					
1984	112	112			322		
1985	145	110	35	BOULGOU	343		
1986	112	92	20	BOULGOU	309		
1987	60	60			158		
1988	185	185			432	66	25
1989	121	94	27	GNAGNA	401	107	23
1990	116	68	48	BOUGOURIBA		100	6
1991	167	75	92	TAPOA+SOUROU	502	67	5
1992	40	38	2	MOUHOUN		76	17
1993	76	74	2	YATENGA	405	56	27
TOTAL	2036	1810	226		3051	472	103

Tableau 14 - Chiffres d'affaires réalisés et analyse des formations du PDAV

ANALYSE DES FORMATIONS DU PDAV								
PROVINCES	ZEE NBR.	C.A/ZEE (1000 FCFA)	VVV totaux	VVV actifs	FORMATION Eff. VVV	RECYCLAGES Eff. VVV	CA/VVV Formé	C.A./VVV Recyclé
BAM	2	1354	27	9	9	10	301	271
BAZEGA	5	769	101	48	124	62	31	62
BOULGOU	7	322	57	26	39	34	58	66
BOULKIEMDE	5	1216	105	63	56	55	109	111
GANZOURGOU	3	958	34	29	15	27	192	106
KADIOGO	1	2502	8	5	9	5	278	500
KOURITENGA	2	1149	57	17	15	13	153	177
NAHOURI	2	787	27	16	0	17		93
NAMENTENGA	1	1049	16	10	0	8		131
OUBRITENGA	5	803	74	47	28	51	143	79
PASSORE	5	861	40	29	35	33	123	130
SANGUIE	3	465	34	17	21	17	66	82
SANMATENGA	2	901	27	12	25	14	72	129
SIISILI	6	497	74	33	101	37	30	81
ZOUNDWEOGO	2	1130	34	27	40	22	57	103
TOTAL	51	984,2	715	388	517	405	97	124

Le coût du recyclage a été calculé avec une bonne précision pour les charges directes. Il est de 900 000 F CFA, soit un peu plus de 2 200 F CFA par VVV. Le détail de ces charges est indiqué dans l'annexe 4. L'examen du tableau 14 montre qu'il n'y a que très peu de liaison entre l'effort de formation et le chiffre d'affaires réalisé par VVV ou ZEE.

A titre d'exemple, 124 VVV ont été formés pour 5 ZEE du Bazega, 62 recyclages ont été effectués en 1993. Le chiffre d'affaires de cette province, ramené au VVV formé, est de 31 000 et de 62 000 F CFA par VVV recyclé. Dans le Ganzourgou, ce chiffre est six fois plus élevé par VVV formé.

2.2. Analyse des méthodes et du contenu de la formation

2.2.1. Les VVV

La formation des vulgarisateurs villageois volontaires est un thème majeur du projet. Le rôle de VVV est essentiel car il est le principal relais et l'interlocuteur entre le projet et le producteur pour un accès aux intrants médicaux utiles pour une amélioration de la santé et de la production des animaux. Le VVV assurera les campagnes de vaccination contre la maladie de Newcastle, la diffusion des médicaments et quelques conseils sanitaires et d'élevage auprès des villageois. Cette formation est assurée par les agents du projet ; elle mobilise deux cadres. Des moyens logistiques importants sont utilisés.

Les objectifs de cette formation sont l'acquisition de connaissances sur l'élevage avicole et son intérêt économique pour le producteur et le pays, sur les principales maladies des volailles, en particulier la maladie de Newcastle, sur les modalités de contrôle, notamment la vaccination contre la maladie de Newcastle, ainsi que sur le circuit d'acquisition des intrants, la gestion des stocks et la distribution.

Le programme de formation et les méthodes sont décrits dans le rapport de Saunders (1984). Il est utile de rappeler certains aspects de cette formation pour en évaluer les points forts et faibles.

a) Les méthodes

• Sélection des personnes formées

Cette sélection se fait après plusieurs passages d'agents de l'élevage et du projet dans les villages explicitant l'intérêt du projet et les critères de sélection. Ce sont le chef de village et le responsable de ZEE qui désignent en étape finale.

Un ensemble de critères de recrutement a été établi par le projet. Cela va de l'âge du candidat à une appréciation de l'intégration au village. Toutefois, très peu d'informations sont disponibles sur ces VVV avant et après leur formation. Il est évident qu'il serait utile de faire une enquête débouchant sur une typologie des VVV, d'une part pour les connaître et, d'autre part, pour identifier l'origine de désaffections très importantes qui quadruplent le prix initial de la formation d'un VVV. Cette désaffection peut avoir des causes très variées, d'origines humaine, sociale, économique, géographique.

Cette étude permettrait par ailleurs d'affiner les critères de sélection des stagiaires, en particulier sur leurs niveaux de formation (taux d'alphabétisation des VVV non connu alors que des manuels écrits leur sont distribués), de motivation et d'intégration dans la société du village. Elle devrait également permettre de distinguer l'influence de paramètres de continuité dans les actions telles que l'importance des distances pour le réapprovisionnement, le problème de l'intensité des marchés pour les animaux destinés à la vente, ... Le projet doit s'investir dans ces critères de sélection et aboutir à une méthodologie de dialogue avec les personnes qui proposent des noms et avec les candidats stagiaires dans le but de faire une sélection.

• Déroulement et contenu de la formation

La formation est faite sur quatre jours auxquels s'ajoute une journée où les futurs VVV sont rassemblés (le lundi) et accueillis sur le lieu de stage. Le mardi, il y a ouverture du stage, quelques discours, la présentation du projet, des cours sur l'aviculture villageoise, le statut, le rôle et les responsabilités du VVV, la maladie de Newcastle et son contrôle par les vaccins, les autres affections des volailles, l'équipement, les méthodes de vaccination et le mode d'approvisionnement et de gestion financière pour l'achat et la vente des vaccins.

Après cette formation théorique, la pratique de la vaccination est enseignée concrètement avec application dans quelques exploitations villageoises. A l'issue de la formation, les VVV reçoivent du matériel de vaccination, des vaccins et quelques médicaments. A la formation initiale sur les volailles est venue s'ajouter une formation sur les petits ruminants. Avec l'intégration des petits ruminants, la formation est devenue importante et lourde. Il paraît nécessaire de cibler les formations par groupes d'animaux et la dissociation volailles - petits ruminants doit être faite.

• Support de la formation théorique

Les supports ont été élaborés au début du projet et n'ont guère été modifiés par la suite pour les volailles. En revanche, cette formation a été augmentée des aspects relatifs aux petits ruminants. Les éléments visuels initiaux ne sont plus utilisés.

Les documents écrits existants destinés au VVV sont :

- le guide à l'usage des vaccinateurs villageois volontaires, édité en versions française et mooré (31 p.) ;
- le manuel à l'usage des vulgarisateurs villageois volontaires sur les petits ruminants (32 p.).

Le premier document est largement illustré, le second l'est peu. Il est nécessaire de connaître l'usage qu'il en est fait et leur intérêt pour les VVV dont le niveau d'alphabétisation n'est pas connu.

Un autre document disponible au projet est le manuel de formation des vulgarisateurs villageois volontaires. Il est destiné aux formateurs, avec un emploi du temps détaillé et des commentaires liés aux figures présentées au cours de la formation. Ce manuel mériterait d'être mieux finalisé.

. Apprentissage

La pratique de la vaccination est un point bien retenu par les VVV. Les modes de conservation du vaccin et de stérilisation du matériel le sont-ils aussi bien ?

Peu d'informations ont été obtenues sur la pratique de l'administration des antiparasitaires.

b) Suivi des VVV

Il se fait selon deux modes :

- théorique, par une visite mensuelle de l'agent de la ZEE et par des rencontres avec les agents du projet trois fois par an, dont une lors de la session de recyclage axée maintenant sur un thème précis (rappel sur les vaccinations, logement, conservation des fourrages) alors qu'auparavant, elle portait sur une revue rapide du cours ;
- pratique, par le suivi des achats de vaccins et d'antiparasitaires auprès des ZEE.

Le mode pratique est prédominant ; le mode théorique, de par la longueur des exposés, n'est pas compatible avec la durée des réunions. Il semble que le projet se soit plus orienté vers la gestion des stocks et la distribution que vers un soutien des motivations des VVV. Les deux doivent aller de pair. Il faut que les agents des ZEE se sentent plus intégrés au projet pour mieux suivre les VVV, ou plus encadrés par les vétérinaires privés. Par ailleurs, les agents du projet doivent être très attentifs aux connaissances et aux commentaires des VVV lors des sessions de recyclage.

Par le dialogue avec les VVV, le projet doit aussi trouver une méthode de restitution de ses résultats sur les données techniques acquises et sur l'économie des productions avicoles et des petits ruminants afin d'impliquer davantage les vulgarisateurs dans l'évolution du projet. La restitution ne doit pas se cantonner au nombre de vaccinations effectuées et aux antiparasitaires vendus.

Dans ce suivi des VVV, il faut mentionner le système des récompenses attribuées aux meilleurs distributeurs d'intrants. Cela aboutit à un "classement" établi à partir des ventes de vaccins contre la maladie de

Newcastle et/ou sur le chiffre d'affaires, classement qui débouche sur des attributions de prix remis lors d'une séance officielle en présence des autorités locales. Il semble que les VVV accordent une grande importance à cette tradition sur laquelle il faut s'interroger dans le cadre de la privatisation. Le budget des récompenses a été de 3,6 millions de F CFA en 1992 auquel s'ajoutent les déplacements des agents du projet.

2.2.2. La formation des agents du service de l'Elevage

Les agents du service de l'Elevage ont un rôle important dans le soutien des actions du projet car, après la formation des VVV par le projet, ils sont les principaux interlocuteurs des vulgarisateurs par leur fonction d'approvisionnement (vaccins stockés au niveau des ZEE). Si ces agents ont une formation initiale et générale sur la santé des animaux domestiques, des formations ou des recyclages seraient intéressants pour soutenir leurs connaissances et approfondir certains points. Ce serait là un moyen de sensibiliser ces agents aux actions du projet et de mieux les intégrer.

Si les méthodes de prophylaxie, l'épidémiologie des principales maladies peuvent faire l'objet de recyclage, il semble que leur rôle soit plus important pour une amélioration des techniques d'élevage et l'utilisation des traitements antiparasitaires que pour une protection contre la maladie de Newcastle très vite et très bien perçue par les VVV et les producteurs. Les problèmes liés à la distribution et à l'intérêt des antiparasitaires, à la construction des poulaillers, des aspects portant sur l'alimentation,... sont plus difficiles à appréhender par les VVV et les producteurs.

La question d'encadrement va se poser dans l'avenir pour ces agents et pour les vétérinaires privés. Il serait utile de prévoir des formations pour les vétérinaires à un niveau qui soit de leur compétence.

Les agents du projet doivent bénéficier de formations en accord avec leur rôle. Quatre volets se dégagent :

- la formation des formateurs, techniques très particulières dans le dialogue avec la personne chargée de la vulgarisation, qui demande des supports spécifiques ;
- des formations techniques propres à l'aviculture et à l'élevage des petits ruminants ;
- des formations à la gestion ;
- des formations à la commercialisation.

2.3. Vulgarisation

Le PDAV a organisé de nombreuses réunions de vulgarisation et sensibilisation. La vulgarisation s'adresse aux producteurs. Son objectif est de les sensibiliser aux actions sanitaires et zootechniques utiles pour un développement de leur petit élevage.

. Méthodes

La vulgarisation est faite au cours de séances de sensibilisation, par des visites paysannes et par voie d'affiche.

• Contenu

Le montage de diapositives est un ensemble de 80 photos qui sont commentées oralement par un agent du projet. La durée d'une séance est légèrement supérieure à une heure, le soir, suivi d'un débat avec les villageois.

L'ensemble des photos et des sujets évoqués est très intéressant. Il donne un aperçu sur toutes les opérations du projet. A ce montage, réalisé pour l'aviculture en début de projet, des diapositives sur l'élevage et la santé des petits ruminants sont venues s'ajouter. Néanmoins, trop de sujets sont abordés et cela nuit à l'efficacité de cette présentation.

Il faut aujourd'hui faire un montage de diapositives ou de films vidéo d'une durée comprise entre 20 et 30 minutes sur des thèmes bien ciblés. Par exemple, les principales maladies des volailles, la maladie de Newcastle et la trichomonose ainsi que les moyens de lutte. D'autres montages pourraient être faits sur les autres affections des volailles, l'amélioration des conditions d'élevage, les maladies des petits ruminants, l'amélioration de leur alimentation et de leur logement, l'élevage du porc. Il faut s'interroger sur l'utilisation éventuelle de caméra vidéo et de magnétoscope.

Il est par ailleurs indispensable que le projet restitue ses résultats sur les données techniques acquises et sur l'économie des productions avicoles et des petits ruminants. C'est une source de dialogue et cela implique davantage les producteurs dans l'exécution du projet.

2.4. Bilan des premières expériences de privatisation

Le PDAV a déjà établi des relations de partenariat avec des vétérinaires privés installés. Trois types de cabinets ont pu être visités par les consultants :

- les cabinets urbains ou périurbains de Ouagadougou,
- les cabinets de Puytenga,
- les cabinets de Bobo-Dioulasso.

Les mesures prévues pour le soutien à la privatisation des professionnels de l'élevage ne sont pas actuellement en place, aussi les premiers accords évolueront dès que les diverses dispositions prévues dans le cadre du programme de privatisation pourront entrer en vigueur.

Pour la ville de Ouagadougou et le proche espace périurbain, l'activité des cabinets est orientée en priorité vers une clientèle canine et avicole. Les soins aux petits ruminants et aux bovins croissent dès que l'installation se situe dans une zone un peu plus excentrée. Les cabinets, en plus de leur activité médicale, fournissent de l'aliment.

Le cabinet de Puytenga, constitué en association provisoire de deux vétérinaires, voit son activité essentiellement orientée vers les bovins et les petits ruminants.

Les cabinets installés à Bobo-Dioulasso, zone favorable pour l'implantation des vétérinaires, ont une clientèle très diverse d'éleveurs de bovins, y compris bovins laitiers, petits ruminants, porcs et volailles. Leur zone d'extension comporte à la fois la ville, son secteur périurbain et un secteur rural plus ou moins vaste. Un premier contrat de coopération a pu être signé entre les vétérinaires privés et le PDAV.

Dans l'immédiat, les vétérinaires privés souhaitent obtenir du PDAV les avantages matériels prévus dans le cadre du projet de privatisation lorsque celui-ci pourra être mis en application :

- avance pour l'achat de médicaments spécifiques ou paiement différé des fournitures faites par le PDAV ;
- fourniture de matériel de froid permettant la conservation de ces produits ;
- fourniture de mobylettes ou de motos.

Le PDAV s'est déjà engagé à donner satisfaction à ces demandes dans les trois types de cabinets cités.

Au niveau de Ouagadougou, l'encours consenti est supérieur au stock présent fourni par le PDAV et a été utilisé en partie pour financer certains investissements du cabinet. Malgré les prélèvements modestes des vétérinaires installés, le manque de trésorerie du cabinet installé sans prêts et avec des capitaux propres minimaux nécessite le recours à des crédits fournisseurs anormaux.

La collaboration avec les VVV n'est pas encore instituée. Le manque de moyens de déplacement rend difficile l'extension d'une activité en secteur villageois. Elle est néanmoins souhaitée par les deux membres du cabinet. Une entente au niveau des prix de terrain des divers produits paraît tout à fait possible.

Il faut souligner que les éleveurs apportent eux-mêmes leurs volailles pour la vaccination ainsi que les ovins ou caprins pour des soins divers. Ce type d'activité dans un périmètre réduit autour du cabinet supprime l'activité des vaccinateurs villageois et donc le mode d'action traditionnel du PDAV.

D'autre part, quelques vétérinaires souhaitent que les secteurs urbain et périurbain leur soient réservés en priorité pour leur intervention dans une zone de proximité. La collaboration avec le PDAV devrait continuer pour l'approvisionnement, le soutien technique spécialisé adapté, la promotion des mesures de prophylaxie des animaux villageois et l'amélioration des pratiques de l'élevage. Au-delà de ce périmètre de proximité, les vétérinaires privés souhaitent s'appuyer sur des VVV qu'ils choisiront pour élargir leur clientèle.

L'expérience de Puytenga mérite d'être revue. Le PDAV est fortement engagé dans la fourniture des produits et le financement dépasse sensiblement la valeur des stocks. La vente des médicaments est relativement passive : pas de présence au niveau du marché le plus important du Burkina Faso alors que le colportage est de règle, pas d'appui concret de terrain des VVV. Le vétérinaire privé gère le stock que lui confie le PDAV mais apparemment, sans doute à cause des difficultés de déplacement, il y a peu d'interventions communes avec les VVV. Ceux-ci, dans ce contexte, ne voient pas d'intérêt à ce mode de distribution et sembleraient souhaiter retrouver leurs habitudes antérieures.

L'approche de collaboration réalisée à Bobo-Dioulasso s'est concrétisée par l'élaboration d'un contrat entre le PDAV et quatre vétérinaires. Ce contrat joint en annexe 5 est particulièrement avantageux pour les vétérinaires. Par rapport au contrat initial, il a été admis que la fourniture des produits vétérinaires se fera par l'intermédiaire du PDAV.

Les vétérinaires sont parfaitement conscients de l'intérêt d'intégrer les vaccinateurs villageois pour leur propre réseau de distribution et du rôle que peut jouer le PDAV pour la constitution de leur clientèle rurale dans les secteurs avicole, porcin, ovin et caprin. La formation de base des VVV est très appréciée. Il est particulièrement intéressant de noter que certains jeunes vétérinaires dynamiques connaissent parfaitement les VVV intervenant sur leur zone et ont déjà fait leur choix en ce qui concerne ceux qu'ils souhaitent associer à leur cabinet. La sélection serait importante puisqu'elle conduirait à ne conserver que 4 VVV sur 13 pour l'un des cabinets.

Cette approche, assortie de prévisions d'activités par VVV de la part du vétérinaire, d'une volonté d'instituer une prime tenant compte du chiffre d'affaires et d'opérer un suivi rapproché de l'activité, apparaît *a priori* comme un modèle. Il serait souhaitable qu'une collaboration très étroite puisse s'instituer avec des cabinets de ce type pour servir de référence et d'orientation aux nouvelles fonctions du PDAV destinées à favoriser l'émergence du secteur vétérinaire privé. La visite de tels cabinets laisse entrevoir de sérieuses chances de succès possible.

3. RESULTATS TECHNIQUES

Les principaux résultats acquis sont rapportés dans le rapport de Saunders "Aviculture traditionnelle en Haute-Volta", 1984, tome I. Bien que la mission n'ait pas eu la possibilité de voir tous les documents produits dans le cadre du projet, il faut souligner que les données techniques utiles pour juger les résultats zootechniques sont principalement celles contenues dans le rapport de Saunders. Ces données ont été acquises au cours d'enquêtes et de suivis dans des élevages de volailles vaccinés et non vaccinés. Depuis dix ans, aucun autre document rassemblant les données n'a été produit.

3.1. Approche générale

Les points saillants de ce rapport, utiles pour une approche zootechnique, sont :

- de très grandes variations d'effectifs inter et intra-annuelles ;
- une production très saisonnée sinusoïdale avec une forte décroissance de la production de novembre à mars, une forte croissance d'avril à octobre dont les causes sont :

Epoque	Pathologie (mortalité)	Commercialisation	Production	
			Eclosion	Alimentation
Novembre- mars	+++	+++	-	-
Avril- octobre	-(*)	-	+++	+++

(*) Il faut distinguer les poulets des pintades. Les foyers de maladie de Newcastle sont limités en saison des pluies et touchent peu les pintades. En revanche, les pintadeaux sont très sensibles à la trichomonose favorisée dans ses conséquences par un polyparasitisme intestinal. Sans traitement, on observe pour les pintades une stagnation des effectifs à partir du mois d'août qui se poursuit par une décroissance des effectifs de numidés.

- une forte proportion de pintades (entre 30,5 et 47,5 p.100 des effectifs) ;
- une plus forte densité de volailles est observée en zone soudanienne qu'en zone sahélienne, ce que l'auteur associe aux ressources en céréales ;
- il existe une liaison densité humaine/densité avicole. Le rapport volaille/homme est de 4.

3.2. Paramètres zootechniques

• Chez les gallinés

- structure des populations :

- . rapports jeunes (moins de 6 mois)/adultes : 1,4 très faible, traduit une forte mortalité
- . rapport poules/coqs 4,3 vaccinés dans des villages vaccinés (peut monter à 9), 3 en milieu non vacciné

soit sur 100 poules et poulets : 58 jeunes, 34 poules, 8 coqs en milieu vacciné.

- ponte :

- . 10 à 15 oeufs par cycle de ponte que la poule couve pendant deux mois, puis nouvelle ponte. Ralentissement en saison sèche.
- . poule : 50 à 90 oeufs de 30 à 40 g par an, 90 avec une alimentation améliorée :
- 3 couvaisons par an
- taux d'éclosion moyen annuel : 60 p.100
- ponte toute l'année, mais saison des pluies plus favorable.

- croissance :

- . poids poussin : 21,6 g
- . gain moyen quotidien (GMQ) de 2 g de 0 à 6 semaines, 5 à 8 g au-delà jusqu'à 26 semaines soit un poids de 1 kg à 6 mois en milieu villageois. Gain d'un mois en élevage contrôlé. Intérêt économique d'une complémentation douteux pour ce gain de temps.

- mortalité :

- . taux très difficile à déterminer, atteint facilement 100 p.100 ; en élevage suivi vacciné et déparasité : 56,5 p.100 jusqu'au 2e mois, au-delà 7,5 p.100 par mois
- . 89 p.100 mourront sans être exploités
- . 20 poulets produits par poule
- . production réelle : 2 volailles produites par volaille reproductrice
- . causes des mortalités : maladie de Newcastle, variole, prédation.

- taux d'exploitation

- . 160 p.100 en vacciné, doublerait l'exploitation calculée sans intervention (75 p.100)
- . oeufs de poules très peu vendus.

• Chez les numidés

Les acquis sont peu nombreux :

- structure des populations :

- . rapports jeunes adultes et femelles adultes/mâles adultes difficiles à établir chez les numidés.

- Ponte :

- . autour d'une centaine d'oeufs
- . taux d'éclosion : 80 p.100
- . ponte saisonnée, en saison des pluies
- . oeufs commercialisés : ponte élevée, trop pour être couvés.

- croissance GMQ identique aux poulets jusqu'à 3 mois, inférieur au-delà.

- mortalité : taux non connu. Cause principale : la trichomonose.

Plusieurs études portent sur le logement des volailles, second grand thème d'actions après la santé. Il faut aussi noter des études sur les filières.

Ces données fort précieuses, collectées et analysées par Saunders, doivent être réactualisées et pour certaines, précisées. Il est en effet indispensable d'avoir des chiffres précis pour juger des effets des actions sur la production et aboutir à des référentiels techniques. Or, les données disponibles à ce jour ne permettent pas des calculs précis.

Il est recommandé de mettre en place un suivi d'élevage. Ce suivi sera contraignant, en particulier du fait d'une connaissance assez peu précise des effectifs par l'éleveur qui suit mal les éclosions et le devenir des poussins.

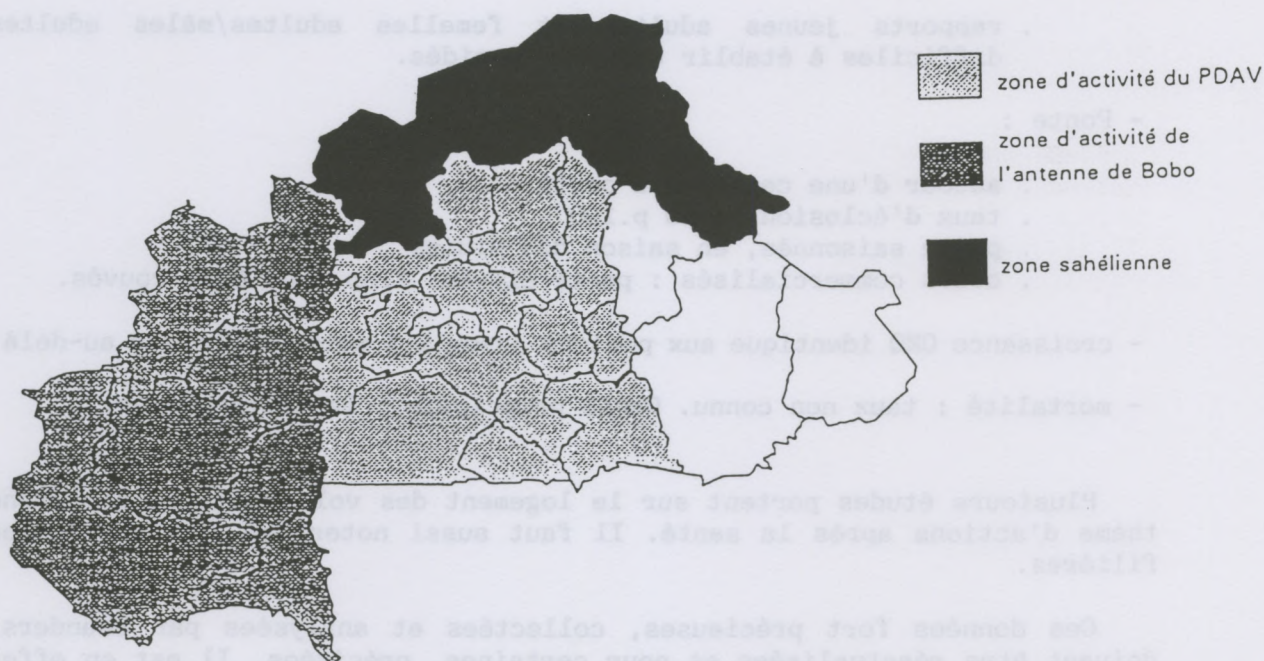
En santé, des essais sur différents types de vaccins ont été faits. L'objectif était de tester des souches thermorésistantes susceptibles de déboucher sur des vaccins plus faciles à conserver dans les conditions d'utilisation en milieu villageois. Un nouvel essai avec la souche A 300 est en cours.

4. BILAN DES EXTENSIONS

4.1. Extensions géographiques

A l'origine, le projet intervenait sur dix provinces. Il s'est étendu sur cinq provinces supplémentaires par la suite, soit un ensemble de quinze provinces autour de Ouagadougou. En 1993, le projet a étendu ses actions aux quatre provinces du Sahel et l'antenne de Bobo-Dioulasso a été créée pour la région ouest (cf. carte 4).

Carte 4 - Zones d'activités du PDAV



La zone d'intervention du PDAV dans la région ouest couvre huit provinces sur une superficie voisine de 100 000 km² (97 926), soit 36 p.100 de la surface du pays, avec une population proche de 3 000 000 d'habitants (34 p.100 de la population totale). Les groupes ethniques sont très nombreux. Le taux d'alphabétisation est voisin de celui de la moyenne nationale (13 p.100).

Sur le plan des productions animales, les effectifs de la zone ouest comprennent, par rapport au cheptel national, 31 p.100 des volailles soit 5 300 000 têtes, 37 p.100 des porcs soit 200 000 têtes, 20 p.100 des ovins et 16 p.100 des caprins soit 1 077 000 petits ruminants. De grandes variations d'effectifs sont observées entre les huit provinces de la région : la province de Kenedougou est particulièrement pauvre en animaux, alors que celle du Sourou est riche en petits ruminants et les provinces de Houet et du Poni en volailles.

Les groupements villageois sont très nombreux dans les huit provinces de la région ouest. Par rapport à cela, un certain nombre de VVV (autour de 400) ont été formés depuis près de 10 ans par les différents projets qui ont eu des interventions dans cette région. Il est difficile de préciser le nombre de VVV actifs ; un bilan s'avère nécessaire pour connaître les zones où la formation ou le recyclage seraient les plus utiles. Par ailleurs, l'importance des groupements villageois devraient théoriquement favoriser l'organisation des filières animales.

Sur l'ensemble du pays, il ne reste que les trois provinces de l'Est qui ne sont pas encadrées par le PDAV. Elles ne semblent pas pouvoir être intégrées à ce jour pour des raisons de personnel et de ressources budgétaires.

Ces extensions se justifient par la nécessité de toucher un plus grand nombre de producteurs. Elles se font par ailleurs avec une approche neuve de la distribution qui passe au maximum par l'intermédiaire de vétérinaires privés. Les fonctions de formation et de vulgarisation restent les mêmes. Une analyse fine de leurs résultats doit être faite.

4.2. Actions dans le secteur périurbain

L'élevage périurbain est une activité de production animale proche d'un centre, donc avec une facilité théorique de débouchés. Par rapport aux productions extensives observées dans les villages éloignés des centres urbains, la production périurbaine pose deux problèmes majeurs :

- la diffusion des intrants alimentaires car l'accès aux ressources alimentaires y est plus limité qu'en brousse pour des raisons d'espaces disponibles et d'une divagation de plus en plus limitée des animaux ;
- l'organisation des filières, car les producteurs ne peuvent poursuivre leur production s'ils n'ont pas de débouchés leur permettant d'avoir des fonds nécessaires à l'achat d'intrants alimentaires.

Si les activités sanitaires doivent être la porte d'entrée pour ce secteur, l'encadrement pour une amélioration des productions doit aussi prendre en compte l'organisation de l'accès aux intrants alimentaires, le conseil en alimentation, et doit considérer également l'aspect filière, notamment l'organisation de la vente.

Il faut donc s'interroger sur cet élevage périurbain. Ne serait-il pas plus exact de le dénommer "élevage amélioré" ? Saunders distingue trois types d'élevage : traditionnel, amélioré et industriel. Le premier est le secteur d'intervention du PDAV et il reste privilégié. Le second doit-il être pris en charge par le projet ?

Il est évident que le projet est déjà sollicité par une demande d'intensification. Par exemple, des petits producteurs, qui ont parfaitement assimilé la démarche sanitaire avec les vaccinations et les traitements antiparasitaires, commencent à intégrer les techniques d'amélioration sur le logement, l'alimentation et même la génétique (sélection, introduction de coqs de race améliorée). Il semble que cela ne se produit pas obligatoirement près des grands centres urbains, mais là où les circuits de commercialisation sont organisés (exemple de producteurs rencontrés à Sabou). Le projet doit-il accompagner ce type de producteurs ? La mission donne une réponse positive car c'est là une suite logique à une amélioration de la santé des animaux.

Le cas de Bobo-Dioulasso

La ville de Bobo-Dioulasso présente un point particulier et encourageant pour une amélioration des productions animales : la proximité de sous-produits agro-industriels et artisanaux. Les sous-produits du coton disponibles à Bobo-Dioulasso peuvent être utilisés pour différentes productions : la graine de coton pour les petits ruminants, le tourteau de coton pour toutes les espèces. Les drêches de brasserie industrielle

seraient principalement destinées aux porcs et aux moutons. Les sous-produits disponibles à Banfora peuvent être utilisés pour toutes les espèces (les sons) ou plus pour les porcs et les petits ruminants (mélasse). Tous les éleveurs de porcs rencontrés ont déclaré utiliser les drêches de "dolo" et le son de mil. Le son de mil est également distribué aux volailles. Par ailleurs, il semble qu'une certaine pratique des vaccinations existe pour les volailles. Plusieurs producteurs ont déclaré faire appel aux agents des secteurs public ou privé pour vacciner leurs volailles ou faire des soins à leurs petits ruminants.

Par rapport aux actions traditionnelles du projet pour la santé animale, il existe déjà un acquis chez les producteurs urbains et périurbains proches. Le projet devra donc améliorer l'importance des vaccinations et des traitements antiparasitaires par des séances de vulgarisation et une intégration immédiate des vétérinaires privés dans le circuit de distribution des intrants sanitaires. Mais pour le projet, Bobo-Dioulasso semble particulièrement original pour la mise en place d'un réseau de distribution des intrants alimentaires et pour approfondir quels aliments sont les plus rentables pour une amélioration des productions.

Cette distribution des intrants doit se faire avec une approche économique des productions. Car s'il est évident qu'une action sanitaire telle la vaccination des volailles contre la maladie de Newcastle a un effet économique immédiat par une augmentation de la productivité numérique des troupeaux, la rentabilité d'une amélioration plus qualitative (amélioration de la vitesse de croissance, de la qualité des carcasses) est plus difficile à percevoir par l'éleveur et son intérêt n'est pas immédiat. Il faut donc s'interroger sur les débouchés et sur le marché de Bobo-Dioulasso. Quelle est la demande locale ? Quelles sont les capacités de vente sur Ouagadougou ? Quelles sont les demandes pour l'exportation ? Ces questions sont fondamentales. A titre d'illustration, plusieurs éleveurs de porcs ont dit limiter leur production car les prix de vente diminuent et les prix de production deviennent trop élevés ; il semble que cela tienne à une augmentation du prix de la drêche de "dolo" liée à une augmentation de la demande et à une organisation des acheteurs ou des bouchers qui diminuent les prix par rapport à une offre dispersée. Un éleveur de porcs avec une porcherie de type industriel et des animaux de la race de Korhogo, quant à lui, cherche des débouchés sur Ouagadougou car le marché de Bobo-Dioulasso est insuffisant pour sa production. Pour la production de petits ruminants, la question des débouchés se pose pour les moutons surtout : comment rentabiliser une production avec des intrants alimentaires et sanitaires réguliers ? Pour les volailles, il semble que les débouchés soient plus faciles à trouver actuellement.

Les actions du projet dans le secteur périurbain de Bobo-Dioulasso posent de façon concrète les questions d'une évolution des thèmes de vulgarisation par rapport aux actions sanitaires initiales et l'intégration d'une connaissance des filières pour orienter les actions. Ces points s'intègrent toujours à l'objectif principal du projet : le développement des espèces à cycle court dans les villages, mais dans un cadre géographique particulier.

Quant à la mise en place d'une distribution d'intrants alimentaires, il faudra proposer une organisation, soit à partir des vétérinaires privés qui ne doivent pas obligatoirement limiter leurs actions à la santé, soit par des commerçants traditionnels qui peuvent vendre des aliments pour animaux, soit par des groupements. Pour cette organisation des intrants alimentaires, les sociétés fabriquant les sous-produits devront être consultées.

4.3. Diversification aux petits ruminants et aux porcs

4.3.1. Petits ruminants

Les ovins et les caprins sont une part importante du petit élevage au niveau du village. Il est souhaitable de différencier les grands troupeaux des petites unités de production. Ceci doit se faire avec une analyse des activités et des ventes selon les provinces.

4.3.2. Porcs

L'élevage porcin présente quelques particularités par rapport aux autres espèces. Son importance économique n'est pas négligeable, la viande de porcs représentant 12 p.100 de l'ensemble des viandes commercialisées avec un marché très orienté vers les villes.

Cet élevage est localisé dans une bande en demi-lune qui va de l'est au sud-ouest du pays. Les porcs ne sont guère élevés dans les provinces bordant le nord du pays (cf. enquête de faisabilité d'un projet d'assistance à l'élevage porcin, Pélissier, 1988). Les effectifs par exploitation sont toujours limités, de 6 à 8 têtes de "porcins moyens" dans le centre du pays.

Il semblerait que la pathologie ne soit pas un facteur limitant de la production. Pélissier impute un fort pourcentage de mortalité à des erreurs dans la gestion du troupeau (divagation, logement inadapté) et à des troubles métaboliques d'origine alimentaire. La pathologie, principalement d'origine parasitaire, entraîne une baisse de production difficile à chiffrer tant par les effets zootechniques que par les mortalités qu'elle génère.

Lors de la mission, tous les éleveurs rencontrés ont fait état de trois éléments majeurs :

- la diminution de l'espace disponible et les vols ou "coups de bâton" qui limitent et même interdisent la divagation des animaux et, en conséquence, l'accès aux ressources alimentaires, entraînant ainsi l'obligation d'acheter des aliments ;
- l'approvisionnement en intrants alimentaires à des coûts élevés, en particulier la drèche de brasserie, et la difficulté et/ou l'ignorance d'obtenir d'autres aliments ;
- l'abaissement des prix de vente des animaux. La plupart des élevages visités sont en train de limiter leur production : passage de 4-9 truies à 1-2 truies.

Le développement de cet élevage semble donc passer par une organisation de l'approvisionnement en aliments, accompagnée de conseils en alimentation et en techniques d'élevage, ainsi que par une organisation des producteurs dans le cadre de la filière. Ces aspects seraient nouveaux pour le projet. Il faut également sensibiliser les éleveurs à des traitements antiparasitaires.

5. BILAN DE LA GESTION DU PDAV

Le bilan de la gestion du PDAV se décompose comme suit :

- une analyse rapide des moyens ;
- un examen des méthodes de gestion ;
- une approche de la rentabilité de la fonction approvisionnement qui pourrait être concernée par la politique de privatisation.

5.1. Analyse rapide des moyens

5.1.1. Les investissements

La liste des principaux investissements du PDAV fait l'objet de l'annexe 2. Actuellement, le PDAV dispose d'un parc automobile important acquis en 1993 (8 véhicules dont 7 camionnettes Toyota, 1 Nissan Patrol) auquel il faut ajouter 2 Pick-up Peugeot et un Break 405. Ce parc est réparti entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. La plupart des engins à deux roues (10 motos) ont été acquis en 1990.

Parmi les investissements lourds, il faut souligner l'existence d'une chambre froide et d'une armoire frigo importante affectée à Bobo-Dioulasso. Cet équipement est nettement suffisant pour le stockage des produits vétérinaires devant être conservés au froid. L'inventaire complet des autres appareils de froid, frigidaires et congélateurs, avec des indications sur leur état, est en cours de réalisation.

Quant aux bureaux de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, il faut souligner un effort important d'entretien des locaux et du mobilier ainsi que le bon fonctionnement du matériel (informatique, reprographie, climatisation, communication).

Le matériel réservé à la vulgarisation est suffisant pour trois équipes de vulgarisateurs. Ce matériel vient d'être complété par un magnétoscope et deux groupes électrogènes.

Le matériel n'est pas valorisé sur les états du PDAV. Une estimation partielle a été faite par les consultants à partir d'états d'engagement et de paiement de la convention 280/CD/91/02.M intitulée "Appui sectoriel élevage". L'examen des investissements n'a pas fait l'objet d'investigation de la mission d'audit sur le "fonds de roulement".

5.1.2. Le personnel

Le personnel du PDAV est fonctionnaire ou contractuel. Les salaires des fonctionnaires sont affectés au budget du MARA, ceux des contractuels imputés à la convention FAC.

La liste et la qualification du personnel font l'objet de l'annexe 6. Le personnel fonctionnaire comprend 11 agents, 1 docteur vétérinaire (directeur), 4 ingénieurs d'élevage, 1 ingénieur de travaux, 4 assistants d'élevage et 1 agent technique d'élevage. Les cadres du PDAV sont actuellement fonctionnaires. La fonction approvisionnement emploie 1,7 cadre et 5,5 agents d'exécution.

5.2. Analyse des méthodes de gestion

La comptabilité tenue par le PDAV a eu pour objectif essentiel la justification de l'utilisation des fonds des conventions FAC dont le montant cumulé atteint la somme de 21,591 millions de FF, y compris les fonds résultant du produit de la vente des médicaments appelé "fonds de roulement".

Le mode de comptabilité en partie simple, outre le risque d'erreur qu'il comporte, n'a pas été conçu pour servir de base à une gestion rationnelle du PDAV et en particulier pour déterminer de façon analytique précise le coût des fonctions essentielles souvent entremêlées : approvisionnement et distribution, formation, vulgarisation, animation, expérimentation. Un effort important est actuellement en cours mais n'a pas permis au consultant de disposer d'un bilan comptable précis du PDAV. Toutefois, les éléments recueillis permettent d'approcher à la fois les comptes de bilan et de résultats et de réaliser une approche de la rentabilité possible de certains secteurs du PDAV.

5.2.1. Situation en février 1992

- . Rappel des principales conclusions de l'audit du fonds de roulement

L'audit réalisé par la "Fiduciaire d'Expertise comptable et de Contrôle de Gestion" des exercices 1990/1991 et 1991/1992 (remis en février 1993) du fonds dit de roulement du PDAV a porté sur le contrôle comptable du fonds, l'analyse du fonctionnement du fonds, l'analyse de la gestion des stocks et l'analyse des coûts. Diverses recommandations ont été proposées pour améliorer la gestion du fonds.

Cet audit fait ressortir diverses insuffisances :

- au niveau de la gestion des principaux comptes :
 - . pour les immobilisations, un manque d'enregistrement et de suivi (inventaires irréguliers...) ;
 - . pour les stocks, l'inexistence de fiches par produit, le manque de bordereaux de réception et de livraison, l'évaluation des stocks en fin d'année à leurs prix de vente ;
 - . pour la caisse, un certain manque de rigueur dans l'enregistrement de diverses pièces, une ventilation insuffisante de celles-ci.
- au niveau de l'analyse des coûts :
 - . le mode d'enregistrement des coûts ne permet pas de calculer les prix de revient des produits au cours des diverses étapes de la chaîne de distribution et, par conséquent, d'établir un mode de fixation des prix de vente avec un réel objectif de rentabiliser l'entreprise ;
 - . le chevauchement des tâches de direction et de tenue directe de la caisse par le directeur était souligné ;

- . dans ce contexte, la FIDEXO émettait un jugement particulièrement réservé sur toute possibilité de privatisation de l'activité de distribution des produits vétérinaires du PDAV.

5.2.2. La situation actuelle

Un effort important d'organisation de la gestion est actuellement en cours sous l'impulsion et le contrôle du directeur. Les activités de comptabilité, de tenue de caisse et de direction sont clairement séparées. Le directeur exerce un contrôle régulier et strict des activités du comptable et du caissier.

Un progrès considérable est réalisé dans la tenue du livre de caisse. Toutefois, il convient d'enregistrer toutes les avances et tous les remboursements.

Au niveau de la tenue des comptes, la direction, malgré ses efforts, n'obtient pas les éléments comptables précis, indispensables à la bonne gestion du PDAV. La réforme de la comptabilité générale entreprise s'est matérialisée par l'ouverture des journaux recommandés par l'audit :

- livres de caisse,
- livre de banque,
- élaboration de fiche produit,
- ouverture des principales rubriques permettant la tenue d'une véritable comptabilité en partie double,
- tenue d'états mensuels récapitulatifs de ventes,
- vérification des fiches de stocks et contrôle des stocks,
- diverses fiches d'élaboration des coûts de revient.

Un inventaire valorisé doit être réalisé avant la fin de chaque exercice.

Pour la plupart du matériel, il n'a pas été possible au PDAV de fournir les états justificatifs au cours de cette mission. Il faut souligner, dans la rédaction des rapports annuels, une évolution inquiétante dans la présentation des stocks et investissements. Une liste importante apparaît au rapport 1989, non valorisée ; en 1990, la liste détaillée n'apparaît plus mais les grandes rubriques d'investissements font état des matériels acquis. En 1991, une seule ligne résume les dépenses par chapitre. Toutefois, la gestion de la mission de coopération permet de retrouver les références des dépenses.

C'est à partir de cette liste et de l'état mensuel des investissements remis par le PDAV que les consultants ont fait une approche rapide, non comptable, des investissements.

5.3. Recommandations

Compte tenu des perspectives d'évolution du PDAV, les consultants recommandent :

- de poursuivre l'effort d'organisation actuel ;
- d'accélérer la mise en place d'un système de gestion moderne informatisé ;

- de mettre en place une véritable comptabilité analytique permettant d'analyser les coûts des principales fonctions du PDAV et la rentabilité effective des activités éventuellement privatisables. Quatre domaines d'activité principaux devraient faire l'objet d'une analyse particulière :

- . la fonction approvisionnement en séparant les activités de grossiste-importateur ;
- . la fonction de distribution et de vente au détail ;
- . la fonction d'animation, d'encadrement et de vulgarisation ;
- . la fonction de formation.

Le système comptable à mettre en place doit permettre une analyse régionalisée afin de pouvoir s'insérer dans un projet sectoriel élevage. Un logiciel de comptabilité analytique a été acquis.

Pour préparer le PDAV à ses futures tâches, le renforcement des actions d'amélioration actuelles du système de gestion devrait être complété par un apport de formation à deux niveaux :

- un stage de courte durée de gestion d'entreprise permettant au directeur du PDAV d'acquérir les compléments utiles pour informatiser le mode de gestion, améliorer la comptabilité générale, contrôler la mise en place d'une comptabilité analytique adaptée et établir un véritable tableau de bord pour la gestion de son entreprise ;
- un stage de formation générale pour le comptable dont le niveau est insuffisant pour mettre en place et utiliser au mieux le système de comptabilité générale et analytique adaptée aux besoins d'une gestion rigoureuse du PDAV.

Les investissements réservés à la fonction approvisionnement doivent être identifiés et les amortissements calculés.

Les comptes de résultats présentés dans les rapports annuels n'ont pas été débités de la valeur de dotation aux amortissements.

Le tableau 15 présente le compte d'exploitation simplifié et estimé de la fonction approvisionnement du PDAV.

Le montant des charges de la fonction approvisionnement du PDAV, estimé à partir des pièces comptables remises par le PDAV ou la mission, hors dotation aux amortissements, pertes sur stock et frais financiers, représente environ 68 p.100 du chiffre d'affaires réalisé en 1992 par les VVV.

Parmi les charges qui paraissent insupportables, il faut relever :

- les indemnités des chefs ZERA qui s'élèvent à 12 p.100 du chiffre d'affaires de la fonction approvisionnement. Ces charges sont voisines de celles du personnel directement affecté : 14 p.100 ;
- les frais de fonctionnement de la chaîne de froid décentralisée : 11 p.100. Ces frais sont supérieurs à l'entretien et au fonctionnement des véhicules qui sont de l'ordre de 8 p.100.

La marge brute réalisée sur les produits rendus au PDAV est estimée à 16 120 000 F CFA, soit 59 p.100 sur le prix d'achat rendu.

Le déficit d'exploitation de la fonction approvisionnement du PDAV n'autorise pas, sans réformes et modifications importantes, la privatisation de ce service, déficit qui, rappelons-le, atteint près de 25 p.100 du chiffre d'affaires du PDAV.

Les réformes les plus urgentes à entreprendre sont de trois ordres :

- une négociation plus serrée des achats auprès du laboratoire qui occupe actuellement une position de quasi-monopole. La direction a entrepris une démarche dans ce sens avec succès et obtenu une remise de 10 p.100 ;
- la réforme du système de distribution par les ZEE qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 1 300 000 F CFA. Dans ce cas, les frais fixes par VVV sont supérieurs à 15 p.100 du chiffre d'affaires. L'objectif de 2 millions de F CFA (10 p.100 du chiffre d'affaires) serait un objectif raisonnable ;
- l'arrêt des ventes à perte : VPV pour les ZEE ; VPV et VSP pour les vétérinaires.

Au vu du résultat d'exploitation, tel qu'il apparaît, la fonction approvisionnement n'est pas privatisable.

Pour 1993, l'objectif de vente de deux millions de doses de vaccin étant atteint, l'accroissement du chiffre d'affaires serait supérieur à 19 p.100 par rapport à l'exercice précédent, ce qui autoriserait une réduction du déficit de l'ordre de 50 p.100.

Il est vraisemblable que le système de gestion actuel, avec l'accroissement des ventes d'autres produits (biastrangle), permettra de réduire encore le déficit pour 1993 de 4 à 5 millions de F CFA (les pertes au niveau du VPV et du VSP sont très importantes). Dans ces conditions, le PDAV serait en mesure d'aborder plus sereinement la phase de préparation pour la privatisation de la fonction approvisionnement.

Les autres fonctions, qui ne génèrent pas de ressources (formation et vulgarisation), ne peuvent être privatisées.

L'analyse des conditions d'évolution du PDAV fait l'objet de la deuxième partie de ce rapport.

Tableau 15 - Compte d'exploitation simplifié 1992 de la fonction approvisionnement du PDAV

CHARGES		PRODUITS	
Intitulés	1000 F CFA	Intitulés	1000 F CFA
Achats produits (1)	27 000	Ventes de produits	49 000
Pertes sur stocks (2)	540		
Impôts et taxes (3)			
Salaires et charges			
Personnel du PDAV	6 700		
Indemnités de suggestion	500		
Indemnités de tournées	1 020		
Indemnités des chefs de ZERA	6 120		
Récompenses des VVV	3 500		
Total salaires et charges	17 840		
Fonctionnement			
Entretien des locaux	1 000		
Assurances	300		
Entretien et fonctionnement des véhicules	3 900		
Entretien et fonctionnement des frigidaires	5 500		
Total fonctionnement	10 700		
Dotation aux provisions	5 000		
Frais financiers et de banque	500		
Total des charges	61 580	Total des ventes	49 000
Déficit d'exploitation		12 580	

(1) Achat de produits (achats rendus magasin)

(2) 2 p.100 de la valeur d'achat

(3) Taxes incluses dans le coût d'achat des produits, salaires et charges.
Le PDAV n'est pas soumis aux taxes d'importation sur véhicules et produits vétérinaires (ils sont estimés à 6 500 000 F CFA par M. Buron)

DEUXIEME PARTIE

-

L'EVOLUTION DU PDAV

-

BREVE ANALYSE
DU NOUVEAU CONTEXTE ECONOMIQUE

La dévaluation intervenue tout récemment a bouleversé l'environnement économique du PDAV. Sans politique particulière de soutien aux importations, le prix des produits vétérinaires rendus dans les magasins du PDAV va doubler ainsi que celui du matériel importé (véhicules, motos, vélos, pièces de rechanges). Les prix rendus magasin représentent 30 p.100 du prix payé par les paysans pour les vaccins.

Les prévisions d'évolution des salaires sont délicates à établir. Une hypothèse de 30 p.100 de hausse a été retenue pour 1995.

Le coût d'énergie dépendra de la politique au niveau des taxes. Si celles-ci sont maintenues, il ne devrait pas dépasser 20 à 25 p.100.

Face à cette augmentation des charges, il serait logique de prévoir une augmentation des prix de vente des volailles villageoises, des porcs et des petits ruminants.

La politique choisie par le Burkina Faso de développer la production des animaux a permis à la filière de prendre une avance technique et organisationnelle par rapport à ce type de production dans les autres pays.

Les filières de production moderne, à forte utilisation d'intrants importés et de main-d'oeuvre vont devoir répercuter l'augmentation des coûts de production. La filière villageoise va se trouver dans un contexte concurrentiel plus favorable.

C'est pourquoi, avec une collaboration étroite avec le secteur vétérinaire privé, une politique de technico-commercial dynamique vis-à-vis des organisations paysannes, des VVV, et des divers intervenants de la chaîne de distribution, le PDAV devrait être capable de s'adapter à cette nouvelle conjoncture économique.

Les consultants ont, dans ce contexte, gardé des objectifs de croissance limités des effectifs et légèrement diminué la vitesse de croissance de l'extension du PDAV et du pourcentage des taux de couverture du marché.

En supposant que le prix des volailles augmente de 20 p.100, le coût supplémentaire de la dose vaccinale représenterait 5 à 6 p.100 de l'accroissement du prix du poulet. La marge des producteurs devrait donc s'améliorer.

Le besoin de s'adapter au contexte en évolution va nécessiter un suivi technico-économique précis des producteurs pour les agents de la chaîne de distribution et un contrôle rigoureux de leur activité.

1. OBJECTIFS GENERAUX SOUHAITES PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES

Ces objectifs sont clairs.

1. Le PDAV doit prendre en charge le développement des animaux villageois (petits ruminants, volailles, porcs) pour l'ensemble du territoire.
2. Ce développement doit se faire en concertation étroite avec les services des ministères concernés par la santé et la production animales et favoriser le programme de privatisation des professionnels de l'élevage et, en particulier, des vétérinaires.
3. Le PDAV doit lui-même privatiser son activité approvisionnement dès 1996, si possible fin 1995 si l'analyse économique fait ressortir un équilibre financier de ce secteur.

2. ANALYSE DE L'EVOLUTION POSSIBLE DES ACTIVITES DU PDAV

Deux approches sont possibles dans l'évolution du PDAV. L'une apparaît parfaitement logique en première analyse. Elle consiste à arrêter complètement courant 1995 l'activité dans les régions ayant bénéficié d'un appui du projet depuis longtemps. Parallèlement, de nouveaux secteurs indépendants les uns des autres seraient ouverts, toute structure centrale devenant inutile. Cette proposition ne tient pas compte de :

- l'évolution récente du fonctionnement du PDAV ;
- la mise en place du secteur privé qui se fait et se fera, en priorité, dans les régions à fort potentiel d'activité pour les vétérinaires : c'est-à-dire dans la zone sud-soudanienne. Or, la zone d'activité la plus ancienne du PDAV est la zone nord-soudanienne ;
- la nécessité de pouvoir s'appuyer sur une structure d'approvisionnement adaptée aux besoins du PDAV et rentable. Or, la rentabilité de cette structure dépend de son chiffre d'affaires. Cette structure devra, à terme, évoluer vers une ou plusieurs organisations polyvalentes de type privé, capables de prendre en charge l'ensemble des dépenses liées à son activité dans la filière.

C'est pourquoi les consultants proposent une seconde voie pour l'évolution du PDAV qui comporte les étapes suivantes :

- entre 1994 et 1995
 - équilibre du budget de la fonction approvisionnement basé sur la réforme du système de distribution, l'arrêt de quelques ventes à pertes, une négociation avec les fournisseurs favorisant la compétition et un accroissement des ventes.
 - poursuite des réformes organisationnelles.

- fin 1995

- pour la fonction approvisionnement, création d'une Société mixte d'Intérêt agricole (SMIA) ou, si possible, de type SICA. Cette société sera chargée de l'approvisionnement en vaccins et produits vétérinaires et de leur distribution aux vétérinaires privés travaillant en liaison avec le PDAV, et à une structure de type actuel (dans l'attente d'un relais privé).

Cette structure aura une fonction importation, elle aura également la possibilité d'évoluer en structure d'approvisionnement en intrants alimentaires et matériel d'élevage destinés aux animaux villageois. La fonction approvisionnement sera donc privatisée à court terme et supportera les charges de distribution.

Il ne rentre pas dans les attributions de cette étude d'établir le compte d'exploitation prévisionnel précis de cette structure. Toutefois, une première approche figurant dans l'annexe 7 montre toute son importance et ses capacités de prendre en charge, de façon progressive, une partie des dépenses des cellules technique et de formation.

- pour la fonction formation, sensibilisation des nouveaux secteurs, appui technique, qui ne peut être prise en charge dès 1995, le PDAV devrait poursuivre cette activité avec l'aide du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales et de divers bailleurs de fonds.

Cette dernière fonction pourrait être coordonnée par deux cellules dont les fonctions et l'organisation sont définies ci-après.

2.1. Définition des activités nouvelles du PDAV

Il est proposé que le PDAV soit organisé en deux cellules d'appui, en parallèle à la cellule d'approvisionnement. L'une porterait sur les aspects techniques du projet, l'autre sur la formation et la communication.

2.1.1. Cellule technique et d'appui à la vulgarisation

Cette cellule aurait en charge les aspects techniques des actions en santé et production animales, tant au niveau des producteurs qu'au niveau de la recherche, ainsi que les aspects de vulgarisation auprès des producteurs. Elle serait composée de trois agents spécialisés respectivement pour les volailles, les petits ruminants et les porcs, assistés de trois observateurs.

Les grands points d'action de cette cellule porteraient sur :

- les aspects techniques des élevages ;
- les suivis des exploitations ;
- le suivi des actions de recherche-développement ;
- la vulgarisation : contenu des thèmes à vulgariser, actions de vulgarisation auprès des producteurs.

a) Aspects techniques des élevages

Il est nécessaire d'avoir les connaissances utiles pour l'établissement de référentiels techniques des différentes productions animales encadrées par le projet. Ces connaissances porteront sur la pathologie, les moyens de lutte contre les affections majeures, l'alimentation et les techniques d'élevage. Elles doivent correspondre au niveau de production des exploitations familiales dans les villages allant d'un mode traditionnel à un mode amélioré.

Dans le cas de l'élevage porcin, l'agent spécialisé sera localisé à Bobo-Dioulasso. Il devra intégrer dans son approche le problème des débouchés qui semble crucial pour cette production animale.

Cette cellule devra hiérarchiser les aspects techniques utiles au développement et bien les formuler avant de les transmettre à la cellule de formation-communication qui aura pour mission de mettre ces messages techniques dans la forme la plus appropriée pour la vulgarisation ou la formation.

Cette cellule doit identifier les intrants utiles au développement et les modifier si nécessaire (cf. annexe 6).

b) Le suivi des exploitations

Le PDAV a des actions originales pour le développement des espèces à cycle court. Il y a une foule d'informations à retirer des actions menées sur les volailles, tant pour le Burkina Faso que pour les autres pays souhaitant développer le petit élevage villageois. Il apparaît aujourd'hui comme une mission et un devoir pour le projet de formaliser ces acquis sur le plan technique et économique. Cela doit être fait en relation étroite avec des personnes compétentes en méthodologie d'acquisitions des données, en suivis des animaux et des exploitations, et en analyses des données. A ce niveau, des organismes de recherche apparaissent les plus compétents pour un appui. Le CIRAD-EMVT est disposé à étudier cet aspect avec les agents du projet qui doivent instaurer un dialogue aboutissant à des protocoles, à des acquisitions de résultats et de traitements qui seront suivis par un encadrement de chercheurs. Ces actions doivent être traitées avec rigueur. Les coûts pour ce travail doivent être calculés et le projet devra dégager du fonctionnement.

Cette connaissance doit être acquise au niveau des troupeaux gérés par les producteurs eux-mêmes. Ce sont donc des suivis d'exploitation et de troupeaux qui doivent être mis en place pour aboutir à une analyse des productions et des effets du projet.

Comme l'écrivait Saunders en 1984, "la connaissance des performances et des paramètres de production des volailles de souche locale apparaît comme une nécessité primordiale, car l'absence de données enlève beaucoup de significations aux évaluations de la production. Une inconnue principale est le nombre de sujets produits par volaille reproductrice".

Il est indispensable que de ces suivis débouchent des connaissances précises sur :

- les paramètres zootechniques,
- les résultats économiques des actions de développement,
- la part du produit des ventes dans le budget des familles.

Le document fort complet de Saunders sur "l'aviculture traditionnelle en Haute-Volta"² doit servir de base à une réactualisation des connaissances. Les actions doivent être évaluées par rapport à 1984.

c) Le suivi des actions de recherche-développement

Des actions ont déjà été faites en recherche-développement. Il convient d'en faire un bilan, les différents intervenants dans ces travaux n'étant plus présents. Il existe un problème de mémoire "institutionnelle" du fait des changements de personnes, qu'il faut limiter par ce bilan et par une analyse de synthèse écrite des acquis.

Le projet doit principalement se concentrer sur les suivis dans les années à venir et montrer sa compétence dans la connaissance des troupeaux pour lesquels il intervient. Les actions de recherche-développement doivent donc être limitées à des évaluations d'innovations techniques en santé et en zootechnie. Ces actions devront inclure une approche économique.

d) Actions de vulgarisation

L'équipe technique aura pour charge les actions de vulgarisation auprès des producteurs. Elle identifiera les thèmes, donnera le contenu à l'équipe de formation, participera à la mise en forme du message et, enfin, assurera les séances de vulgarisation. Cette équipe doit avoir un contact très étroit avec les producteurs, être à leur écoute, les conseiller et encadrer ceux qui s'engagent vers un début d'intensification.

2.1.2. Cellule de formation et de communication

Cette cellule aurait en charge :

- l'ensemble des actions portant sur la formation,
- le suivi des VVV,
- la mise en forme des messages de vulgarisation.

a) La formation

La formation restera une action importante du projet. Son objectif est de transmettre un message technique aux vulgarisateurs. Les informations doivent être simples, les applications précises, la pratique importante. Il faut s'attacher à bien faire comprendre le pourquoi des actions, sans y inclure trop de théorie. Il faut insister sur le "message économique", tant pour le vulgarisateur que pour le producteur. Le contenu existe déjà dans les supports actuels qui doivent être réorganisés et renouvelés dans leur présentation.

Cette formation doit maintenant mieux tenir compte des personnes auxquelles elle s'adresse. Pour cela, les VVV doivent être connus, comme cela est exposé dans le paragraphe ci-dessous. La formation doit également concerner les personnes assurant l'encadrement vétérinaire. Il faut avoir des actions de formation aux techniques de vulgarisation des agents du ZERA responsables de l'encadrement régulier des VVV, ainsi qu'au niveau des SPRA, CRPA et des vétérinaires privés. Des sessions de recyclage sur la pathologie et la zootechnie doivent aussi être organisées. Cela doit se faire sur des thèmes précis.

² SAUNDERS (M.J.) - Aviculture traditionnelle en Haute-Volta. Synthèse des connaissances actuelles et réflexions autour d'une expérience de développement (1979-1984). Tome II.

Enfin, un ensemble de formations doit être envisagé pour le personnel du projet qui doit répondre aux besoins des techniciens et des cadres, soit responsables de la gestion, soit ayant des fonctions techniques, soit en charge de la communication.

b) Le suivi des vulgarisateurs volontaires villageois

Les VVV constituent un groupe d'acteurs du développement qui est très mal connu. Il est nécessaire de mieux connaître ces hommes par des enquêtes socio-économiques qui permettront de savoir si le groupe est très hétérogène ou non.

Par ailleurs, comme cela a été écrit précédemment, peu d'éléments sont disponibles pour faire une analyse de la faible proportion des VVV actifs par rapport aux VVV passifs. Il est nécessaire de faire une analyse sur ce point. Au-delà des critères relatifs à l'âge, aux qualités humaines et sociales et à la propriété d'un moyen de locomotion qui guident le choix des personnes proposées pour une formation, il faut étudier d'autres critères dont le taux d'alphabétisation, les distances avec les lieux d'approvisionnement, la densité des lieux des marchés, la proximité des voies de communication favorisant les ventes, etc., soit un ensemble de facteurs de continuité ou d'arrêt des actions. Le projet doit absolument s'investir sur les critères de sélection et aboutir à une méthodologie de dialogue avec les personnes qui proposent des noms et peut-être un premier entretien avec les personnes désignées dans le but de faire une sélection.

Il faut également s'interroger sur la tradition des récompenses qui semble être importante dans les motivations. Que deviendra-t-elle dans le cadre d'une privatisation ? Doit-on la maintenir telle quelle, ou imaginer une organisation régionale sous forme de fête agricole avec remise de prix dont le financement est à prévoir ? L'impact social de ces récompenses doit être mieux apprécié pour mettre en place une stratégie de distinction des bons agents.

c) La mise en forme des messages de vulgarisation

La vulgarisation s'adresse aux producteurs. Il apparaît qu'un renouvellement des méthodes et des supports est nécessaire. Par rapport au départ du PDAV sur les facteurs pathologiques primaires de la production avicole, les actions du projet aboutissent à différencier plusieurs niveaux de production. Il faut donc identifier les questions propres à chaque niveau et adapter la formation. Il faut s'intéresser davantage aux opérations d'intensification.

Le montage audiovisuel actuel est très général et correspond à une approche globale de l'élevage des volailles et à quelques points de l'élevage des petits ruminants. Il doit être recomposé en plusieurs montages axés chacun sur un thème technique précis qui correspond aux besoins des producteurs. Par exemple, une sensibilisation à la pathologie, une autre au logement, une à l'élevage des poussins, une à l'alimentation. Ces montages doivent être d'une durée de 20 à 30 minutes et les méthodes doivent aboutir à instaurer un dialogue ou une expression des producteurs.

Le projet doit aussi trouver une forme de restitution de ses résultats et des données techniques acquises aux producteurs. Il y a là un dialogue à modifier. Sur le plan du matériel, il faut s'interroger sur une utilisation éventuelle de caméra vidéo avec les villageois pour acteurs.

2.2. Prévisions d'activités pour la période 1995-2000

L'extension géographique du PDAV devrait être terminée fin 1995, début 1996. Rappelons qu'actuellement, quinze provinces de la région Centre sont couvertes. Pour les huit provinces de la zone ouest du PDAV, le programme d'encadrement, axé en priorité sur la participation des vétérinaires privés, est en voie d'achèvement. La zone sahélienne (trois provinces) et la province du Yatenga sont en cours de sensibilisation ; elles forment la zone nord du PDAV.

La région Est devrait faire partie de la zone d'activité du PDAV, soit fin 1995, soit en 1996. Cette dernière extension dépendra des moyens financiers et matériels du PDAV en 1995. Les consultants recommandent au PDAV d'axer en priorité ses efforts sur l'amélioration de l'organisation interne et, éventuellement, de différer d'un semestre son programme sur les trois provinces constituant la zone est.

Dans ce contexte, les activités prévisionnelles du PDAV sont présentées en deux tableaux. Le tableau 16 résume les effectifs totaux des provinces et les effectifs des zones d'activité du PDAV. Le potentiel d'encadrement du PDAV à fin 1995 serait de 90 p.100 de l'effectif avicole et de 87 p.100 de celui des petits ruminants. L'activité porcine ne devrait débuter de façon significative qu'en 1996. Le tableau 17 reprend les mêmes éléments pour l'an 2000. La couverture du pays sera alors totale.

Les tableaux 18 et 19 font état des activités prévisionnelles en 1995 et 2000. Ces prévisions tiennent compte de trois paramètres :

- les paramètres de croissance régionalisés des effectifs,
- le taux de couverture des diverses régions,
- la diversification des activités (en particulier vaccination des petits ruminants avec le vaccin homologue peste des petits ruminants) et la prise en compte du secteur villageois porcin.

La carte 4 présente la densité du cheptel porcin par province.

En ce qui concerne les petits ruminants, les activités en 1995 devraient concerner 3 p.100 des effectifs et se limiter à un simple déparasitage. Pour les volailles de la zone nord-soudanienne (région Centre), le taux de couverture maximal est fixé à :

- 30 p.100 pour les deux provinces où ce chiffre est actuellement déjà atteint ;
- 25 p.100 pour les provinces ayant déjà de bons résultats ;
- 20 p.100 pour les autres provinces bénéficiant d'un encadrement ancien.

Pour l'ensemble des provinces nouvelles, 5 p.100 des volailles devraient être vaccinés en 1995. Un coefficient intermédiaire est fixé pour les provinces du CRPA du Centre-Nord. Les taux de déparasitage des volailles sont eux aussi régionalisés et tiennent compte de l'activité antérieure.

Tableau 16 - Effectifs prévisionnels des animaux villageois en 1995

EFFECTIFS REGIONALISES 1995								PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV			
	CRPA & ZONES	PROVINCES	PORCS	OVINS	CAPRINS	TOTAL PR	VOLAILLES	EFFECTIFS		% PAR ZONE	
								TOTAL PR	VOLAILLES	TOTAL PR	VOLAILLES
111	SAHEL	OULDALAN	0	120 200	233 700	353 900	108 561	353 900	108 561		
112	SAHEL	SENO	400	306 000	785 000	1 091 000	559 995	1 091 000	559 995		
113	SAHEL	SOUM	600	193 400	423 200	616 600	320 058	616 600	320 058		
120	SAHEL		1 000	619 600	1 441 900	2 061 500	988 614	2 061 500	988 614	100,00%	100,00%
211	CENTRE NORD	BAM	5 300	160 029	221 685	381 714	308 597	381 714	308 597		
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	4 300	208 738	259 463	468 201	479 981	468 201	479 981		
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	11 800	358 261	423 949	782 211	811 287	782 211	811 287		
221	EST	GNAGNA	3 200	241 211	428 619	669 829	697 102				
231	NORD	YATENGA	7 500	541 530	651 471	1 193 001	1 051 437	1 193 001	1 051 437		
240	SUB-SAHEL		32 100	1 509 769	1 985 187	3 494 956	3 348 404	2 825 127	2 651 302	80,83%	79,18%
311	CENTRE	GANZOURGOU	5 300	345 527	342 874	688 400	765 656	688 400	765 656		
312	CENTRE	KADIOGO	16 000	40 538	35 444	75 982	228 582	75 982	228 582		
313	CENTRE	OUBRITENGA	29 800	224 974	281 218	506 192	765 656	506 192	765 656		
321	CENTRE EST	BOULGOU	17 100	264 451	177 114	441 565	777 117	441 565	777 117		
322	CENTRE EST	KOURITENGA	10 600	182 102	182 845	364 947	582 811	364 947	582 811		
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	65 100	194 730	261 692	456 422	937 040	456 422	937 040		
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	44 900	135 621	126 813	262 435	594 272	262 435	594 272		
341	CENTRE SUD	BEZEGA	22 400	208 738	242 272	451 010	937 040	451 010	937 040		
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	5 300	87 018	82 243	169 261	251 504	169 261	251 504		
351	EST	GOURMA	17 100	289 920	369 191	659 111	685 747				
352	EST	TAPOA	18 200	91 582	144 005	235 586	479 981				
361	MOUHOUN	KOSSI	28 800	240 043	181 677	421 721	822 854	421 721	822 854		
361	MOUHOUN	SOUROU	23 500	237 709	294 907	532 616	742 840	532 616	742 840		
371	NORD	PASSORE	24 500	147 188	177 114	324 303	514 258	324 303	514 258		
380	NORD-SOUDANIEENNE		328 600	2 690 142	2 899 411	5 589 553	9 085 358	4 694 855	7 919 629	83,99%	87,17%
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	37 400	126 389	154 192	280 581	514 258	280 581	514 258		
412	BOUGOURIBA	PONI	31 000	77 680	148 568	226 248	1 131 345	226 248	1 131 345		
421	CENTRE OUEST	SISSILI	13 900	135 621	145 066	280 687	617 088	280 687	617 088		
431	CENTRE SUD	NAHOURI	7 500	47 542	53 697	101 238	434 243	101 238	434 243		
441	COMOE	COMOE	8 600	95 084	78 847	173 931	662 826	173 931	662 826		
451	HAUTS BASSINS	HOUET	37 400	161 196	132 544	293 740	948 501	293 740	948 501		
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	1 000	44 040	30 881	74 921	285 781	74 921	285 781		
461	MOUHOUN	MOUHOUN	31 000	136 895	121 189	258 084	754 195	258 084	754 195		
470	SUD-SOUDANIEENNE		167 800	824 446	864 984	1 689 430	5 348 236	1 689 430	5 348 236	100,00%	100,00%
500	TOTAL GENERAL		529 500	5 643 958	7 191 482	12 835 439	18 770 612	11 270 912	16 907 781	87,81%	90,08%

Tableau 17 - Effectifs prévisionnels des animaux villageois en 2000

EFFECTIFS REGIONALISES 2000								PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV			
	CRPA & ZONES	PROVINCES	PORCS	OVINS	CAPRINS	TOTAL PR	VOLAILLES	EFFECTIFS		% PAR ZONE	
								TOTAL PR	VOLAILLES	TOTAL PR	VOLAILLES
111	SAHEL	UDALAN	0	132 701	258 005	390 706	119 851	390 706	119 851		
112	SAHEL	SENO	400	337 824	866 640	1 204 464	618 235	1 204 464	618 235		
113	SAHEL	SOUM	600	213 514	467 213	680 726	353 344	680 726	353 344		
120	SAHEL		1 000	684 038	1 591 858	2 275 896	1 091 430	2 275 896	1 091 430	100,00%	100,00%
211	CENTRE NORD	BAM	5 300	176 672	244 740	421 412	340 691	421 412	340 691		
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	4 300	230 447	286 448	516 894	529 899	516 894	529 899		
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	11 800	395 520	468 040	863 560	895 661	863 560	895 661		
221	EST	GNAGNA	3 200	266 297	473 195	739 492	769 601	739 492	769 601		
231	NORD	YATENGA	7 500	597 850	719 224	1 317 073	1 160 786	1 317 073	1 160 786		
240	SUB-SAHEL		32 100	1 666 785	2 191 646	3 858 432	3 696 638	3 858 432	3 696 638	100,00%	100,00%
311	CENTRE	GANZOURGOU	5 300	381 461	378 533	759 994	845 284	759 994	845 284		
312	CENTRE	KADIOGO	16 000	44 754	39 130	83 884	252 355	83 884	252 355		
313	CENTRE	OUBRITENGA	29 800	248 372	310 465	558 836	845 284	558 836	845 284		
321	CENTRE EST	BOULGOU	17 100	291 954	195 534	487 488	857 937	487 488	857 937		
322	CENTRE EST	KOURITENGA	10 600	201 041	201 861	402 901	643 423	402 901	643 423		
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	65 100	214 982	288 908	503 890	1 034 492	503 890	1 034 492		
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	44 900	149 726	140 002	289 728	656 076	289 728	656 076		
341	CENTRE SUD	BEZEGA	22 400	230 447	267 468	497 915	1 034 492	497 915	1 034 492		
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	5 300	96 068	90 796	186 865	277 661	186 865	277 661		
351	EST	GOURMA	17 100	320 072	407 587	727 659	757 065	727 659	757 065		
352	EST	TAPOA	18 200	101 106	158 981	260 087	529 899	260 087	529 899		
361	MOUHOUN	KOSSI	28 800	265 008	200 572	465 580	908 431	465 580	908 431		
361	MOUHOUN	SOUROU	23 500	262 431	325 578	588 008	820 095	588 008	820 095		
371	NORD	PASSORE	24 500	162 496	195 534	358 030	567 740	358 030	567 740		
380	NORD-SOUDANIEENNE		328 800	2 969 917	3 200 949	6 170 866	10 030 235	6 170 866	10 030 235	100,00%	100,00%
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	37 400	139 533	170 228	309 762	567 740	309 762	567 740		
412	BOUGOURIBA	PONI	31 000	85 759	164 019	249 778	1 249 005	249 778	1 249 005		
421	CENTRE OUEST	SISSILI	13 900	149 726	160 153	309 879	681 265	309 879	681 265		
431	CENTRE SUD	NAHOURI	7 500	52 486	59 281	111 767	479 404	111 767	479 404		
441	COMOE	COMOE	8 600	104 972	87 047	192 019	731 759	192 019	731 759		
451	HAUTS BASSINS	HOUE	37 400	177 961	146 328	324 289	1 047 145	324 289	1 047 145		
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	1 000	48 620	34 093	82 712	315 502	82 712	315 502		
461	MOUHOUN	MOUHOUN	31 000	284 925	832 631	284 925	832 631	284 925	832 631		
470	SUD-SOUDANIEENNE		167 800	1 043 981	1 653 781	1 865 131	5 904 452	1 865 131	5 904 452	100,00%	100,00%
500	TOTAL GENERAL		529 500	6 364 722	8 638 234	14 170 325	20 722 755	14 170 325	20 722 755	100,00%	100,00%

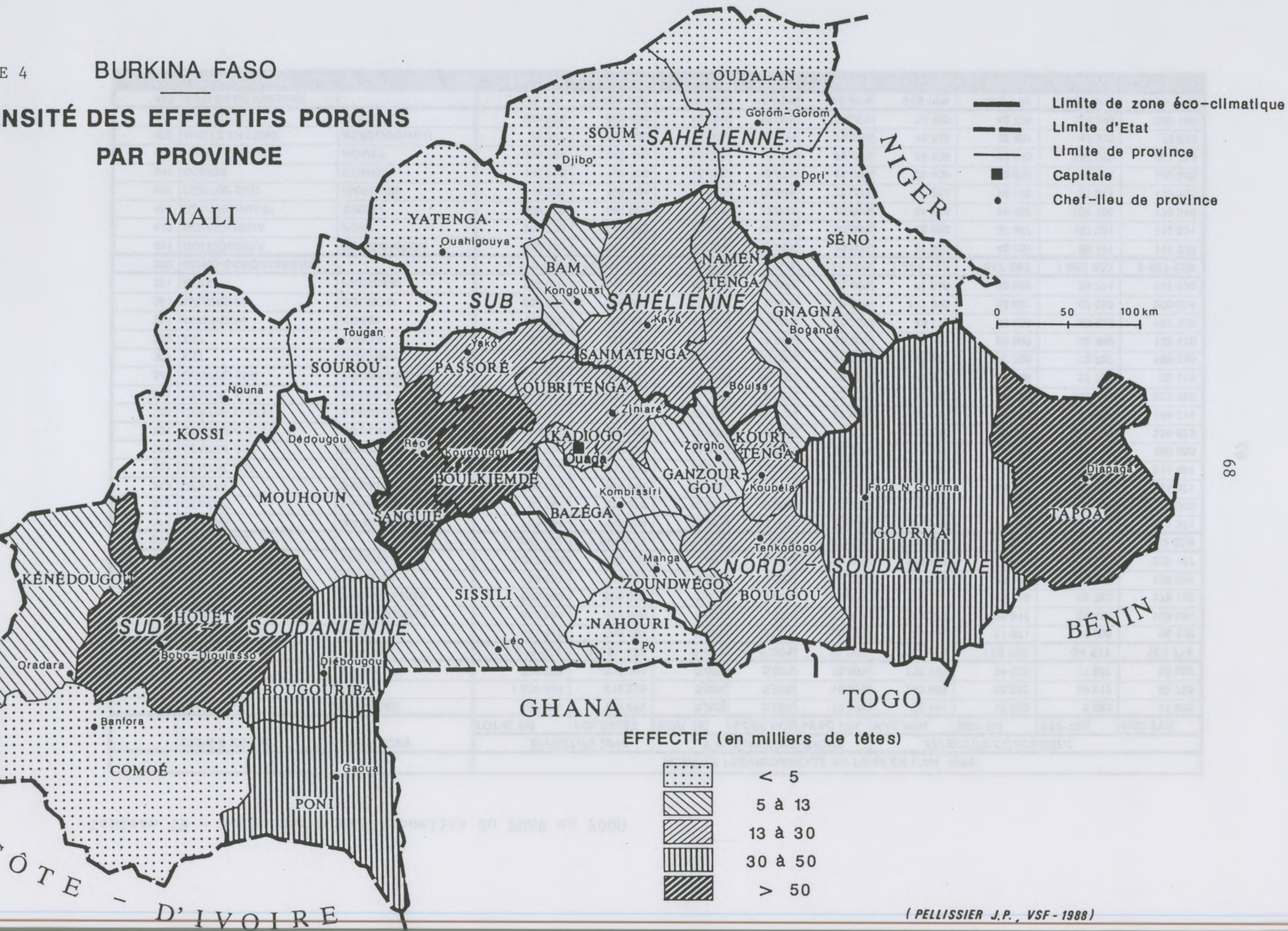
Tableau 18 - Activités prévisionnelles du PDAV en 1995

	CRPA & ZONES	PROVINCES	ACTIVITES PREVISIONNELLES DU PDAV EN 1995							
			EFFECTIFS 95		ACTIVITE PDAV 95					
			TOTAL PR	VOLAILLES	%DP.PR	%DEP VOL	%VAC.VOL	DEP PR	DEP.VOL	VAC.VOL
111	SAHEL	OUDALAN	353 900	108 561	3,00%	1,00%	5,00%	10 617	1 086	5 428
112	SAHEL	SENO	1 091 000	559 995	3,00%	1,00%	5,00%	32 730	5 600	28 000
113	SAHEL	SOUM	616 600	320 058	3,00%	1,00%	5,00%	18 498	3 201	16 003
120	SAHEL		2 061 500	988 614	3,00%	1,00%	5,00%	61 845	9 886	49 431
211	CENTRE NORD	BAM	381 714	308 597	5,00%	2,00%	10,00%	19 086	6 172	30 860
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	468 201	479 981	3,00%	2,00%	10,00%	14 046	9 600	47 998
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	782 211	811 287	3,00%	2,00%	10,00%	23 466	16 226	81 129
221	EST	GNAGNA								
231	NORD	YATENGA	1 193 001	1 051 437	3,00%	1,00%	5,00%	35 790	10 514	52 572
240	SUB-SAHEL		2 825 127	2 651 302	3,27%	1,80%	8,02%	92 388	42 512	212 558
311	CENTRE	GANZOURGOU	688 400	765 656	3,00%	5,00%	25,00%	20 652	38 283	191 414
312	CENTRE	KADIOGO	75 982	228 582	3,00%	10,00%	25,00%	2 279	22 858	57 146
313	CENTRE	OUBRITENGA	506 192	765 656	3,00%	5,00%	25,00%	15 186	38 283	191 414
321	CENTRE EST	BOULGOU	441 565	777 117	3,00%	5,00%	20,00%	13 247	38 856	155 423
322	CENTRE EST	KOURITENGA	364 947	582 811	3,00%	5,00%	20,00%	10 948	29 141	116 562
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	456 422	937 040	3,00%	10,00%	25,00%	13 693	93 704	234 260
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	262 435	594 272	3,00%	5,00%	20,00%	7 873	29 714	118 854
341	CENTRE SUD	BEZEGA	451 010	937 040	3,00%	5,00%	25,00%	13 530	46 852	234 260
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	169 261	251 504	3,00%	5,00%	30,00%	5 078	12 575	75 451
351	EST	GOURMA								
352	EST	TAPOA								
361	MOUHOUN	KOSSI	421 721	822 854	3,00%	2,00%	5,00%	12 652	16 457	41 143
361	MOUHOUN	SOUROU	532 616	742 840	3,00%	2,00%	5,00%	15 978	14 857	37 142
371	NORD	PASSORE	324 303	514 258	3,00%	2,00%	30,00%	9 729	10 285	154 277
380	NORD-SOUDANIENNE		4 694 855	7 919 629	3,00%	4,95%	20,30%	140 846	391 864	1 607 347
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	280 581	514 258	3,00%	2,00%	5,00%	8 417	10 285	25 713
412	BOUGOURIBA	PONI	226 248	1 131 345	3,00%	2,00%	5,00%	6 787	22 627	56 567
421	CENTRE OUEST	SISSILI	280 687	617 088	3,00%	10,00%	20,00%	8 421	61 709	123 418
431	CENTRE SUD	NAHOURI	101 238	434 243	3,00%	10,00%	20,00%	3 037	43 424	86 849
441	COMOE	COMOE	173 931	662 826	3,00%	2,00%	5,00%	5 218	13 257	33 141
451	HAUTS BASSINS	HOUET	293 740	948 501	3,00%	2,00%	5,00%	8 812	18 970	47 425
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	74 921	285 781	3,00%	2,00%	5,00%	2 248	5 716	14 289
461	MOUHOUN	MOUHOUN	258 084	754 195	3,00%	2,00%	5,00%	7 743	15 084	37 710
470	SUD-SOUDANIENNE		1 689 430	5 348 236	3,00%	3,57%	7,95%	50 683	191 071	425 111
500	TOTAL GENERAL		11 270 912	16 907 781	3,07%	3,76%	13,57%	345 762	635 333	2 294 447

Tableau 19 - Activités prévisionnelles du PDAV en 2000

			ACTIVITE PREVISIONNELLE DU PDAV EN L'AN 2000.								
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS 2000		P.C. D'INTERVENTIONS			EFFECTIFS CONCERNES			
			TOTAL PR	VOLAILLES	%DP. PR	%DEP.VOL	%VAC VOL	VAC.PPR	DEP PR	DEP.VOL	VAC VOL
111	SAHEL	OULDALAN	390 706	119 851	5,00%	5,00%	15,00%	78 141	19 535	5 993	17 978
112	SAHEL	SENO	1 204 464	618 235	5,00%	5,00%	15,00%	240 893	60 223	30 912	92 735
113	SAHEL	SOUH	880 726	353 344	5,00%	5,00%	15,00%	136 145	34 036	17 667	53 002
120	SAHEL		2 275 896	1 091 430	5,00%	5,00%	15,00%	455 179	113 795	54 571	163 714
211	CENTRE NORD	BAM	421 412	340 691	5,00%	5,00%	20,00%	84 282	21 071	17 035	68 138
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	516 894	529 899	5,00%	5,00%	20,00%	103 379	25 845	26 495	105 980
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	863 560	895 661	5,00%	5,00%	20,00%	172 712	43 178	44 783	179 132
221	EST	GNAGNA	739 492	769 601	5,00%	5,00%	20,00%	147 898	36 975	38 480	153 920
231	NORD	YATENGA	1 317 073	1 160 786	5,00%	5,00%	20,00%	263 415	65 854	58 039	232 157
240	SUB-SAHEL		3 858 432	3 696 638	5,00%	5,00%	20,00%	771 686	192 922	184 832	739 328
311	CENTRE	GANZOURGOU	759 994	845 284	10,00%	10,00%	25,00%	151 999	75 999	84 528	211 321
312	CENTRE	KADIOGO	83 884	252 355	10,00%	10,00%	25,00%	16 777	8 388	25 236	63 089
313	CENTRE	OUBRITENGA	558 836	845 284	10,00%	10,00%	25,00%	111 767	55 884	84 528	211 321
321	CENTRE EST	BOULGOU	487 488	857 937	10,00%	10,00%	25,00%	97 498	48 749	85 794	214 484
322	CENTRE EST	KOURITENGA	402 901	643 423	10,00%	10,00%	25,00%	80 580	40 290	64 342	160 856
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	503 890	1 034 492	10,00%	10,00%	25,00%	100 778	50 389	103 449	258 623
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	289 728	656 076	10,00%	10,00%	25,00%	57 946	28 973	65 608	164 019
341	CENTRE SUD	BEZEGA	497 915	1 034 492	10,00%	10,00%	25,00%	99 583	49 792	103 449	258 623
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	186 865	277 661	10,00%	10,00%	25,00%	37 373	18 686	27 766	69 415
351	EST	GOURMA	727 659	757 065	10,00%	10,00%	25,00%	145 532	72 766	75 707	189 266
352	EST	TAPOA	260 087	529 899	10,00%	10,00%	25,00%	52 017	26 009	52 990	132 475
361	MOUHOUN	KOSSI	465 580	908 431	10,00%	10,00%	25,00%	93 116	46 558	90 843	227 108
361	MOUHOUN	SOUROU	588 008	820 095	10,00%	10,00%	25,00%	117 602	58 801	82 010	205 024
371	NORD	PASSORE	358 030	567 740	10,00%	10,00%	25,00%	71 606	35 803	56 774	141 935
380	NORD-SOUDANIEENNE		6 170 886	10 030 235	10,00%	10,00%	25,00%	1 234 173	617 087	1 003 023	2 507 559
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	309 762	567 740	15,00%	15,00%	25,00%	61 952	46 464	85 161	141 935
412	BOUGOURIBA	PONI	249 778	1 249 005	15,00%	15,00%	25,00%	49 956	37 467	187 351	312 251
421	CENTRE OUEST	SISSILI	309 879	681 265	15,00%	15,00%	25,00%	61 976	46 482	102 190	170 316
431	CENTRE SUD	NAHOURI	111 767	479 404	15,00%	15,00%	25,00%	22 353	16 765	71 911	119 851
441	COMOE	COMOE	192 019	731 759	15,00%	15,00%	25,00%	38 404	28 803	109 764	182 940
451	HAUTS BASSINS	HOUE	324 289	1 047 145	15,00%	15,00%	25,00%	64 858	48 643	157 072	261 786
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	82 712	315 502	15,00%	15,00%	25,00%	16 542	12 407	47 325	78 876
461	MOUHOUN	MOUHOUN	284 925	832 631	15,00%	15,00%	25,00%	56 985	42 739	124 895	208 158
470	SUD-SOUDANIEENNE		1 885 131	5 904 452	15,00%	15,00%	25,00%	373 026	279 770	885 668	1 476 113
500	TOTAL GENERAL		14 170 325	20 722 755	8,49%	23,58%	23,58%	2 834 065	1 203 573	2 128 095	4 886 714

BURKINA FASO
DENSITÉ DES EFFECTIFS PORCINS
PAR PROVINCE



Les prévisions pour 1995 pourraient sembler pessimistes (2 300 000 vaccinations pour les volailles) alors que tout laisse à penser que les deux millions devraient être atteints en 1993 grâce au dynamisme actuel de la direction du PDAV. Toutefois, il faut tenir compte des besoins de restructuration en 1994 (les activités trop déficitaires de nombreuses ZEE nécessitent une modification de la chaîne de distribution) et de l'incidence de la dévaluation du F CFA qui se traduira par une augmentation des prix de terrain.

En 2000, les prévisions d'activités augmenteront de façon importante (près de cinq millions de vaccinations pour les volailles, 3 millions pour les petits ruminants). En revanche, les actions de déparasitage restent assez faibles. En ce qui concerne les porcs, le rôle du PDAV resterait assez modeste (déparasitage 3 p.100 et actions d'amélioration de l'habitat, alimentation et conduite d'élevage).

Ce niveau d'activités devrait conférer au PDAV une autonomie financière suffisante pour se transformer en un organisme indépendant capable de prendre en charge la filière élevage villageois.

3. PROPOSITION D'ORGANISATION ET DEFINITION DES METHODES D'ACTION A COURT ET MOYEN TERMES DE LA FONCTION APPROVISIONNEMENT DU PDAV

- . A court terme, la fonction approvisionnement du PDAV pourrait être privatisée.
- . La formation et la vulgarisation devront rester du domaine public, le temps nécessaire à l'équilibre financier de l'ensemble de la structure du PDAV. Ces deux dernières fonctions auront un rôle considérable à jouer dans l'appui à la privatisation des professionnels de l'élevage. Elles contribueront à la constitution d'une clientèle d'éleveurs d'animaux villageois indispensable à l'équilibre financier des cabinets vétérinaires.
- . Les vaccinateurs volontaires villageois continueront à bénéficier de l'encadrement du PDAV.
- . Un programme de sensibilisation et d'encadrement des éleveurs sera réalisé avec le concours du PDAV.
- . Les spécialistes techniques du PDAV pourront apporter leur soutien aux éleveurs et agents de l'organisme d'approvisionnement.

Ce plan général d'actions se réaliserait en concertation avec la cellule de privatisation prévue. De plus, le personnel chargé de la vente des produits de l'organisme d'approvisionnement privé devra, pour réaliser ses objectifs commerciaux, motiver et animer la chaîne de distribution (avec ou sans la participation des vétérinaires privés).

Le détail de l'organisation pour les fonctions vulgarisation, recherche-développement et formation a été analysé précédemment.

3.1. Organisation à court terme (jusqu'à fin 1995)

Les principales recommandations ont été présentées dans la partie du bilan. Rappelons les axes principaux.

a) Poursuite de l'amélioration de la gestion interne

- . Mise en place d'une véritable comptabilité générale d'entreprise (comptabilité en partie double) et passage à l'informatisation.
- . Tenue de fiches de stock et passage à la gestion informatisée.
- . Création de la comptabilité analytique.
- . Gestion des immobilisations.

b) Réforme du mode de rétribution des chefs de ZERA et arrêt de la collaboration avec les ZERA dont l'activité déficitaire persistera.

c) Suivi de la collaboration avec les vétérinaires privés et adaptation des contrats. Transfert à la banque du financement des immobilisations des cabinets.

d) Suivi rapproché de l'activité commerciale des VVV.

e) Mise en place d'une politique commerciale tenant compte de la dévaluation du F CFA

- . Révision des objectifs de campagne 1994.
- . Adaptation des objectifs aux fluctuations des prix des volailles (rédaction d'un argumentaire commercial, sensibilisation et sans doute remobilisation des agents de la chaîne de distribution).
- . Renégociation des prix de l'approvisionnement et des aides nécessaires.

f) Préparation de la phase de privatisation

- . Définition de la structure privée.
- . Etude des possibilités de création d'une société mixte, recherche de partenaires,....

g) Poursuite de l'extension géographique et diversification des actions au niveau des diverses espèces.

3.2. Organisation à moyen terme (1995/2000)

L'originalité du PDAV est d'avoir été capable de distribuer, au niveau des villages, les intrants nécessaires à la protection sanitaire des animaux villageois en constituant une chaîne de distribution originale capable de toucher les petits éleveurs. L'organisme privé devra maintenir cette chaîne au moins à son niveau le plus décentralisé : c'est-à-dire celui des VVV.

En 1995, la privatisation des vétérinaires sera encore loin de recouvrir l'ensemble du pays. Elle ne pourra se faire totalement que lorsque le projet de soutien se mettra réellement en place. De plus, l'extension géographique complète du PDAV ne sera vraisemblablement pas achevée. Dans ces conditions, deux systèmes de distribution subsisteront encore en 1996 : le système de distribution par les vétérinaires privés et le système actuel utilisant le relais des chefs de ZERA dans la mesure où, dans la zone, il n'y a pas de vétérinaires privés installés ou que ceux-ci ne souhaitent pas s'intéresser aux animaux villageois.

Dans ce contexte, il serait souhaitable que l'organisme privé puisse appuyer le plan de privatisation tout en étant capable de dégager des marges suffisantes.

Cet organisme peut être un grossiste-importateur tout à fait indépendant de la structure actuelle. Il conviendra alors de déterminer avec lui la collaboration possible avec les autres activités du PDAV souhaitées par le ministère.

Toutefois, le consultant propose que l'activité approvisionnement soit l'occasion de créer une société mixte de gestion privée capable de se transformer en une société de type SICA, avant l'an 2000, et capable d'avoir un rôle moteur dans le développement du petit élevage.

La direction du PDAV ferait partie du conseil d'administration de la société d'approvisionnement du PDAV (SAPDAV) qui aurait pour objectif l'approvisionnement du PDAV.

Les moyens nécessaires à cette société font l'objet du tableau 20. Le tableau 21 analyse l'incidence de la dévaluation sur le prix des médicaments rendus au PDAV. Après la négociation déjà entreprise avec le fournisseur, l'incidence de l'augmentation est de 83 p.100 en moyenne.

Tableau 21 - Incidence de la dévaluation sur les prix des médicaments

INCIDENCE DE LA DEVALUATION SUR LES PRIX DES MEDICAMENTS									
	ACTIVITE	PAD 92	PAR 92	PAR 94	ECART	PC AUGM	PVVV 92	MARGE 92	PC MARG
<i>Ita New</i>	2 290 000	658,75	738,00	1 344,25	606,25	82,15%	1 400,00	662,00	47,29%
<i>VPV</i>	346 000	14,18	16,60	30,36	13,76	82,92%	15,00	-1,60	-10,67%
<i>VSP</i>	300 000	11,25	13,36	24,47	11,11	83,16%	15,00	1,64	10,93%
<i>OXYFURAN</i>	3 378	499,50	597,00	1 094,10	497,10	83,27%	750,00	153,00	20,40%
<i>ERYCOLCINE</i>	338	537,30	632,00	1 156,54	524,54	83,00%	750,00	118,00	15,73%
<i>SULDIMEPRIM</i>	1 144	453,38	503,75	916,82	413,07	82,00%	970,00	466,25	48,07%
<i>TUPOU</i>	897	1 068,75	1 187,50	2 161,25	973,75	82,00%	1 300,00	112,50	8,65%
<i>BOLUMISOL</i>	345 000	43,65	48,50	88,27	39,77	82,00%	110,00	43,00	39,09%

PAD 92 = Prix d'achat départ en 1992

PAR 92 = Prix d'achat rendu en 1992

PAR 94 = Prix d'achat rendu en 1994 après dévaluation

PVVV 92 = Prix de vente au VVV en 1992

Le tableau 22 résume l'évolution du chiffre d'affaires en 1995, en faisant abstraction de la dévaluation et de toute modification du système de calcul des marges mais en respectant les prix proposés au vétérinaire.

Le tableau 23 tient compte de l'incidence de la dévaluation.

Le tableau 24 propose à la fois une nouvelle politique de marge exposée en annexe 7 et tient compte de la dévaluation.

Le tableau 25 présente le chiffre d'affaires en l'an 2000 en se plaçant dans les conditions du tableau 24 et de l'annexe 7.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour l'établissement de ces divers comptes sont les suivantes :

- en 1995, la chaîne de distribution se fera à moyenne de 70 p.100 par le biais des vétérinaires privés pour l'Ouest et le Nord et à 30 p.100 pour le Centre ;
- en 2000, l'ensemble de la distribution devra être privé.

Une première estimation de la rentabilité de cette société fait l'objet de l'annexe 7. Le PDAV pourrait apporter au capital de la société la chaîne de froid, divers moyens de transport et de stockage, le siège social.

3.3. Approche de l'évolution des moyens

Cette mission n'a pas pour objectif la détermination précise des besoins financiers du PDAV au cours de la période 1995-2000. Toutefois, il semble souhaitable, compte tenu de l'évolution considérable de la fonction du PDAV, de maintenir :

- une assistance technique auprès du directeur du PDAV et de la société d'approvisionnement, comprenant un expert permanent de haut niveau ayant une expérience de gestion et de développement d'un réseau commercial, ainsi que de solides connaissances en élevage villageois, assisté éventuellement d'un collaborateur qui devrait appuyer l'expérimentation de terrain ;
- la possibilité, pour les spécialistes de la cellule technique, d'avoir recours à des appuis à la demande, auprès d'organismes compétents.

Le financement de ce fonctionnement restera à étudier dans le cadre de ce nouveau projet.

Le ministère de l'Agriculture devra continuer à financer les salaires liés au fonctionnement des cellules d'appui technique et de formation-communication entre 1995 et 2000.

Tableau 20 - Moyens prévus pour la fonction approvisionnement

MOYENS PREVUS POUR LA FONCTION APPROVISIONNEMENT			
NATURE	EFFECTIFS	AFFECTATION	REMARQUES
PERSONNEL			
Directeur	1	Ouagadougou	DR Vétérinaire souhaité
Ingénieurs d'élevage	1	Ouagadougou	
Adjointes techniques	1	Bobo-Dioulasso	
	1	Nord	
	1	Est	
Comptable	1	Ouagadougou	
Secrétaire	1	Ouagadougou	
Chauffeur	2	Ouaga+ Bobo	
Magasinier	2	Ouaga+ Bobo	
Gardien	4		
INFRASTRUCTURE			
Batiments			Siège PDAV Ouaga Siège Bobo Location Est et Nord Existantes
Chambres froides	2		
MATERIEL			
frigorifique	2	Grands Frigidair.	Plus mat.existant
Véhicules	3	2 Ouaga 1 Bobo	
Motos	2		existant
Bureau			

Tableau 22 - Evolution du chiffre d'affaires 1995 sans incidence de la dévaluation ni modification de la politique commerciale

(1 000 F CFA)

			PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV										
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS 95			ACTIVITE PDAV 95							
			TOTAL PR	VOLAILLES	%DP.PR	%DEP.VOL	%VAC.VOL	DEP PR	DEP VOL	VAC.VOL	CA DEP PR	CADEP VOL	CA VAC VOL
111	SAHEL	OULDALAN	353 900	108 561	3,00%	1,00%	5,00%	10 617	1 086	5 428	902	22	52
112	SAHEL	SENO	1 091 000	559 995	3,00%	1,00%	5,00%	32 730	5 600	28 000	2 782	112	266
113	SAHEL	SOU	616 600	320 058	3,00%	1,00%	5,00%	18 498	3 201	16 003	1 572	64	152
120	SAHEL		2 061 500	988 614	3,00%	1,00%	5,00%	61 845	9 886	49 431	5 257	198	470
211	CENTRE NORD	BAM	381 714	308 597	5,00%	2,00%	10,00%	19 086	6 172	30 860	2 099	142	432
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	468 201	479 981	3,00%	2,00%	10,00%	14 046	9 600	47 998	1 545	221	672
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	782 211	811 287	3,00%	2,00%	10,00%	23 466	16 226	81 129	2 581	373	1 136
221	EST	GNAGNA											
231	NORD	YATENGA	1 193 001	1 051 437	3,00%	1,00%	5,00%	35 790	10 514	52 572	3 042	210	499
240	SUB-SAHEL		2 825 127	2 651 302	3,27%	1,60%	8,02%	92 388	42 512	212 558	9 268	946	2 739
311	CENTRE	GANZOURGOU	688 400	765 656	3,00%	3,00%	25,00%	20 652	22 970	191 414	2 272	528	2 680
312	CENTRE	KADIOGO	75 982	228 582	3,00%	10,00%	25,00%	2 279	22 858	57 146	251	526	800
313	CENTRE	OUBRITENGA	506 192	765 656	3,00%	4,00%	25,00%	15 186	30 626	191 414	1 670	704	2 680
321	CENTRE EST	BOULGOU	441 565	777 117	3,00%	4,00%	20,00%	13 247	31 085	155 423	1 457	715	2 176
322	CENTRE EST	KOURITENGA	364 947	582 811	3,00%	3,00%	20,00%	10 948	17 484	116 562	1 204	402	1 632
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	456 422	937 040	3,00%	12,00%	25,00%	13 693	112 445	234 260	1 506	2 586	3 280
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	262 435	594 272	3,00%	4,00%	20,00%	7 873	23 771	118 854	866	547	1 664
341	CENTRE SUD	BEZEGA	451 010	937 040	3,00%	4,00%	25,00%	13 530	37 482	234 260	1 488	862	3 280
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	169 261	251 504	3,00%	4,00%	30,00%	5 078	10 060	75 451	559	231	1 056
351	EST	GOURMA											
352	EST	TAPOA											
361	MOUHOUN	KOSSI	421 721	822 854	3,00%	1,00%	5,00%	12 652	8 229	41 143	1 075	189	576
361	MOUHOUN	SOUROU	532 616	742 840	3,00%	1,00%	5,00%	15 978	7 428	37 142	1 358	171	520
371	NORD	PASSORE	324 303	514 258	3,00%	10,00%	30,00%	9 729	51 426	154 277	827	1 183	2 160
380	NORD-SOUDANIE		4 694 855	7 919 629	3,00%	4,75%	20,30%	140 846	375 863	1 607 347	14 534	8 645	22 503
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	280 581	514 258	3,00%	1,00%	5,00%	8 417	5 143	25 713	715	118	244
412	BOUGOURIBA	PONI	226 248	1 131 345	3,00%	1,00%	5,00%	6 787	11 313	56 567	577	260	537
421	CENTRE OUEST	SISSILI	280 687	617 088	3,00%	8,00%	20,00%	8 421	49 367	123 418	926	1 135	1 172
431	CENTRE SUD	NAHOURI	101 238	434 243	3,00%	6,00%	20,00%	3 037	26 055	86 849	334	599	825
441	COMOE	COMOE	173 931	662 826	3,00%	1,00%	5,00%	5 218	6 628	33 141	444	152	315
451	HAUTS BASSINS	HOUE	293 740	948 501	3,00%	1,00%	5,00%	8 812	9 485	47 425	749	218	451
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	74 921	285 781	3,00%	1,00%	5,00%	2 248	2 858	14 289	191	66	136
461	MOUHOUN	MOUHOUN	258 084	754 195	3,00%	1,00%	5,00%	7 743	7 542	37 710	658	173	358
470	SUD-SOUDANIE		1 689 430	5 348 236	3,00%	2,21%	7,95%	50 683	118 391	425 111	4 594	2 723	4 039
500	TOTAL GENERAL		11 270 912	16 907 781	3,07%	3,23%	13,57%	345 762	546 652	2 294 447	33 653	12 512	29 750

Tableau 23 - Incidence de la dévaluation sur le chiffre d'affaires 1995 sans modification
de la politique commerciale

(1 000 F CFA)

			PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV										
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS 95			ACTIVITE PDAV 95							
			TOTAL PR	VOLAILLES	%DP.PR	%DEP.VOL	%VAC.VOL	DEP PR	DEP VOL	VAC.VOL	CA DEP PR	CA DEP VOL	CA VAC VOL
111	SAHEL	OU DALAN	353 900	108 561	3,00%	1,00%	5,00%	10 617	1 086	5 428	1 444	35	83
112	SAHEL	SENO	1 091 000	559 995	3,00%	1,00%	5,00%	32 730	5 600	28 000	4 451	179	426
113	SAHEL	SOUM	616 600	320 058	3,00%	1,00%	5,00%	18 498	3 201	16 003	2 516	102	243
120	SAHEL		2 061 500	988 614	3,00%	1,00%	5,00%	61 845	9 886	49 431	8 411	316	751
211	CENTRE NORD	BAM	381 714	308 597	5,00%	2,00%	10,00%	19 086	6 172	30 860	3 359	198	691
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	468 201	479 981	3,00%	2,00%	10,00%	14 046	9 600	47 998	2 472	307	1 075
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	782 211	811 287	3,00%	2,00%	10,00%	23 466	16 226	81 129	4 130	519	1 817
221	EST	GNAGNA											
231	NORD	YATENGA	1 193 001	1 051 437	3,00%	1,00%	5,00%	35 790	10 514	52 572	6 299	336	1 178
240	SUB-SAHEL		2 825 127	2 651 302	3,27%	1,60%	8,02%	92 388	42 512	212 558	16 260	1 360	4 761
311	CENTRE	GANZOURGOU	688 400	765 656	3,00%	3,00%	25,00%	20 652	22 970	191 414	3 635	735	4 288
312	CENTRE	KADIOGO	75 982	228 582	3,00%	10,00%	25,00%	2 279	22 858	57 146	401	731	1 280
313	CENTRE	OUBRITENGA	506 192	765 656	3,00%	4,00%	25,00%	15 186	30 626	191 414	2 673	980	4 288
321	CENTRE EST	BOULGOU	441 565	777 117	3,00%	4,00%	20,00%	13 247	31 085	155 423	2 331	995	3 481
322	CENTRE EST	KOURITENGA	364 947	582 811	3,00%	3,00%	20,00%	10 948	17 484	116 562	1 927	559	2 611
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	456 422	937 040	3,00%	12,00%	25,00%	13 693	112 445	234 260	2 410	3 598	5 247
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	262 435	594 272	3,00%	4,00%	20,00%	7 873	23 771	118 854	1 386	761	2 662
341	CENTRE SUD	BEZEGA	451 010	937 040	3,00%	4,00%	25,00%	13 530	37 482	234 260	2 381	1 199	5 247
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	169 261	251 504	3,00%	4,00%	30,00%	5 078	10 060	75 451	894	322	1 690
351	EST	GOURMA											
352	EST	TAPOA											
361	MOUHOUN	KOSSI	421 721	822 854	3,00%	1,00%	5,00%	12 652	8 229	41 143	2 227	263	922
361	MOUHOUN	SOUROU	532 616	742 840	3,00%	1,00%	5,00%	15 978	7 428	37 142	2 812	238	832
371	NORD	PASSORE	324 303	514 258	3,00%	10,00%	30,00%	9 729	51 426	154 277	1 712	1 646	3 456
380	NORD-SOUDANIEENNE		4 694 855	7 919 629	3,00%	4,75%	20,30%	140 846	375 863	1 607 347	24 789	12 028	36 005
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	280 581	514 258	3,00%	1,00%	5,00%	8 417	5 143	25 713	1 481	165	576
412	BOUGOURIBA	PONI	226 248	1 131 345	3,00%	1,00%	5,00%	6 787	11 313	56 567	1 195	362	1 267
421	CENTRE OUEST	SISSILI	280 687	617 088	3,00%	8,00%	20,00%	8 421	49 367	123 418	1 482	1 580	2 765
431	CENTRE SUD	NAHOURI	101 238	434 243	3,00%	6,00%	20,00%	3 037	26 055	86 849	535	834	1 945
441	COMOE	COMOE	173 931	662 826	3,00%	1,00%	5,00%	5 218	6 628	33 141	918	212	742
451	HAUTS BASSINS	HOUE	293 740	948 501	3,00%	1,00%	5,00%	8 812	9 485	47 425	1 551	304	1 062
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	74 921	285 781	3,00%	1,00%	5,00%	2 248	2 858	14 289	396	91	320
461	MOUHOUN	MOUHOUN	258 084	754 195	3,00%	1,00%	5,00%	7 743	7 542	37 710	1 363	241	845
470	SUD-SOUDANIEENNE		1 689 430	5 348 236	3,00%	2,21%	7,95%	50 683	118 391	425 111	8 920	3 789	9 522
500	TOTAL GENERAL		11 270 912	16 907 781	3,07%	3,23%	13,57%	345 762	546 652	2 294 447	58 380	17 493	51 040

Tableau 24 - Incidence de la dévaluation et de la modification de la politique commerciale
sur le chiffre d'affaires 1995

(1 000 F CFA)

			PROVINCES ET ZONES COUVERTES PAR LE PDAV										
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS 95			ACTIVITE PDAV 95							
			TOTAL PR	VOLAILLES	%DP.PR	%DEP.VOL	%VAC.VOL	DEP PR	DEP VOL	VAC.VOL	CA DEP PR	CADEP VOL	CA VAC VOL
111	SAHEL	OULDALAN	353 900	108 561	3,00%	1,00%	5,00%	10 617	1 086	5 428	1 239	44	113
112	SAHEL	SENO	1 091 000	559 995	3,00%	1,00%	5,00%	32 730	5 600	28 000	3 819	225	583
113	SAHEL	SOUH	616 600	320 058	3,00%	1,00%	5,00%	18 498	3 201	16 003	2 158	128	333
120	SAHEL		2 061 500	988 614	3,00%	1,00%	5,00%	61 845	9 886	49 431	7 216	397	1 029
211	CENTRE NORD	BAM	381 714	308 597	5,00%	2,00%	10,00%	19 086	6 172	30 860	2 227	248	642
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	468 201	479 981	3,00%	2,00%	10,00%	14 046	9 600	47 998	1 639	385	999
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	782 211	811 287	3,00%	2,00%	10,00%	23 466	16 226	81 129	2 738	651	1 688
221	EST	GNAGNA											
231	NORD	YATENGA	1 193 001	1 051 437	3,00%	1,00%	5,00%	35 790	10 514	52 572	4 176	422	1 094
240	SUB-SAHEL		2 825 127	2 651 302	3,27%	1,80%	8,02%	92 388	42 512	212 558	10 780	1 705	4 423
311	CENTRE	GANZOURGOU	688 400	765 656	3,00%	3,00%	25,00%	20 652	22 970	191 414	2 410	921	3 983
312	CENTRE	KADIOGO	75 982	228 582	3,00%	10,00%	25,00%	2 279	22 858	57 146	266	917	1 189
313	CENTRE	OUBRITENGA	506 192	765 656	3,00%	4,00%	25,00%	15 186	30 626	191 414	1 772	1 228	3 983
321	CENTRE EST	BOULGOU	441 565	777 117	3,00%	4,00%	20,00%	13 247	31 085	155 423	1 546	1 247	3 234
322	CENTRE EST	KOURITENGA	364 947	582 811	3,00%	3,00%	20,00%	10 948	17 484	116 562	1 277	701	2 426
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	456 422	937 040	3,00%	12,00%	25,00%	13 693	112 445	234 260	1 598	4 510	4 875
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	262 435	594 272	3,00%	4,00%	20,00%	7 873	23 771	118 854	919	953	2 473
341	CENTRE SUD	BEZEQA	451 010	937 040	3,00%	4,00%	25,00%	13 530	37 482	234 260	1 579	1 503	4 875
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	169 261	251 504	3,00%	4,00%	30,00%	5 078	10 060	75 451	592	404	1 570
351	EST	GOURMA											
352	EST	TAPOA											
361	MOUHOUN	KOSSI	421 721	822 854	3,00%	1,00%	5,00%	12 652	8 229	41 143	1 476	330	856
361	MOUHOUN	SOUROU	532 616	742 840	3,00%	1,00%	5,00%	15 978	7 428	37 142	1 864	298	773
371	NORD	PASSORE	324 303	514 258	3,00%	10,00%	30,00%	9 729	51 426	154 277	1 135	2 063	3 211
380	NORD-SOUDANIEENNE		4 694 855	7 919 629	3,00%	4,75%	20,30%	140 846	375 863	1 607 347	16 434	15 076	33 449
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	280 581	514 258	3,00%	1,00%	5,00%	8 417	5 143	25 713	982	206	535
412	BOUGOURIBA	PONI	226 248	1 131 345	3,00%	1,00%	5,00%	6 787	11 313	56 567	792	454	1 177
421	CENTRE OUEST	SISSILI	280 687	617 088	3,00%	8,00%	20,00%	8 421	49 367	123 418	983	1 980	2 568
431	CENTRE SUD	NAHOURI	101 238	434 243	3,00%	6,00%	20,00%	3 037	26 055	86 849	354	1 045	1 807
441	COMOE	COMOE	173 931	662 826	3,00%	1,00%	5,00%	5 218	6 628	33 141	609	266	690
451	HAUTS BASSINS	HOUE	293 740	948 501	3,00%	1,00%	5,00%	8 812	9 485	47 425	1 028	380	987
452	HAUTS BASSINS	KENEDOUGOU	74 921	285 781	3,00%	1,00%	5,00%	2 248	2 858	14 289	262	115	297
461	MOUHOUN	MOUHOUN	258 084	754 195	3,00%	1,00%	5,00%	7 743	7 542	37 710	903	303	785
470	SUD-SOUDANIEENNE		1 689 430	5 348 236	3,00%	2,21%	7,95%	50 683	118 391	425 111	5 914	4 749	8 847
500	TOTAL GENERAL		11 270 912	16 907 781	3,07%	3,23%	13,57%	345 762	546 652	2 294 447	40 343	21 926	47 747

Tableau 25 - Chiffre d'affaires en l'an 2000 avec la nouvelle politique commerciale

(en milliers de F CFA)

			ACTIVITE PREVISIONNELLE DU PDAV EN L'AN 2000.									
	CRPA & ZONES	PROVINCES	EFFECTIFS 2000		EFFECTIFS CONCERNES							
			TOTAL PR	VOLAILLES	VAC.PPR	DEP PR	DEP.VOL	VAC VOL	CA PPR	CA DEP PR	CA DEP VOL	CA VAC VOL
111	SAHEL	UDALAN	390 706	119 851	78 141	19 535	5 993	17 978	5 210	2 027	214	303
112	SAHEL	SENO	1 204 464	618 235	240 893	60 223	30 912	92 735	16 060	6 248	1 104	1 565
113	SAHEL	SOU	680 726	353 344	136 145	34 036	17 667	53 002	9 077	3 531	631	895
120	SAHEL		2 275 896	1 091 430	455 179	113 795	54 571	163 714	30 347	11 806	1 948	2 764
211	CENTRE NORD	BAM	421 412	340 691	84 282	21 071	17 035	68 138	5 619	2 186	608	1 150
212	CENTRE NORD	NAMENTENGA	516 894	529 899	103 379	25 845	26 495	105 980	6 892	2 681	946	1 789
213	CENTRE NORD	SANMATENGA	863 560	895 661	172 712	43 178	44 783	179 132	11 515	4 480	1 599	3 024
221	EST	GNAGNA	739 492	769 601	147 898	36 975	38 480	153 920	9 860	3 836	1 374	2 598
231	NORD	YATENGA	1 317 073	1 160 786	263 415	65 854	58 039	232 157	17 562	6 832	2 072	3 919
240	SUB-SAHEL		3 858 432	3 696 638	771 686	192 922	184 832	739 328	51 448	20 016	6 598	12 480
311	CENTRE	GANZOURGOU	759 994	845 284	151 999	75 999	84 528	211 321	10 134	7 885	3 018	3 567
312	CENTRE	KADIOGO	83 884	252 355	16 777	8 388	25 236	63 089	1 119	870	901	1 065
313	CENTRE	OUBRITENGA	558 836	845 284	111 767	55 884	84 528	211 321	7 452	5 798	3 018	3 567
321	CENTRE EST	BOULGOU	487 488	857 937	97 498	48 749	85 794	214 484	6 500	5 058	3 063	3 620
322	CENTRE EST	KOURITENGA	402 901	643 423	80 580	40 290	64 342	160 856	5 372	4 180	2 297	2 715
331	CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	503 890	1 034 492	100 778	50 389	103 449	258 623	6 719	5 228	3 693	4 366
332	CENTRE OUEST	SANGUIE	289 728	656 076	57 946	28 973	65 608	164 019	3 863	3 006	2 342	2 769
341	CENTRE SUD	BEZEGA	497 915	1 034 492	99 583	49 792	103 449	258 623	6 639	5 166	3 693	4 366
342	CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	186 865	277 661	37 373	18 686	27 766	69 415	2 492	1 939	991	1 172
351	EST	GOURMA	727 659	757 065	145 532	72 766	75 707	189 266	9 703	7 549	2 703	3 195
352	EST	TAPOA	260 087	529 899	52 017	26 009	52 990	132 475	3 468	2 698	1 892	2 236
361	MOUHOUN	KOSSI	465 580	908 431	93 116	46 558	90 843	227 108	6 208	4 830	3 243	3 834
361	MOUHOUN	SOUROU	588 008	820 095	117 602	58 801	82 010	205 024	7 841	6 101	2 928	3 461
371	NORD	PASSORE	358 030	567 740	71 606	35 803	56 774	141 935	4 774	3 715	2 027	2 396
380	NORD-SOUDANIE		6 170 866	10 030 235	1 234 173	617 087	1 003 023	2 507 559	82 282	64 023	35 808	42 328
411	BOUGOURIBA	BOUGOURIBA	309 762	567 740	61 952	46 464	85 161	141 935	4 130	4 821	3 040	2 396
412	BOUGOURIBA	PONI	249 778	1 249 005	49 956	37 467	187 351	312 251	3 331	3 887	6 688	5 271
421	CENTRE OUEST	SISSILI	309 879	681 265	61 976	46 482	102 190	170 316	4 132	4 822	3 648	2 875
431	CENTRE SUD	NAHOURI	111 767	479 404	22 353	16 765	71 911	119 851	1 490	1 739	2 567	2 023
441	COMOE	COMOE	192 019	731 759	38 404	28 803	109 764	182 940	2 560	2 988	3 919	3 088
451	HAUTS BASSINS	HOUE	324 289	1 047 145	64 858	48 643	157 072	261 786	4 324	5 047	5 607	4 419
452	HAUTS BASSINS	KENEDOU	82 712	315 502	16 542	12 407	47 325	78 876	1 103	1 287	1 690	1 331
461	MOUHOUN	MOUHOUN	284 925	832 631	56 985	42 739	124 895	208 158	3 799	4 434	4 459	3 514
470	SUD-SOUDANIE		1 865 131	5 904 452	373 026	279 770	885 668	1 476 113	24 870	29 026	31 618	24 917
500	TOTAL GENERAL		14 170 325	20 722 755	2 834 065	1 203 573	2 128 095	4 886 714	188 947	124 871	75 973	82 488

A N N E X E S

RECOMPENSES AUX MEILLEURS V.V.V
(campagne 1993)

Comme les années précédentes, les récompenses ont été attribuées aux VVV par rapport à leurs activités sur la vaccination, sur le déparasitage des petits ruminants et aux chiffre d'affaire réalisé par chaque VVV.

La récompense d'encouragement a tenu compte cette année du taux d'évolution du chiffre d'affaire de chaque VVV. Ainsi les VVV qui ont connu une progression de plus de 100 % ont été encouragé; ceci, dans le soucis de motiver davantage les vaccinateurs.

Les récompenses se répartissent comme suit:

- Récompense A : 48
- Récompense B : 22
- Récompense C : 20
- Récompense D : 20
- Récompense E : 48

Il faut noter que les Chefs ZEE dont la zone a totalisé un chiffre d'affaire de plus d'un million, reçoivent les félicitations et les encouragements du PDAV; des casquettes LAPROVET leur sont distribuées.

Le somme disponible pour ces récompenses est de 3.359.639 F CFA

REPARTITION FINANCIERE DES RECOMPENSES

Recompense	Nature de la récompense	Nbre de VVV	Valeur par VVV	Valeur totale
A	1 Vélo 10 biastromple	48	53.204	2.553.792
B	1 roue arrière, 1 chaîne, 1 pédalier, 10 biast.	22	11.475	252.450
C	1 roue arrière, 1 chaîne, 10 biastromple	20	8.650	173.000
D	2 pneus, 2 chambre à air, 10 biastromple	20	6.240	124.800
E	1 flacon d'ITA NEW	48	1.400	67.200
ZERA	1 chemise à sangle, 2 bloc-notes, 3 bics	20 agents	3.330	66.600

RECAPITULATIF DES RECOMPENSES

N°	Province	Recompense A	Récompense B	Récompense C	Récompense D	Récompense E	Total
1	Bam	2	4	1	1	1	9
2	Bazèga	2	1	3	2	7	15
3	Boulgou	0	2	1	2	2	7
4	Boulkiemdé	6	4	0	2	12	24
5	Ganzourgou	3	4	1	1	2	11
6	Kadiogo	0	1	0	0	2	3
7	Kouritenga	4	1	0	0	2	7
8	Nahouri	3	1	1	0	3	8
9	Namentenga	0	1	2	0	0	3
10	Oubritenga	8	0	2	5	5	20
11	Passoré	10	0	2	0	4	16
12	Sanguié	2	0	3	1	0	6
13	Sanmatenga	3	0	0	0	3	6
14	Sissili	1	3	1	2	2	9
15	Zoudwéogo	4	0	3	4	3	14
	Total	48	22	20	20	48	158

ETAT DU MATERIEL AU 12.07.1993

DIRECTION DU PDAV OUAGADOUGOU

Désignation	Nombre	Observations
<u>Matériel bureautique</u>		
Bureaux	16	Bon état
Chaises roulantes	5	" "
Chaises	29	" "
Armoires métalliques	4	" "
Armoires en bois	7	" "
Classeurs	3	" "
Etagères	3	" "
Tables en bois	6	" "
Table métallique	1	" "
Lampe de bureau	1	" "
Coffres-forts	2	" "
<u>Matériel de communication</u>		
Postes téléphoniques	6	Bon état
Poste fax	1	" "
<u>Matériel informatique</u>		
Micro-ordinateurs	2	Bon état
Imprimantes	2	" "
Régulateurs de tension	2	" "
Bidon de 30 l plastique	1	" "
Bidon de 50 l plastique	1	" "
<u>MATERIEL ROULANT</u>		
<u>Véhicules</u>		
Peugeot 405 Break 90	1	Bon état
Camionnettes Toyota 93	5	" "
<u>Engins à deux roues</u>		
Yamaha 80	1	Bon état
Yamaha 80	2	Etat moyen
P 50 Super 90	1	" "
Camico 80	5	Mauvais état

MATERIEL ROULANT ANTENNE REGIONALE DE L'OUEST BOBO-DIOULASSO

Désignation	Nombre	Observations
<u>Matériel de froid</u>		
Matériel de froid	1	Bon état
Frigo armoire	1	" "
Congélateur	1	" "
Refroidisseur	1	" "
Réfrigérateur Thomson	1	" "
Climatiseurs	8	" "
Ventilateurs	6	" "
<u>Matériel de reprographie</u>		
Photocopieuses	2	Bon état
Machine à calculer	1	" "
Machines de tirage	2	" "
Machine à reliure	1	" "
Machines à écrire	2	" "
Machine à écrire	1	hors usage
<u>Matériel de vulgarisation</u>		
Groupes électrogènes (SDMO)	2	Bon état
Groupe électrogène (Yamaha)	1	" "
Groupe électrogène	1	hors usage
Haut-parleurs	3 paires	Bon état
Ecrans de projection	3	" "
Projecteurs de diapos	3	" "
Magnétophones	3	" "
Tables pliantes	3	" "
Chaises pliantes	3	" "
<u>Autre matériel</u>		
Lits Pico	10	Bon état attribué au
Matelas	10	personnel mobile
Seaux métalliques	2	Bon état
Brouette	1	" "
Rateau	1	" "
Pelle	1	" "
Barre à mine	1	" "
Arrosoir	1	" "
Pioche	1	" "
Cuisinière	1	" "
Jerricans	36	" "
Grand seau plastique	1	" "
Fût de 200 l	1	" "
Bidons 20 l plastique	7	" "
Bidons 10 l plastique	3	" "

Vehicules

MATERIEL ROULANT ANTENNE REGIONALE DE L'OUEST BOBO-DIOULASSO

Désignation	Nombre	Observations
<u>Matériel de froid</u>		
Matériel de froid	1	Bon état
Frigo armoire	1	" "
Congélateur	1	" "
Refrigidisseur	1	" "
Réfrigérateur Thomson	1	" "
Climatiseurs	8	" "
Ventilateurs	6	" "
<u>Matériel de reprographie</u>		
Photocopieuses	2	Bon état
Machine à calculer	1	" "
Machines de tirage	2	" "
Machine à reliure	1	" "
Machines à écrire	2	" "
Machine à écrire	1	hors usage
<u>Matériel de vulgarisation</u>		
Groupes électrogènes (SDMO)	2	Bon état
Groupe électrogène (Yamaha)	1	" "
Groupe électrogène	1	hors usage
Haut-parleurs	3 paires	Bon état
Ecrans de projection	3	" "
Projecteurs de diapos	3	" "
Magnétophones	3	" "
Tables pliantes	3	" "
Chaises pliantes	3	" "
<u>Autre matériel</u>		
Lits Pico	10	Bon état attribué au personnel mobile
Matelas	10	
Seaux métalliques	2	Bon état
Brouette	1	" "
Rateau	1	" "
Pelle	1	" "
Barre à mine	1	" "
Arrosoir	1	" "
Pioche	1	" "
Cuisinière	1	" "
Jerricans	36	" "
Grand seau plastique	1	" "
Fût de 200 l	1	" "
Bidons 20 l plastique	7	" "
Bidons 10 l plastique	3	" "

MATERIEL ROULANT ANTENNE REGIONALE DE L'OUEST BOBO-DIOULASSO

Vehicules

Camionnettes Toyota 93	2
Pick-up Peugeot 90	1

Etat neuf
Bon état

Engins à deux roues

Yamaha DT	1
"	1
"	1
"	1
"	1
"	8
"	6

Bon état

Bon état	2
"	1
"	2
"	1
"	2
hors usage	1

Bon état	2
"	1
hors usage	1
Bon état	3 paires
"	3
"	3
"	3
"	3
"	3

Bon état attribué au	10
personnel mobile	10
Bon état	2
"	1
"	1
"	1
"	1
"	1
"	1
"	1
"	36
"	1
"	1
"	7
"	3

Autre matériel
Lits Pico
Matras
Géaux métalliques
Brouettes
Rasen
Pelle
Barre à mine
Arrosoir
Pioche
Charrue
Jerrycan
Grandseau plastique
Pot de 200 l
Bidons 20 l plastique
Bidons 10 l plastique

PERSONNEL DE L'ETAT

Nom et prénom	Qualification	Fonction	Pourcentage de temps consacré à	
			Approvision- nement	Formation Vulgarisation
DEMBELE M'PE Augustin	Docteur vétérinaire	Directeur	40	60
GNONMOU Haoua	Ingénieur d'élevage		50	50
OUEDRAOUGO Hamadé	Ingénieur d'élevage			100
OUIBGA Joachim	Ingénieur des travaux			
BAMOGO Kewesi	Assistant d'élevage			100
YERBANGA Eulalie	Assistant d'élevage		10	90
ZOMBRE Aminata	Agent technique d'élevage		70	30
Total			1,7 cadre	4,3 cadres

PERSONNEL CONTRACTUEL

Nom et prénom	Fonction	Pourcentage de temps consacré à	
		Approvisionnement	Formation Vulgarisation
ALYA Patricia	Secrétaire	50	50
BAGHYAN Joseph	Planton		100
BOUYAIN Emmanuel	Comptable	70	30
DIABO Hamado	Caissier	50	50
DONLE Gouli	Manoeuvre	40	60
NEYA Salif	Chauffeur	40	60
SANOGO Lassiné	Chauffeur	40	60
SAWADOGO Almissi	Magasinier	100	
SAWADOGO Togodo	Gardien	40	60
SEBGO Nabyouré	Gardien	40	60
ZOUON Mamadou	Chauffeur	40	60
YAMEOGO Martin	Chauffeur	40	60
Total		5,5 agents	6,5 agents

Le total du temps consacré au service approvisionnement représenterait donc 1,7 cadre et 5,5 agents.

BILAN DES FORMATIONS

Animations villageoises

PROJECTIONS DE DIAPOS								VISITES PAYSANNES PLUS SENSIBILISATION ORALES					
PROVINCES	ZERA	88	89	90	91	92	93	88	89	90	91	92	93
BAM	Kongoussi	4			2		4	2					
	Tikaré	3				3						1	1
BAZEGA	Kombissiri	3	1	4			6	3				1	
	Saponé	2	2	4*	14*							1	1
	Toécé	1		3									1
	Ipelcé												
	T.Dassouri	2			3	4		1					
BOULGOU	Tenkodogo		6	2									
	Cinkinsé		4			3							
	Ouargaye		4	3			3	3	2				1
	Zabré		3		2		3	1					3
	Garango		3	4		3	3						
	Bittou		4		2	3				1			
	Sangha		4	4									
BOULKIEMDE	Koudougou		5					2	4				1
	Kokologho	3	3*	2*		4		1				1	
	Sabou	2		3	1			2	3		1		
	Kindi	2	3		4	3							2
	Nanoro												1
GANZOURGOU	Zorgho		4						1				
	Méguet		4	2		5							
	Mogtédou	2				2						3	
KADIOGO	Ouagadougou	2	3	2					3				
KOURITENGA	Koupéla		5		2*	4	3						
	Pouytenga				4								2

DOUBRITENGA	Ziniaré Dapélogho Boussé Laye Sâaba	1 1 5 5	1 5 5	4 2 1 5	1 1 5 1	4 1 5 1	1 5					1 1 1 1	1 2 1 1
PASSORE	Yako Samba T.Bokin Arbollé Latodin	3	4 7 3 4 7	7 3 4 4	4 4	3 5	5 2	2	2			1 1 1 1	1 1 1
SANGUIE	Réo Tenado Pouni	2 3 3	2 2 2	4 4	3 3	2 2	3 3	3	2			1 1	1
SISSILI	Léo Sapouy Cassou Bognounou Tô Ooussa Fara	4 2 5 4	4 4	4 3 4	4 3 4	3 4 4	3 1 1 1	3 1 1		1			
SANMATENGA	Kaya Pissila	4 3	11 3	3 3	3 3	3* 4	5* 4	3 4	4				
NAMENTENGA	Boulsa	4	2				4						1
NAHOURI	Pô Tiébélé		4	8 2	2 3	3				2		1 1	4
ZOUNDWEOGO	Manga Gombousgou Nobéré	2 2	2 3 4	4 3 4	4 4	4 3	3	4					
S/TOTAL I		66	107	99	62	71	54	25	23	6	5	17	27

PROJECTIONS DIAPOS ZONE HORS PROJET

MOUHOUN	Boromo												
BOUGOURIBA	Diébougou			1									
TAPOA	Diapaga				1								
BOUROU	Tougan Toma												
YATENGA	Kalsaka Boussou Tiou Ziga Komsilga Toulfé Zouma F. Bassy Roblo				1 1 1 1		2						
GNAGNA	Coalla Kodjena		1 1										
GOURMA	Kantchari												
S/TOTAL II			2	1	5	5	2						
TOTAL		66	107	100	67	76	56						

BILAN DU RECYCLAGE 93 PAR ZERA

DATES	ZERA	NBRE VVV	INDEMNITE VVV	ACHAT POULETS	SERINGUES de 850 F	AIGUILLES de 100 F	MONTANT
1/9/93	T.Bokin	7	3500	600	5950	1400	11450
"	Saponé	28	14000	3000	23800	5600	46400
"	Ziniaré	17	8500	2000	14450	3400	28350
2/9/93	Tikaré	4	2000	400	3400	800	6600
"	Kava	8	4000	1000	6800	1600	13400
3/9/93	Kongoussi	6	3000	400	5100	1200	9700
"	Sapouy	5	2500	500	4250	1000	8250
"	Pissila	6	3000	1000	5100	1200	10300
6/9/93	Koudougou	19	9500	2000	16150	3800	31450
"	Latodin	4	2000	600	3400	800	6800
"	Dapelgo	10	5000	1000	8500	2000	16500
7/9/93	Réo	6	3000	500	5100	1200	9800
"	Samba	2	1000	500	1700	400	3600
"	Manga	18	9000	2000	15300	1800	28100
8/9/93	Ténado	8	4000	1000	6800	1600	13400
"	Koupèla	11	5500	1350	11050	2600	20500
"	Yako	11	5500	1200	9350	2200	18250
"	Gombousgou	4	2000	1000	3400	400	6800
9/9/93	Pouytenga	2	1000	500	3400	800	5700
"	Arbollé	9	4500	1000	7650	1800	14950
"	Zabré	4	2000	1000	3400	400	6800
10/9/93	Boulssa	8	4000	1000	8500	2000	15500
13/9/93	Koklogho	11	5500	1200	9350	2200	18250
"	T.Dassouri	8	4000	1000	6800	1600	13400
"	Bognounou	8	4000	1000	6800	1200	13000
14/9/93	Ouargaye	7	3500	1200	5950	1400	12050
"	Cassou	6	3000	1000	5100	600	9700
15/9/93	Sangha	6	3000	600	5100	1200	9900
"	Laye	5	2500	575	4250	1000	8325
"	Boussé	9	4500	1000	7650	1800	14950
"	Tò	6	3000	1000	5100	600	9700
16/9/93	Pò	9	4500	1000	7650	1800	14950
"	Cinkansé	6	3000	600	5100	1200	9900
"	Kindi	6	3000	500	5950	1200	10650
"	Léo	7	3500	1000	5950	700	11150
17/9/93	Tiébéle	8	4000	800	6800	1600	13200
20/9/93	saâba	10	5000	800	8500	2000	16300
"	Kombissiri	19	9500	2000	16150	1900	29550
"	Pouni	3	1500	500	2550	600	5150
21/9/93	Tenkodogo	6	3000	500	5100	1200	9800
"	Toécé	7	3500	1000	5950	1400	11850
"	Fara	5	2500	500	4250	1000	8250
"	Mogtédo	9	4500	1000	8500	2000	16000
22/9/93	Garango	3	1500	500	2550	600	5150
"	Zorgho	12	6000	1800	10200	2400	20400
23/9/93	Bittou	2	1000	500	1700	400	3600
"	Méguet	6	3000	1100	6800	1600	12500
"	Nanoro	4	2000	500	3400	800	67500
24/9/93	Sabou	15	7500	1500	12750	2200	23950
28/9/93	Kadiogo	5	2500	600	4250	1000	8350
TOTAL	50	405	202500	48825	352750	75200	679275

BILAN DU RECYCLAGE 93 PAR ZERA

BILAN DU RECYCLAGE 93 :RECAPITULATIF PAR SPRA

PROVINCES	Nbre ZERA Concernés	Nbre VVV recyclés	Indemnités VVV	POU LETS		SERI NGUES		AIGU ILLES		MONTANT
				Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	Nbre	Valeur	
BAM	2	10	5000	2	800	10	8500	20	2000	16300
BAZEGA	4	62	31000	14	7000	62	52700	105	10500	101200
BOULGOU	7	34	17000	9	4900	34	28900	64	6400	57200
BOULKIEMDE	5	55	27500	11	5700	56	47600	102	10200	91000
GANZOURGOU	3	27	13500	7	3900	30	25500	60	6000	48900
KADIOGO	1	5	2500	1	600	5	4250	10	1000	8350
KOURITENGA	2	13	6500	3	1850	17	14450	34	3400	26200
NAHOURI	2	17	8500	4	1800	17	14450	34	3400	28150
NAMENTENGA	1	8	4000	2	1000	10	8500	20	2000	15500
OUBRITENGA	5	51	25500	11	5375	51	43350	102	10200	84420
PASSORE	5	33	16500	7	3900	33	28050	66	6600	55050
SANGUIE	3	17	8500	4	2000	17	14450	34	3400	28350
SANMATENGA	2	14	7000	4	2000	14	11900	28	2800	23700
SISSILI	6	37	18500	10	5000	37	31450	51	5100	60050
ZOUNDWEOGO	2	22	11000	6	3000	22	18700	22	2200	34900
TOTAUX	50	405	202500	95	48825	415	352750	752	75200	679275

PROJET DE CONVENTION ENTRE LE PDAV ET LE CABINET

PREAMBULE

Dans le cadre du développement du petit élevage dans les villages et notamment par :

- la formation et la responsabilisation des producteurs au plan technique ;
- leur approvisionnement en produits de qualité à des prix acceptables par des voies nouvelles souples et plus dynamiques ;
- l'animation d'un cadre de concertation permanent, structuré et fonctionnel.

Il est passé entre le Programme de Développement des Animaux Villageois (PDAV).....

d'une part, et

le Cabinet d'autre part

la convention dont les clauses suivent :

ARTICLE 1ER - La présente convention a pour objet d'offrir aux Vaccinateurs Volontaires Villageois (VVV) formés et autorisés à intervenir sur le terrain dans le cadre des activités du PDAV, un réseau d'approvisionnement en intrants de qualité à prix acceptables.

A terme, ce cadre se devra d'être un tremplin pour la résolution des problèmes d'approvisionnement des producteurs et pour l'épanouissement du secteur privé au bénéfice des producteurs de la campagne.

ARTICLE 2 - La présente convention a une durée de un (1) an est applicable dans les limites territoriales de où le cabinet mène légalement ses activités. Elle prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties. Elle est reconductible par accord entre le cabinet et le PDAV. Cette prolongation devra être décidée entre 15 et 60 jours avant l'expiration de la date de prise d'effet.

ARTICLE 3 - Le PDAV s'engage à :

. Créer et animer avec la contribution des services du CRPA de
..... et du cabinet une équipe de VVV
bien formés et appelés à se ravitailler auprès du cabinet ;

. Suivre et améliorer selon les besoins, le niveau technique, le nombre et les horizons d'intervention des VVV ;

. Oeuvrer à la sensibilisation des populations de la zone en matière de promotion du petit élevage et d'utilisation d'intrants et de techniques de production adaptés ;

. Contribuer à la résolution des difficultés d'approvisionnement en intrants du privé et notamment par :

- la tenue à sa disposition d'un stock de produits aux conditions réelles du marché mais lui garantissant une marge suffisante,
- l'observation de toute mesure de nature à éviter la concurrence avec le privé sur le terrain ;

. Aider à sa demande le privé, par la passation d'un contrat de location-vente, à acquérir un réfrigérateur et/ou un moyen de locomotion à deux (2) roues (mobylette ou motocyclette de type Yamaha 100 dame ou homme). Cette aide s'étendra à la réparation de l'appareil et à la fourniture du combustible nécessaire, si le privé utilise les services de l'agent et le réfrigérateur de la Zone d'Encadrement d'Elevage (ZEE) pour la ventilation de ses produits. Dans cette alternative, si le ZEE ne dispose pas de réfrigérateur, le PDAV l'en dotera et assurera également les charges de réparation et de combustible ;

. Fournir au cabinet, s'il le souhaite, l'assistance d'un expert comptable aux frais du PDAV ;

. Assister les structures du CRPA chargées de l'encadrement des VVV ;

. Entretenir la concertation nécessaire à tous les échelons du niveau régional, voire national, entre tous les partenaires, pour la promotion du petit élevage ;

. Suivre et contrôler avec le Service Provincial des Ressources Animales (SPRA) la qualité des services fournis par le cabinet aux VVV.

ARTICLE 4 - Le Cabinet s'engage à :

. Participer au choix et à la formation des VVV ;

. Tenir régulièrement disponibles aux VVV les intrants nécessaires à l'exercice de leurs activités ;

. Respecter les conditions techniques de ravitaillement des VVV ainsi que les prix convenus de commun accord avec le PDAV ;

. Ne vendre aux VVV que des produits qu'ils connaissent bien et pour l'utilisation desquels ils ont été formés par le PDAV. Pour ce faire, ne seront considérés comme VVV que ceux dont la liste sera communiquée par le PDAV au privé ;

. Rapprocher au mieux les produits des VVV et veiller à la qualité des services fournis tout au long de la chaîne allant du cabinet aux VVV ;

. Eviter toute attitude qui compromette le travail du VVV dans le(s) village(s) relevant de son ressort territorial. Dans ces zones précitées, le cabinet évitera de faire effectuer par ses agents des tâches que le VVV peut faire et pour lesquelles il a été formé par le PDAV ;

. Fournir au PDAV et autres services techniques compétents de l'Etat, les données statistiques nécessaires au suivi de l'activité du cabinet ;

. Ouvrir les services du cabinet aux contrôles techniques du PDAV et du SPRA.

. Respecter les engagements financiers ;

. Oeuvrer au bon fonctionnement de la concertation, notamment par la tenue à jour des informations nécessaires à la participation aux rencontres régulières.

ARTICLE 5 - La présente convention ne peut être modifiée partiellement ou totalement que sur consentement des deux parties.

Elle peut cependant être dénoncée par l'une ou l'autre partie. Notification est alors faite par écrit au partenaire et un préavis de un (1) mois est respecté avant application de la dénonciation.

ARTICLE 6 - Tout litige devra être réglé à l'amiable et à défaut devant les instances compétentes.

Fait à le

Pour le Cabinet

Pour le PDAV

LISTE DES INTRANTS

Affections	Produits	Propositions
Maladie de Newcastle	Ita New	Essai en cours d'une souche vaccinale A 300 thermo-résistante administrée par voie orale
Parasitisme gastro-intestinale des gallinés	lévamisole + niclosamide (VPV)	
Trichomonose et parasitisme gastro-intestinal des pintades	lévamisole + niclosamide + dimétridazole (VSP)	
Maladies infectieuses	oxytétracycline + furaltadone + vitamines (Oxyfuran)	
Parasitisme externe des volailles	Tupoux	
Parasitisme gastro-intestinal des petits ruminants	lévamisole	
Pneumopathies des petits ruminants		antibiotiques (Terramycine ^R) vaccin PPR
Parasitisme gastro-intestinal des porcs		lévamisole
Amélioration de l'alimentation		tourteau de coton aliments complémentaires

APPROCHE DE LA RENTABILITE DE LA SOCIETE PRIVEE

CHARGE DE L'APPROVISIONNEMENT (SAPDAV)

Analyse du compte de charges

Pour établir le budget prévisionnel d'une fonction approvisionnement privatisée, les consultants recommandent une liaison étroite avec la structure du PDAV actuel avec, pour objectif, une privatisation totale entre 1997 et 2000.

La structure privée devrait avoir le personnel suivant :

- Un directeur vétérinaire ayant de solides connaissances en gestion et marketing, sinon un cadre de haut niveau, spécialiste en gestion et commercialisation. Dans cette hypothèse, le directeur du PDAV ou un vétérinaire devrait être employé à temps partiel pour la gestion des stocks, les commandes et la prescription ;
- Deux cadres, niveau ingénieur, ingénieur d'élevage, assumant la responsabilité de l'approvisionnement sur Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Deux adjoints techniques seraient responsables au niveau du Sahel et de l'Ouest ;
- A ce personnel, il conviendrait d'ajouter 1 comptable, 1 secrétaire, 2 chauffeurs, 2 magasiniers, 4 gardiens, soit 10 collaborateurs.

Du point de vue matériel, il faudrait affecter à cette fonction : 3 véhicules et 2 motos. Le matériel de froid actuel est suffisant ainsi que l'espace de stockage, à l'exception de 2 frigidaires congélateurs de bonne capacité pour le Nord et l'Est.

Une bonne collaboration avec l'équipe technique et de formation permettrait de réduire les coûts.

Le compte de charges, hors achat de matières premières, est estimé comme suit.

Examen des charges en année de croisière
(en milliers de F CFA)

Amortissement

Matériel roulant	5 200
Autre matériel	3 000
Total	8 200

Salaires et charges

Salaire du personnel PDAV	12 100
Indemnités tournées	2 000
Indemnités ZERA	3 000
Récompense VVV	3 000

Fonctionnement

Location et entretien locaux	2 000
Entretien locaux	1 000
Eau, électricité, téléphone	1 000
Entretien matériel fixe	1 000
Frais véhicules et moteurs	4 500
Divers	1 000

Frais financiers et bancaires 1 000

Imprévus et divers et frais de structure 5 200

Total 46 000

Analyse des marges

La valeur ajoutée permettant de couvrir les charges provient des marges dégagées dans les deux circuits de distribution.

Le tableau 1 indique la répartition des marges en fonction des réseaux pour les principaux produits qui, à eux seuls, peuvent réaliser environ 70 à 80 p.100 de la marge brute.

Le tableau 2 valorise la marge brute possible en 1995 et 2000, en appliquant la nouvelle politique de marge proposée.

En 1995, l'approvisionnement pourrait dégager environ 35 millions de F CFA de marge brute pour des charges estimées à 46 millions de F CFA .

En 2000, pour des charges équivalentes, la marge brute devrait être supérieure à 105 millions de F CFA. La société pourrait alors supporter les charges de vulgarisation et de formation.

Tableau 1 - Répartition des marges (en p.100 et en F CFA)

REPARTITION DES MARGES					
PRODUIT	PDAV	PDAV/PRIVE	PDAV/VVV	PRIVE/VVV	VVV/ELEVEU
MARGES					
VACCIN.VOL		20,00%	40,00%	25,00%	25,00%
DEP.VOL		15,00%	27,77%	15,00%	15,00%
DEP.PR		15,00%	27,70%	15,00%	15,00%
VACCIN PPR		25,00%	43,70%	25,00%	25,00%
PRIX	PDAV	PRIVE	VVV		ELEVEUR
VACCIN.VOL	13,44	16,88	22,50		30,00
DEP.VOL	30,36	35,70	42,00		50,00
DEP.PR	88,27	103,85	122,18		145,00
VACCIN PPR	50,00	67,00	90,00		90,00

Tableau 2 - Chiffres d'affaires et marges de l'approvisionnement
(en milliers de F CFA)

CA ET MARGES DE L'APPROVISIONNEMENT.					
	VAC.VOL	DEP.VOL	VAC.PPR	DEP.PR	TOTAL.PART.
CA.95 H1	33 653	12 512		29 750	75 915
CA.95.H2	51 040	17 943		58 380	127 363
CA.95.H3	47 747	21 926		40 343	110 016
CA.2000	82 488	75 973	188 947	124 871	472 279
MA.95.H3	16 902	2 940		8 776	28 619
MA.2000	16 498	11 396	37 789	18 731	84 414

MISSION D'EVALUATION DU PDAV

TERMES DE REFERENCE

PRESENTATION DU PROJET

Le programme de Développement des Animaux Villageois (PDAV) a démarré en 1978. Au départ orienté vers l'amélioration de l'élevage traditionnel de volailles, il a intégré à ses activités les petits ruminants en 1989 et les porcs en 1992.

Financé par le FAC, le montant cumulé des conventions successives atteint 21,6 MF. La convention en cours (91/028000) d'un montant de 6,65 MF pour trois ans, a commencé en 1992 et sera close le 31.12.1995.

A côté d'un volet "recherche" limité, le PDAV agit sur trois axes :

- formation des villageois aux soins de santé primaire et à quelques grands principes zootechniques. Ces paysans deviennent alors des Vulgarisateurs Villageois Volontaires (VVV) ;
- vulgarisation dans les villages des idées et méthodes mises en oeuvre par les VVV ;
- diffusion jusqu'aux VVV des intrants (médicaments, petit matériel, semences de fourrage) nécessaires à leur activité. Le projet dispose pour l'achat de ces intrants d'un fonds de roulement d'environ 40 M F CFA.

Avec le démarrage de la nouvelle convention, un certain nombre de modifications ont été apportées quant aux objectifs assignés au projet :

- assimilation de l'espèce porcine ;
- extension de l'aire d'activité du projet à tout le pays. En pratique le comité de suivi du projet, réuni le 12.11.1992, a avalisé le fait que, faute de moyens suffisants, le PDAV ne pouvait pas s'étendre vers les trois provinces de l'Est (Gourma, Gnagna, Tapoa). Une antenne du projet, en cours de création à Bobo-Dioulasso, assurera l'extension sur les huit provinces de l'Ouest. Les quatre provinces du Nord seront prises en compte par le siège du projet ;
- privatisation de l'activité de distribution des intrants. Le fonds de roulement du projet prend désormais à sa charge tous les coûts liés à cette distribution. Un essai de ravitaillement des VVV par des vétérinaires privés est en cours dans deux zones du projet. Enfin, l'équipe de Bobo-Dioulasso essaie d'identifier, pour l'Ouest, une méthode de ravitaillement des VVV utilisant les cabinets vétérinaires privés et les groupements villageois les plus fiables.

Mis à part la vaccination PPR qui est à l'étude et les activités sur les porcins en cours d'identification, le PDAV est arrivé au maximum de ce qui peut être proposé en élevage traditionnel. Seules peuvent être améliorées son incidence sur le terrain et son extension géographique vers les provinces de l'Est. La stagnation de ses résultats quantitatifs depuis 1987 laisse penser qu'une fois les modifications en cours adoptées et réussies, la structure de projet, par essence temporaire, n'aura plus lieu d'être. Le mode de remise des activités à l'administration d'une part et au secteur privé d'autre part doit être étudié.

EVOLUTION

L'expérience du PDAV montre qu'en milieu villageois traditionnel les éleveurs ne sont pas prêts à accroître leurs dépenses d'élevage, et donc à intensifier. La productivité stagne.

A côté de cela, en milieu périurbain, le besoin d'aide pour la création ou l'amélioration d'élevages productifs est grand. Cette assistance concerne aussi bien le crédit que la formation en zootechnie, les études de marché ou la comptabilité. De plus, quelques rares expériences en ce domaine montrent que les transformations agro-alimentaires améliorent sensiblement la valorisation des matières premières d'origine animale. Actuellement, plusieurs projets interviennent sur ce créneau, mais sans en aborder tous les aspects.

En 1995, après 17 ans d'activités, le PDAV sera en passe d'avoir réalisé à peu près tout ce que l'on peut en espérer. Il est utile d'évaluer dès maintenant dans quelle mesure son objectif peut être réorienté vers l'amélioration de l'élevage périurbain et de la transformation agro-alimentaire. Cette évaluation est nécessaire à la préparation de la future demande de financement.

L'ouverture du secteur d'intervention du projet à ce type de production peut impliquer de profondes modifications de son organisation, de la qualification de son personnel et de sa position institutionnelle. Tout ceci doit être étudié avec précision.

Pour diverses raisons de sa politique de développement, la coopération française concentre ses activités urbaines sur la ville de Bobo-Dioulasso. Une éventuelle prise en charge par le PDAV de l'élevage périurbain et des activités aval de cette filière se ferait dans cette ville.

OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission aura deux objectifs distincts. Le premier sera une évaluation du PDAV. Le second sera l'étude de l'ouverture du PDAV, à Bobo-Dioulasso, au secteur périurbain.

Evaluation du PDAV

La mission s'attachera à établir un bilan des actions du PDAV dans ses différents domaines d'activité. Elle devra aussi analyser les méthodes employées par le projet, ses choix en matière de privatisation, et les différentes voies possibles pour la cession de ses activités, à moyen terme, à une structure administrative pour la formation/vulgarisation et

aux privés pour la diffusion des intrants. De plus, la mission estimera les besoins nécessaires à l'extension du projet dans les provinces de l'Est. La mission étudiera en particulier :

- les méthodes de vulgarisation et de formation ;
- les choix en matière de distribution d'intrants et leurs implications pour les villageois, vaccinateurs et praticiens privés ;
- les choix concernant les extensions du projet vers l'Ouest, le Nord et l'Est.

La mission fera des recommandations pour l'évolution à donner au PDAV, à moyen terme, pour ce qui concerne sa fonction traditionnelle. Ces recommandations seront adaptées à chacune des zones d'activité du projet.

Production animale autour de Bobo-dioulasso

Dans ce cadre, la mission devra établir le bien-fondé d'un soutien à la production animale (bovins et petits animaux) à Bobo-Dioulasso et la forme optimale que devra revêtir ce soutien. L'opportunité de rattacher cette activité au PDAV sera étudiée. La mission s'attachera en particulier à :

- évaluer le besoin d'une assistance aux producteurs et transformateurs de la zone périurbaine ;
- étudier les modalités de ce soutien (fiches techniques, formations, études de marchés, suivis, aide au crédit...), et la structure la plus adaptée à leur mise en oeuvre (appui direct, recours à un bureau d'étude, rattachement institutionnel...) ;
- étudier l'articulation entre la production villageoise et la production/transformation urbaine (naisseurs traditionnels-embouche améliorée, producteurs villageois-transformateurs urbains,...) ;
- juger de l'intérêt d'attribuer cette fonction au PDAV et préciser les modifications à apporter, le cas échéant, au projet.

MODALITES PRATIQUES

Participants

La mission sera réalisée par un vétérinaire ayant une bonne connaissance du Burkina Faso et du PDAV, de l'expérience en matière de projets d'élevage périurbain et d'assistance aux PME-PMI en agro-alimentaire.

Il est souhaitable que le futur conseiller technique du projet, s'il est connu à l'époque de la mission, participe à celle-ci.

Délais

Il serait intéressant de faire coïncider la mission avec la prochaine réunion du comité de suivi du projet, c'est-à-dire en juin 1993 au plus tard.

La mission durera trois semaines au Burkina Faso, et 1 semaine en France pour la recherche documentaire et la rédaction. Les documents à préparer seront les suivants :

- un aide-mémoire, préparé pour la réunion de synthèse avant le départ de l'expert ;
- un rapport provisoire qui sera envoyé en 10 exemplaires dans un délai de deux mois après le retour en France de l'expert ;
- un rapport définitif qui sera envoyé en 20 exemplaires dans un délai de deux mois après l'envoi des éventuelles modifications apportées par le projet au rapport provisoire.

Production animale autour de Bobo-Dioulasso

Dans ce cadre, la mission devra établir le plan-fond de l'élevage à la production animale (bovins et petits animaux) à Bobo-Dioulasso et la forme optimale que devra revêtir ce soutien. L'opportunité de tester cette activité au PDV sera étudiée. La mission s'attachera en particulier à :

- évaluer le besoin d'une assistance aux producteurs et transformateurs de la zone péribaine ;

- étudier les modalités de ce soutien (fiches techniques, formations, études de marchés, suivi, aide au crédit...), et la structure la plus adaptée à leur mise en oeuvre (appui direct, recours à un bureau d'étude, rattachement institutionnel...).

- étudier l'articulation entre la production villageoise et la production/transformation urbaine (nécessaire traditionnelle-approvisionnement, producteurs villageois-transformation urbaine...).

- juger de l'incidence d'attribuer cette fonction au PDV et présenter les modifications à apporter, le cas échéant, au projet.

MODALITES PRATIQUES

Participants

La mission sera réalisée par un vétérinaire ayant une bonne connaissance du Burkina Faso et du PDV, de l'expérience en matière de projets d'élevage péribain et d'assistance aux PME-PMI en agro-alimentaire.

Il est souhaitable que le futur conseiller technique du projet, s'il est connu à l'époque de la mission, participe à celle-ci.

Délais

Il serait intéressant de faire coïncider la mission avec la prochaine réunion du comité de suivi du projet, c'est-à-dire en juin 1993 au plus tard.

INVENTAIRE DES ETUDES ET DES ENQUETES

ETUDES GENERALES

BAMBARA (X.), 1983. Etude sur les vaccinateurs villageois, agents d'exécution du Projet de développement de l'aviculture villageois. ISP, Ouagadougou.

COIMET-DAAGE (S.), 1984. L'aviculture en Haute-Volta. Ecole nationale vétérinaire, Lyon.

COULIDIATY (A.), 1992. Organisation et mise en place d'une structure de suivi-évaluation au niveau du PDAV (Burkina Faso). IPD AOS.

DIABATE (H.), 1981. Elevage traditionnel de la pintade en Haute-Volta. ISP, Ouagadougou.

GNOUMOU (B.), 1987. Problématique de la production des aviculteurs villageois dans la province du Madiogo. IDR, Ouagadougou.

KABORE (T.), 1982. Aviculture villageoise (élevage de poules, pintades en milieu villageois). ISP,

KABORE (A.) 1984. Méthode d'amélioration de l'aviculture traditionnelle. CAP Matourkou.

LANGE (E.), 1991. Contribution à l'étude de l'élevage urbain et périurbain de Ouagadougou.

OUANDAOGO et TOUGE, 1989. Facteurs de développement de l'éleveur de la pintade.

OUANDAOGO (C.) et OUIBGA (J.), 1992. Organisation et suivi évaluation du programme de développement des animaux villageois (synthèse).

OUEDRAOGO (L.), 1992. Problèmes liés à l'élevage de la pintade dans le plateau central. ENESA.

ZOOTECNIE

KABIRE (I.), 1980. Habitat de la volaille en aviculture traditionnelle. ISP, Ouagadougou.

KAFADO (C.), 1988. Méthodes de conservation des oeufs. IDR, Ouagadougou.

KIENTORE Laurent, 1988. Influence des plantes dans la coloration des oeufs. IDR, Ouagadougou.

NAMEMA (Z.), 1985. Amélioration des poules de race locale. Paramètres de production. Ecole nationale de l'Elevage et de la Santé animale.

OUADRAOGO (H.), 1987. Elevage de la pintade au Burkina-Faso : utilisation des termites, des asticots et de l'aliment complet pour le démarrage des jeunes. IPR, Katibigou.

PITROIPA (D.), 1979. Etude de l'habitat des poules et des pintades. ISP, Ouagadougou.

WEMEM (A.), 1985. Paramètres de production des poules de race locale.

SANTE

COMBES (G.), 1991. Contribution à l'étude d'un vaccin thermostable à administration collective contre la maladie de Newcastle. Thèse Doct. vét., Créteil.

EMTHE (D.), 1987. Aviculture au Burkina Faso : épidémiologie et prophylaxie des maladies infectieuses aviaires majeures. EISMV, Dakar.

GUIGMA (H.), 1985. Impact de l'action sanitaire du PDAV dans la zone d'intervention de Ziniaré. Ecole nationale de l'Elevage et de la Santé animale.

HY (L.), 1988. Impact du parasitisme sur la composition du sérum de volailles. EISMV, Dakar.

NAGALO (M.), 1984. Contribution à l'étude du parasitisme chez la pintade commune (Nu:ida naléagris) en Haute-Volta. Les helminthes, parasites du tube digestif. EISMV, Dakar.

NEYA (S.), 1991. Etude de la réponse immunitaire à un vaccin préparé à partir de la souche V4 et distribué par voie orale. Université de Ouagadougou,

NIKIEMA (E.), 1992. Stratégie alimentaire et parasitisme gastro-intestinal des petits ruminants "synthèse d'un essai réalisé dans la zone de Boussé".

ECONOMIE ET FILIERE

COMBAOR (F.), 1988. Contribution à l'étude de la commercialisation des oeufs et de la volaille au Burkina Faso. IDR, Ouagadougou.

OUATTARA (S.M.), 1985. Commercialisation des volailles à Koudougou. ENESA, Ouagadougou.

OUEDRAOGO (D.), 1992. Impact socio-économique de la pintade dans la zone d'intervention du PDAV. ENESA.

OUEDRAOGO (L.), 1992. Problèmes liés à l'élevage de la pintade dans le plateau central. ENESA.

OUEDRAOGO (P.), 1992. Profil socio-économique de l'éleveur de la pintade dans la province du Kadiogo. ENESA.

YAGOUBA (B.), 1985. Commercialisation de la volaille dans la zone d'intervention du projet. ISP, Ouagadougou.

YANOGO (B.). Etude de la rentabilité économique de l'élevage avicole traditionnel dans la province de Kadiogo. ISP, Ouagadougou.

YERBANGA née O. (E.), 1988. Commercialisation et consommation de la volaille dans la province du Kadiogo. ENESA, Ouagadougou.

YERBANGA née O. (S.). Commercialisation et consommation de la volaille dans la province du Kadiogo.

